

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ 1

\*\*\*\*\*

CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN  
SCIENCES HUMAINES,  
SOCIALES ET ÉDUCATIVES

\*\*\*\*\*

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALES EN  
SCIENCES HUMAINES ET  
SOCIALES

\*\*\*\*\*

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



THE UNIVERSITY YAOUNDE 1

\*\*\*\*\*

POST GRADUATE SCHOOL  
FOR SOCIAL AND  
EDUCATIONAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

DOCTORAL RESEARCH FOR  
SOCIAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

**LA PARTICIPATION DE LA FEMME AU  
DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE EN RCA :  
UNE ANALYSE A PARTIR DE L'ENTREPRENEURIAT  
AGRICOLE A KAGA BANDORO.**

*Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en sociologie*

*Master Recherche à Vocation Professionnelle*

*Option : Urbanité Ruralité*

*Spécialité : Développement Rural*

Par

**MBOMBO GODRO Jésus-Jonathan**

*Licence en Sociologie*



Sous la direction de

**Dr NJOYA MAMA Mohamed**

Chargé de Cours

Décembre 2023

À

nos chers parents côté paternel et maternel.

## REMERCIEMENTS

Nous aimerions tout d'abord au terme de ce mémoire adresser mes remerciements à mon tuteur académique le Dr NJOYA MAMA qui a accepté de nous encadrer dans ce travail de recherche et qui a toujours su, tout au long de ce processus, nous faire bénéficier de son précieux conseil et de sa connaissance. Qu'il trouve ici la marque de notre profonde gratitude.

Nos vifs remerciements vont aussi à l'endroit du Pr Armand LEKA ESSOMBA, chef du département de sociologie et coordonnateur de l'Unité de Recherche et Formation Doctorale en Sciences Humaines, Sociales (URFD/SHS) de l'université de Yaoundé I, pour l'immense tâche qu'il ne cesse d'accomplir en vue de rehausser la qualité des productions scientifiques des étudiants du département de sociologie. Qu'il nous soit permis de remercier également l'ensemble du corps enseignant en l'occurrence le Dr NDJAH ETOLO Edith du département de sociologie pour sa modeste contribution à la réalisation de ce mémoire.

Nous tenons également à rendre un vibrant hommage à mon défunt oncle DOKOULA Théophile, qui s'est éteint quelques mois lorsque j'arrivais chez lui pour continuer mes études post Licence. C'est aussi pour nous l'occasion de remercier du fond du cœur mes parents côté paternel ainsi que mes oncles, la famille DOKOULA, pour leur soutien indéfectible et multiforme. Nous n'oublions pas toute notre famille spirituelle des Témoins de Jéhovah en l'occurrence celle de l'assemblée d'EFOULAN en particulier la famille MOUANGUE Marc Mayo.

C'est aussi l'occasion pour nous de dire merci à tous nos condisciples de classe plus principalement à LOGAM Lawane et YAPELE Rufin Max avec qui nous avons cheminé durant ces années consacrées à la rédaction de ce présent mémoire et dont nous avons bénéficié, en tant que camarade de classe, d'un soutien considérable. On ne saurait terminer sans remercier notre tante MBOMI Waka Elise Olga ; qui n'a pas manqué un seul instant de m'apporter son encouragement ainsi que son soutien psychologique et financier dont nous en avons besoin.

Tous ceux que nous n'avons pas nommément cités se reconnaîtront, on leur dit, Merci.

## SOMMAIRE

DEDICACE .....	i
REMERCIEMENTS.....	ii
SOMMAIRE.....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	iv
SIGLES ET ACRONYMES .....	vi
RESUMÉ .....	ix
ABSTRACT.....	x
INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	1
PREMIERE PARTIE : ENTREPRENEURIAT AGRICOLE ET PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE EN RCA.....	34
CHAPITRE PREMIER : APERCU SUR L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE EN RCA : ENTREPRENEURIAT FEMININ.....	35
CHAPITRE 2 : LES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE : RÉALITÉS ET CONTRAINTES.....	54
PARTIE II : ENJEUX ET DEFIS DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE A KAGA BANDORO.....	61
CHAPITRE III : CONTRIBUTION DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU DEVELOPPMENT SOCIOECONOMIQUE A KAGA BANDORO.....	62
CHAPITRE IV : STRATEGIES ET CONTRAINTES DE L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES DANS LES ACTIVITES AGRICOLES A KAGA BANDORO .....	99
CONCLUSION GENERALE.....	113
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	120
ANNEXES.....	124
TABLE DES MATIERES .....	129

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Echantillonnage de la qualité des enquêtés. ....	27
Tableau 2 : illustrant les principaux secteurs de richesse.....	37
Tableau 3 : Taux brut et Taux spécifique d'activité et pourcentage de la population féminine active qui est occupée selon le milieu de résidence .....	41
Tableau 4 : Répartition des femmes selon les groupes de profession.....	42
Tableau 6 : Récapitulatif des résultats des motivations des femmes entrepreneures dans la localité de Kaga-Bandoro.....	88
Tableau 7 : formes tontines agricoles dans la zone de Kaga Bandoro .....	106
Tableau 8 : implication des femmes interrogées dans les GICS .....	108

## LISTE DES ANNEXES

<b>Annexe 1 :</b> Guide d'entretien destiné à l'endroit de nos enquêtes exerçant dans l'entrepreneuriat agricole.....	124
<b>Annexe 2 :</b> Attestation de recherche.....	128

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>ACDA</b>	Agence Centrafricaine de Développement Agricole
<b>ACFPE</b>	: Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi
<b>AFAC</b>	: Association des Femmes d'Affaires Centrafricaines
<b>AFD</b>	: Agence Française de Développement
<b>AGR</b>	: Activités Génératrices de Revenu
<b>AGVSAN</b>	: Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire et de Nutrition
<b>AID</b>	: Association Internationale de Développement
<b>APEMF</b>	: Association Professionnelle des Etablissements de Micro Finance
<b>ARCAD</b>	: Programme d'Appui au Renforcement des Capacités pour le Développement
<b>ARED</b>	: Projet d'Appui à la Réinsertion Economique Durable des Démobilisés en RDC
<b>ASF</b>	: Association de Services Financiers
<b>BAD</b>	: Banque Africaine de Développement
<b>BCT</b>	: Bureau de la Comptabilité et de la Trésorerie
<b>BEAC</b>	: Banque des Etats de l'Afrique Centrale
<b>BIT</b>	: Bureau International du travail
<b>BM</b>	: Banque Mondiale
<b>BPMC</b>	: Banque Populaire Maroco-Centrafricaine
<b>BSIC</b>	: Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce en Centrafrique
<b>BTP</b>	: Bâtiment et Travaux Publics
<b>CA</b>	: Conseil d'Administration
<b>CAPMEA</b>	: Centre d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises et à l'Artisanat
<b>CBCA</b>	: Commercial Bank de Centrafrique
<b>CCIM</b>	: Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Mines
<b>CEMAC</b>	: Communauté Economique Monétaire d'Afrique Centrale
<b>CMCA</b>	: Crédit Mutuel de Centrafrique

<b>CNDDR</b>	: Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
<b>CRS</b>	: Catholic Relief Service
<b>DDR</b>	: Désarmement, Démobilisation, Réintégration
<b>DSRP</b>	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
<b>DTS</b>	: Droit de Tirage Spécial
<b>E.I</b>	: Entreprise Individuelle
<b>EMF</b>	: Etablissement de Micro Finance
<b>E.P</b>	Entreprise Public
<b>FAARF</b>	: Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes
<b>FAGACE</b>	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
<b>FAO</b>	: Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
<b>FECECAM</b>	: Fédération des Caisses d'Épargne et Crédit Agricole Mutuel
<b>FENU</b>	: Fonds d'Équipement des Nations Unies
<b>FGIF</b>	: Fonds de Garantie pour la création, la reprise et le développement d'entreprises à l'Initiative des Femmes
<b>FIDA</b>	: Fonds International de Développement Agricole
<b>FNPEF</b>	: Fonds National de promotion de l'Entrepreneuriat Féminin
<b>FR</b>	: Financement Rural
<b>GICA</b>	: Groupement Interprofessionnel de Centrafrique
<b>GIE</b>	: Groupement d'intérêt Economique
<b>ICASEES</b>	: Institut Centrafricain des Statistiques et des Etudes Economiques et Sociales
<b>ISBL</b>	: Institution Sans But Lucratif
<b>IUGE</b>	: Institut Universitaire de Gestion des Entreprises
<b>MDRP</b>	: Programme Multi-pays de Démobilisation et Réintégration
<b>MICS</b>	: Enquête à Indicateurs Multiples
<b>NTIC</b>	: Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>OFAC</b>	: Organisation des Femmes Centrafricaines
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OMD</b>	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONIFOP</b>	: Organisation Nationale Interprofessionnelle de Formation Professionnelle

<b>ONMO</b>	: Office National de la Main – d’Œuvre
<b>OIT</b>	: Organisation Internationale du Travail
<b>PAE/SFI</b>	: Programme d’Appui à l’Emergence d’un Système Financier Inclusif
<b>PAGER</b>	: Projet d’Activités Génératrices de Revenus
<b>PAM</b>	: Programme Alimentaire Mondial
<b>PARDEP</b>	: Projet d’Appui à la Réhabilitation et au Développement des Entreprises
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PME</b>	: Petite et Moyenne Entreprise
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PRAC</b>	: Projet de Réinsertion des Ex-combattants et d’Appui aux Communautés en Centrafrique
<b>RCA</b>	: République Centrafricaine
<b>RDC</b>	: République Démocratique du Congo
<b>RGPH</b>	: Recensement Général de la Population et de l’Habitat
<b>RUECA</b>	: Répertoire des Unités Economiques de Centrafricaine
<b>SA</b>	: Société Anonyme
<b>SARL</b>	: Société A responsabilité Limité
<b>SAU</b>	: Société Anonyme unipersonnelle
<b>SFI</b>	: Société Financière Internationale
<b>SIDA</b>	: Syndrome d’immunodéficience acquise
<b>SNU</b>	: Système des Nations Unies
<b>SOFIA</b>	: Société Financière Africaine de Crédit
<b>SUPCA</b>	: Services d’Appui à l’enseignement Supérieur en Centrafrique
<b>SURL</b>	: Société Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
<b>TOB</b>	: Taxes sur les opérations Bancaires
<b>UCACEC</b>	: Union Centrafricaine des Caisses d’Epargne et de Crédit
<b>UNDAF</b>	: United Nations Development Assistance Framework
<b>UNFPA</b>	: Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>UNPC</b>	: Union Nationale du Patronat Centrafricain
<b>USD</b>	: United State Dollar
<b>VIH</b>	: Virus d’immunodéficience humaine

## RESUMÉ

Dans la plupart des pays en développement et en Centrafrique en particulier, la femme occupe une place de choix dans la réalisation des objectifs de développement. Très active dans le secteur de l'entrepreneuriat agricole, elle est fréquemment confrontée à un manque de ressources économiques, financières, matérielles et intellectuelles amenuisant sans cesse son épanouissement dans ce secteur prometteur. De ce fait, la recherche présentée dans ce mémoire porte sur le rôle de la femme dans le processus de développement à travers l'entrepreneuriat agricole à Kaga Bnadoro. Comment l'entrepreneuriat agricole féminin peut-il contribuer au développement socioéconomique de kaga Bandoro ? Telle est la question principale qui oriente cette recherche.

L'objectif poursuivi dans cette recherche est d'analyser comment l'entrepreneuriat agricole peut contribuer au développement socio-économique à Kaga Bandoro à travers la participation des femmes. La démarche méthodologique utilisée a pris en compte la collecte des données qualitatives et les modèles d'analyse de données. Il s'agit de la sociologie dynamiste et critique ; l'analyse stratégique de Michel Crozier et l'individualisme méthodologique, toutes ces théories nous ont servi de grille d'analyse de la recherche. Les résultats obtenus au terme cette recherche montrent que, l'entrepreneuriat agricole se positionne comme levier du développement à Kaga Bandoro et les femmes sont des actrices incontournables dans la dynamique de développement socioéconomique. Les modes d'organisation et stratégies utilisées sur le plan pratique qu'elles utilisent s'inscrivent dans des logiques de contournement des obstacles, du poids de la tradition afin acquérir leur autonomie sur le plan agricole. Elles se regroupent dans des tontines pour avoir un capital leur permettant de louer des vastes surfaces cultivables. Aussi, par la création des GIC et coopératives, elles parviennent à contourner les défis liés à l'organisation sur le plan agricole et l'acquisition des semences.

**Mots clés :** Entrepreneuriat Agricole, Agriculture, Economie, Développement, République Centrafricaine, Autonomie.

## ABSTRACT

In most developing countries and in the Central African Republic in particular, women occupy a special place in the achievement of development objectives. Very active in the sector of agricultural entrepreneurship, it is frequently confronted with a lack of economic, financial, material and intellectual resources, constantly reducing its development in this promising sector. Therefore, the research presented in this dissertation focuses on the role of women in the development process through agricultural entrepreneurship in Kaga Bandoro. How can female agricultural entrepreneurship contribute to the socio-economic development of kaga Bandoro? This is the main question that guides this research.

The objective pursued in this research is to analyze how agricultural entrepreneurship can contribute to socio-economic development in Kaga Bandoro through the participation of women. The methodological approach used took into account the collection of qualitative data and data analysis models. This is dynamic and critical sociology; the strategic analysis of Michel Crozier and methodological individualism, all these theories served as a framework for analyzing the research. The results obtained at the end of this research show that agricultural entrepreneurship is positioned as a lever for development in Kaga Bandoro and women are essential actors in the dynamics of socio-economic development. The methods of organization and strategies used on a practical level that they use are part of a logic of circumventing obstacles and the weight of tradition in order to acquire their autonomy on an agricultural level. They group together in tontines to have capital allowing them to rent large areas of cultivable land. Also, through the creation of GICs and cooperatives, they manage to circumvent the challenges linked to the organization on the agricultural level and the acquisition of seeds.

**Keywords:** Agricultural Entrepreneurship, Agriculture, Economy, Development, Central African Republic, Autonomy.

# **INTRODUCTION GÉNÉRALE**

## I. CONTEXTE DE LA RECHERCHE.

Malgré son immense potentiel en ressources du sous-sol avérées, d'une grande disponibilité en terres cultivables, des ressources forestières exploitables considérables, une bonne pluviométrie et un réseau hydrographique dense, la République centrafricaine est classée parmi les Etats les plus pauvres de la planète. Malgré les efforts réalisés dans le cadre des différents Programmes d'ajustements structurels pour la mise en œuvre de réformes sectorielles et structurelles<sup>1</sup>. L'économie centrafricaine est caractérisée par une mauvaise performance, aggravée par l'instabilité politique et des destructions et pillages à répétition. Les évènements politico-militaires intervenus depuis 1996, et en particulier les crises survenues en 2013 ainsi que les blocages des routes ont sérieusement affecté l'activité économique. Les perturbations ont conduit à la baisse des activités agricoles, industrielles et commerciales tant dans l'arrière-pays qu'à Bangui. L'on constate également une baisse des productions des cultures de rente (coton, café, tabac) ; destruction des outils de production conduisant à l'arrêt des activités industrielles en province ; baisse des activités commerciales du secteur manufacturier à Bangui ainsi que dans les périphéries ; désorganisation des circuits de production, de distribution et de commercialisation. Sur le plan institutionnel les troubles politico-militaires ont conduit à l'affaiblissement du pouvoir de l'Etat et à un dysfonctionnement total de l'Administration. Le ralentissement de la croissance observé depuis 1990 s'est accentué au cours de ces dix dernières qui ont suivi avec les crises perpétuelles. Les estimations du taux de croissance laissent entrevoir une diminution d'environ 7% du PIB réel en 2020, due à un recul dans tous les secteurs, qui affichent des taux de croissance négatifs.<sup>2</sup>

L'économie centrafricaine repose sur le secteur primaire dont la contribution au PIB est estimée à 53, 7% environ du PIB en 2020. La part du secteur primaire dans le PIB (agriculture, élevage, forêt, chasse et pêche), est en progression, du fait du redressement de la production vivrière. Le secteur affiche toutefois un taux de croissance négatif en 2020. La production des cultures de rente, déjà en baisse régulière depuis plusieurs années, s'est effondrée en 2003 du fait de la baisse des cours mondiaux et de la désorganisation des circuits de production. Le secteur forestier a grevé la croissance de 19,7 points en 2020,<sup>3</sup> selon les estimations, avec une régression importante de la production de grumes et dans une moindre

---

<sup>1</sup> Rapport provisoire sur la Stratégie de Transformation de l'Agriculture Centrafricaine et de Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes dans le Secteur Agricole (PASTAC-PEJA), juillet 2019.

<sup>2</sup> Sources : CTP. PAS. Administrations centrafricaines. Aide-mémoire du FMI, janvier 2020.

<sup>3</sup> Ibid.

mesure des sciages et contreplaqués. Ce secteur a souffert à la fois de l'insécurité et de la suspension des permis d'exploitation et de coupe dans un souci d'assainissement du secteur.

Dans le secteur agricole, les effets de la crise ont été désastreux notamment, par la perte des moyens de production en milieu rural, la destruction des récoltes, des champs, du petit bétail voire des villages et le déplacement de la population dans la brousse. De même, les services publics d'appui-conseil et de recherche n'ont pas été épargnés et sont quasi inexistantes sur le terrain, démunis du minimum de moyens nécessaires. Ainsi, la production agricole s'est contractée de 32,7% en 2013 pour ensuite croître de 22% en 2014. En 2015, la production a connu un léger fléchissement de 0,3%. Cette crise a eu comme conséquences la destruction des outils et moyens de production traduite par la baisse de la production agricole ; toute chose qui a largement augmenté le prix des denrées alimentaires. Les consommateurs ont de ce fait perdu leur pouvoir d'achat avec une précarité aggravée. Les populations et les réfugiés de retour en particulier les femmes qui auparavant pratiquaient de l'agriculture pour survivre sont les plus gravement touchés par l'insécurité alimentaire et dont les conditions de vie deviennent précaires. La réduction de la production alimentaire et les difficultés d'approvisionnement ont aggravé une flambée des prix avec un taux d'inflation passant de 5,9% en 2020 et à 11,6% en 2021. Les rendements agricoles, notamment ceux des principales cultures vivrières sont très faibles (800kg/ha pour le maïs, 600% kg pour le mil/sorgho, 3 tonnes pour le manioc par exemple).

Le contexte de fragilité et de conflit qu'a connu la République Centrafricaine ont un impact sur la population rurale. Tandis que les hommes sont les principaux acteurs des conflits et sont au front, leurs maris et leurs enfants sont tués. Leur vie est fragilisée du fait de déplacements internes et de la perte de leurs moyens d'existence. D'après le document issu du colloque sur le développement agricole en Centrafrique, les femmes occupent un rôle essentiel dans les dynamiques sociales et économiques de la RCA et jouent, dans le secteur de l'agriculture, un rôle prédominant avec une division du travail bien marquée. Dans le secteur vivrier, elles assurent une partie importante des opérations culturales : les travaux des semis, de récolte et de post-récolte leur sont spécifiquement dévolus, tandis que les hommes s'occupent prioritairement du défrichage, du dessouchage du labour et du sarclage. Les femmes qui s'exercent dans le secteur agricole pratiquent les cultures vivrières et maraichères

dont elles sont les principales productrices et dont elles ont l'usufruit sur les lopins et terres attribués les hommes. Elles contrôlent également les activités d'élevage domestique.<sup>4</sup>

Pourtant, des marges de manœuvre considérables existent en termes de progrès techniques, économique et social si on revisite le rôle des femmes dans le secteur rural. Celles-ci étant souvent impliquées dans la prévention des conflits et la recherche de la cohésion sociale au niveau communautaire et national, elles pourraient fortement contribuer au développement socioéconomique. La situation de la sortie de crise constitue en effet une opportunité pour mieux concevoir, planifier et coordonner les actions qui vont concourir à un processus d'autonomisation et d'épanouissement de la femme rurale en d'alignant aussi avec les objectifs et les orientations du (P-RCPCA)<sup>5</sup> qui souligne le rôle des femmes dans le processus de développement. Durant la dernière décennie, nous avons constaté que plusieurs approches ont été développées en milieu rural pour soutenir le processus d'autonomisation des femmes et de leur insertion dans le secteur agricole. Cette approche a été adoptée l'issue d'une table ronde qui est dans le but de mieux les cerner et de les découvrir.

Le choix de cette présente recherche à l'université de Yaoundé de I au département de sociologie option urbanité et Ruralité, spécialité Développement Rural portant sur : « *La participation de la femme au développement socio-économique en RCA : une analyse à partir de l'entrepreneuriat agricole à kaga Bandoro* », est né du constat selon lequel la République Centrafricaine est dotée d'immenses ressources naturelles, le pays compte à son actif plus de 16 millions d'hectares arabes ainsi que d'importantes réserves d'eau propice à la production agricole. Les femmes dans ce contexte représentent environ 51% de la population et donc la majorité de main d'œuvre et ceux en milieu rural plus particulièrement à Kaga Bandoro qui est notre zone de recherche.

Du point de vue personnel, nous avons développé un rapprochement avec notre thématique durant notre cursus universitaire et les observations faites sur le terrain en rapport avec la question liée à la participation de la femme aux activités socio-économiques. En effet, l'entrepreneuriat agricole a suscité en nous un intérêt particulier, surtout en contexte où la République Centrafricaine s'inscrit dans une dynamique du développement post conflit.

A cet effet, la présente recherche aura également d'une part, le mérite et sans prétention d'avoir la paternité d'être le premier à travailler sur ce sujet, de mettre à la

---

<sup>4</sup> Actes du colloque sur le développement agricole en Centrafrique : enjeux agropastoraux et les modes de coopération en contexte de crise chronique.

<sup>5</sup> Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix(RCPCA), 2017-2021.

disposition des chercheurs désireux d'aborder la thématique assez similaire, des données sur l'entrepreneuriat agricole vu sous l'angle féminin à Kaga Bandoro. D'autre part, ce travail se veut une référence dans la rédaction des documents stratégiques sur la politique de l'entrepreneuriat agricole en tenant compte de l'émergence des besoins spécifiques des femmes et des hommes qui se lancent de plus en plus dans ce secteur agricole en milieu rural. Pour amorcer le développement tant souhaité par les décideurs politiques et investisseurs étrangers, ce travail peut être utile pour ces derniers de s'imprégner des faits et contacts observer sur le terrain afin d'intégrer dans la politique de développement les problèmes quotidiens auxquels les populations rurales en particulier les femmes qui entreprennent dans le secteur agricole à kaga Bandoro.

Comme dit Jean Marc Ela (2001) : « *le développement passe par la recherche scientifique. Pour entrer dans le temps du monde et construire leur avenir, les pays d'Afrique doivent reconnaître les chercheurs comme des acteurs du changement social...* »<sup>6</sup>. Ce travail s'inscrit dans la dynamique de comprendre comment l'entrepreneuriat agricole qu'exerce les femmes peut être un levier de développement socioéconomique.

## II. PROBLEME DE RECHERCHE

D'après Kassogue (2019 :1399) « *Le problème décrit une situation dans laquelle il existe une anomalie, un obstacle qui empêche de progresser, d'avancer ou de réaliser ce que l'on cherche à résoudre cela suscite une question majeure* »<sup>7</sup>. En effet, les Etats africains reconnaissent la potentialité pleine de la femme et de l'égalité entre les sexes, conditions essentielles pour une participation effective des femmes au développement économique et social. Mais la réalité montre pourtant de grands déficits. En RCA, le taux de scolarisation des filles est plus bas que celui des garçons (68% des femmes sont analphabètes). Ainsi, elles accèdent moins facilement à une formation professionnelle et rencontrent donc de grandes difficultés pour trouver un travail et parvenir à une indépendance économique. Les femmes de kaga Bandoro sont mères en moyenne de quatre enfants, elles doivent s'occuper des tâches domestiques et, par manque d'argent, doivent mener diverses autres activités sources de revenus. Il n'existe pas de statistiques montrant l'apport effectif des femmes au PIB ; elles sont pourtant des agents économiques de plus en plus importants et sont présentes dans tous

---

<sup>6</sup> Jean-Marc Éla, Guide pédagogique de formation à la recherche pour le développement en Afrique, Paris, l'Harmattan, 2001, p.15.

<sup>7</sup> Jordan Méli dans son mémoire de master sur le système tontinier dans le financement de l'entrepreneuriat pastoral jeune à Yaoundé : cas des associations Emercom et Adjas.

les secteurs notamment celui de l'agriculture qui fera d'ailleurs l'objet de notre analyse tout au long de ce travail.

Les femmes qui entreprennent dans l'agriculture jouent un rôle crucial au processus de développement socioéconomique de la RCA. Cette reconnaissance a été vue et approuvée par le forum de Bangui qui a permis de mettre en place les bases de l'ordre constitutionnel en vigueur et du Plan National de Relèvement et de Consolidation de Paix en Centrafricaine,<sup>8</sup> recommandant fortement l'implication des femmes dans les mécanismes de relèvements socio-économique local et national<sup>9</sup>. Cette prise de conscience au niveau des autorités gouvernementales augure des changements profonds des rôles longtemps dévolus aux femmes. De 2016 à 2020, les ONG DRC et COOPI<sup>10</sup> ont mis sur pieds des projets dont les objectifs étaient de contribuer à la relance économique de la RCA et l'autonomisation des femmes via un appui conseil de proximité et un accompagnement dans le secteur agricole en milieu rural, ils ont permis aux acteurs de développer des activités génératrices de revenus. La première phase a permis d'appuyer 2500 Acteurs Economiques Locaux et Associations villageoises d'épargne et de crédit agricole. En conformité avec les orientations stratégiques nationales, ce projet soutient les efforts du Gouvernement Centrafricain en matière de lutte contre la pauvreté et la relance des secteurs agricoles et pastoraux. En effet, la feuille de route pour la relance économique et sociale (2017-2018), ainsi que le plan pour le Relèvement et la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine(RCPCA)<sup>11</sup> promeuvent l'entrepreneuriat à travers le développement du potentiel agropastoral. La stratégie de transformation de l'agriculture Centrafricaine tire son fondement de l'ensemble des documents d'orientation stratégique tant au niveau national et international. Au regard de ces efforts consentis par le gouvernement et ses partenaires tant nationaux qu'internationaux, nous observons que les femmes ne sont pas suffisamment accompagner financièrement et elles manquent d'une formation qualifiante. Nous observons aussi que la plupart des projets de développement agricole ne prennent pas en compte les besoins réellement exprimés par les femmes qui exercent dans le secteur de l'entrepreneuriat agricole notamment dans la localité de Kaga.

---

<sup>8</sup> RRCPCA, 2017-2021.

<sup>9</sup> <https://jfakblog.com/le-forum-national-de-bangui-en-documents-enfin-ca-memories/2016/05/23>.

<sup>10</sup> Ce projet a été piloté par Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPECI), il s'agissait d'informer les acteurs d'intérêt et le grand public de la mise œuvre officielle du projet PAPEUR rural, qui vient succéder aux projets PARFEC et de relance économique, qui est effective le 22 janvier 2021, date à laquelle est signée conjointement le contrat de subvention entre les bailleurs de fonds Bekou de l'union Européenne et les ONG internationale telles que DRC, lead du consortium PARFEC Urbain( DRC-COOPI).

<sup>11</sup> Ibid

### III. PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE

Selon Karsenti et Savoie-zajc, « *l'élaboration d'une problématique de recherche consiste essentiellement à sélectionner et à mettre en ordre, selon une perspective déterminée, des éléments qui composeront la situation problématique et l'objet d'étude* <sup>12</sup> ».

L'agriculture est une activité propice à la poursuite de nouvelles opportunités d'affaires et peut donc être porteuses de dynamiques entrepreneuriales agricoles. Au-delà des changements statutaires du métier d'agriculteurs et des enjeux induits (juridiques, organisationnels, environnementaux), la réflexion académique autour du caractère entrepreneurial de l'agriculture n'est pas nouvelle.<sup>13</sup> A partir des années 2000, certaines de ces réflexions ont été renouvelées et amplifiées à la lumière de l'essor de nouvelles figures entrepreneuriales (néo-ruraux, installations tardives, ou progressives), de nouvelles formes organisationnelles et du rôle croissant de l'innovation et des nouvelles technologies d'information et de communication dans l'activité entrepreneuriale rurale.<sup>14</sup> Depuis une dizaine d'années, quelques chercheurs en sciences de gestion se sont également emparés de cette question de l'entrepreneuriat agricole. Cette recherche s'inscrit dans une nouvelle perspective à la compréhension et à la contribution de l'entrepreneuriat agricole féminin au processus de développement socioéconomique. Elle tire sa source sur les travaux qui ont contribué à poser les bases de la sociologie de l'entrepreneuriat. Cette recherche sera présentée dans une perspective pluridisciplinaire dont la particularité est de passer en revue des différentes disciplines des sciences sociales ayant traité notre objet étude. En effet, quelques disciplines seront retenues et abordées dans la construction de cette problématique.

#### ➤ **La sociologie économique :**

Weber et Durkheim se sont explicitement demandé si une approche sociologique de l'économie, telle que délimitée par les économistes néoclassiques, était possible. Dans l'Essai sur la théorie de la science qui examine les méthodes respectives des sciences naturelles et des sciences de la culture, Weber met fin à la querelle des méthodes (methodenstreit) en montrant à la fois que la science économique n'est pas pure spéculation et que ses lois ne sont pas des lois naturelles, mais des types idéaux dont la valeur prédictive est limitée en raison de leur grande généralité. De même, après avoir remarqué que l'économie ne concerne à première

---

<sup>12</sup> Op.cit.

<sup>13</sup> Jean-Marie FERRIERES, (1957), « L'exploitant agricole peut-il être un chef d'entreprise moderne ? », Paysans, N° 6, p. 22-28

<sup>14</sup> Nicholas EVANS, LLBERY, B. W. (1993), "The pluriactivaty, Part-Time Farming, and Farm Diversification Debate", Environment and Planning A, Vol 25, N° 7, p.945-959

vue que des choses (donc intérêt pour la morale et la sociologie), Durkheim montrait néanmoins qu'elle repose, dans son fonctionnement sur des représentations, des croyances et des valeurs. La sociologie économique questionne le cadrage réalisé par les économistes qui réduisent l'économie au calcul rationnel concernant des ressources rares devant être affecté à des besoins considérés illimités. Plus positivement, elle propose une définition plus large de l'économie, soit comme représentations sociales dans la tradition durkheimienne ; activités relevant d'une rationalité élargie dans la tradition Wébérienne, rapports sociaux de production, de distribution et de consommation selon la tradition marxiste, activités reposant sur des principes économiques pluriels.

Si l'on admet que la science économique néo-classique fournit aux acteurs clés du capitalisme des représentations qui contribuent à la réalisation de ses avancées, la nouvelle sociologie économique répond quant à elle à une double demande, celle d'une critique du néolibéralisme et celle d'une recherche d'alternative concrète. Elle fournit également un éclairage pertinent sur les mutations des années 1990, notamment l'émergence d'une nouvelle économie et d'un « nouvel esprit du capitalisme ».<sup>15</sup> Une économie relationnelle reposant sur le savoir et les services mobilise plus qu'auparavant les facteurs extra économiques et non-marchand comme la recherche, la formation et la qualité de l'environnement. Cette mobilisation suppose une reconfiguration de l'État et de ses modalités d'intervention centrées sur une offre intégrée, de nouveaux modes de régulation faisant appel à la société civile, des modes de gouvernance plus horizontale et à de nouvelles solidarités. La sociologie économique montre aussi que les formes de coordinations sont multiples, qu'elles incluent non seulement le marché, mais aussi État, les associations, les réseaux, les communautés. La prise en considération de la complexité et la diversité de la configuration « État, marché et société civile » laisse bien voir la « diversité des capitalismes » et des modèles nationaux de développement, u compris dans les comparaisons nord-sud.

En se servant de l'analyse classique des identités entrepreneuriales, Durkheim postule que l'identité est héritée, transmise d'une génération à une autre, au cours du processus de socialisation. L'un des rôles du sociologue consiste à étudier cet être social, c'est-à-dire cette partie de l'individu qui renvoie aux manières d'être, de penser, de faire, de sentir qui provient du groupe ou de la société à laquelle il appartient. Dans cette optique intellectuelle, l'identité sociale résulte d'une transmission méthodique entre générations, de la reconnaissance institutionnelle et de l'intériorisation des conditions sociales. La situation socioprofessionnelle

---

<sup>15</sup> Boltanski, Luc et Marie-Eve Chapiello, 1999, le nouvel esprit du capitalisme, Paris, Gallimard, p. 843.

constitue un élément essentiel de cette identité sociale, qui a été, et qui garde encore un statut principal. Elle assure l'appartenance de l'individu à des groupes professionnels temporellement stables. Dubar constate qu'aujourd'hui, comme hier en France, l'identité sociale est avant tout synonyme de catégorie d'appartenance ; le plus souvent, cette catégorie est la CSP, c'est-à-dire la catégorie socioprofessionnelle.<sup>16</sup> D'autres appartenances à des catégories institutionnalisées sont utilisées (le sexe, l'âge, le lieu d'habitation, etc.), ce qui signifie que, pour certains chercheurs, l'identité sociale est une notion plus complexe, qui n'obéit pas à une appartenance unique.

Pierre Bourdieu a développé le concept d'habitus qui représente une capacité de reproduction, c'est-à-dire un ensemble de dispositions et de codes acquis que l'individu met en œuvre dans diverses circonstances. Autrement dit, c'est un recueil du passé et la production d'un avenir conforme à ce passé. De nombreux chercheurs qui s'intéressent à l'entrepreneuriat ne considèrent que cette première conception de l'identité. Ils s'inspirent, théoriquement et méthodologiquement, de cette tradition «classique»<sup>17</sup> pour décrire et comprendre les entrepreneurs, expliquer leur fonction ou prévoir leurs actions. On retrouve ainsi de nombreux travaux qui sont construits sur le même modèle que cette description d'adultes américains Reynolds, à l'origine d'entreprises. Cet exemple est illustrateur, car les créateurs sont décrits à partir de catégories classiques. Les sociologues français Boutillier et Uzunidis identifient et distinguent les entrepreneurs en fonction de leur capital social.<sup>18</sup> La référence à la théorie de Bourdieu les place dans cette perspective classique de «l'identité attribuée».<sup>19</sup> Ils affirment d'abord que la capacité d'action de l'entrepreneur dépend de la dynamique de la société dans laquelle il vit. Ainsi, l'entrepreneur ne peut pas être compris sans une étude du rapport qu'il entretient avec la société. C'est un agent social qui, à ce titre, occupe une fonction économique qui lui a été donnée par la société, qui a placé l'enrichissement personnel au rang de valeur suprême Boutillier et Uzunidis.<sup>20</sup> Son succès ou sa réussite est avant tout déterminé, non pas par ses compétences personnelles, mais par un ensemble d'éléments extérieurs à lui-même. L'intervention de l'État, le niveau de développement à un moment donné des techniques et la demande solvable des consommateurs. Ensuite, les auteurs empruntent le concept de capital social développé par

<sup>16</sup> Claude DUBAR, 2000, La crise des identités, Paris, Presses universitaires de France.

<sup>17</sup> Pierre BOURDIEU, (1980), Questions de sociologie, Paris, Éditions de Minuit.

<sup>18</sup> Sophie BOUTILLIER et Dimitri UZUNIDIS (1995), L'entrepreneur, une analyse socio-économique, Paris, Economica.

<sup>19</sup> Ibid.

<sup>20</sup> Sophie BOUTILLIER et D. UZUNIDIS (1999), La légende de l'entrepreneur, le capital social ou comment vient l'esprit d'entreprise, Paris, La Découverte et Syros.

Pierre Bourdieu pour distinguer les différents types d'entrepreneurs. Le capital social se compose d'un capital finances (qui regroupe l'ensemble des ressources financières), d'une capitale connaissance (qui comprend l'ensemble des connaissances du créateur) et d'un capital relations (qui englobe les relations professionnelles, personnelles ou familiales que le créateur peut mobiliser pour mener son projet d'entreprise à terme).

Le point en commun de la présentation des études sociologiques des travaux de ses auteurs porte essentiellement sur les figures des entrepreneurs, mais aussi de montrer, exemples à l'appui, comment des identités sont dégagées à partir d'une conception « classique » de l'identité sociale. Ils énoncent que les manières de faire, d'être et de sentir des individus dépendent de leur appartenance à des catégories objectives, définies par les institutions. Les études de sociologie classique sur l'entrepreneuriat consistent généralement à corrélérer les anciennes positions sociales des personnes et leur nouveau statut d'entrepreneur et ses attitudes inhérentes.

Jacques-Henri Coste pour lui essaie de mettre en lumière les dialogues entre démarches entrepreneuriales et les contextes dans lesquels elles s'inscrivent. Les contributions illustrent, à leur manière, les interactions multiples entre entrepreneuriat et écosystème. Elles mettent en lumière ce lien ambigu, cette relation bipolaire entre le contexte socio-économique dans lequel s'inscrivent la démarche entrepreneuriale et la démarche elle-même. Les écosystèmes influencent certes les démarches dans une logique plutôt « top-down » où ils constituent un cadre de référence fait d'incitants et de contraintes à l'intérieur duquel s'exprime l'entrepreneuriat. Mais la démarche entrepreneuriale, par des effets davantage « Bottom-up » constitue, en elle-même, un facteur de changement, potentiellement fort, des contextes et écosystèmes dans lesquels elle s'inscrit. À cet égard, l'auteur essaie rétablir un certain équilibre par rapport aux approches dominantes de la littérature existante, plus « économiques » de l'entrepreneuriat, qui considèrent la relation « écosystème ? Processus entrepreneurial » comme univoque. Son intérêt est d'attirer l'attention sur l'impact que peut avoir la démarche entrepreneuriale sur l'environnement, le contexte, la société. L'auteur souligne le processus d'inter-structuration entre les actions individuelles et les institutions. « Il faut en effet comprendre comment les institutions « permettent » un certain type d'action humaine et adopter une perspective sociologique plus large que la seule explication économique. L'action économique est toujours « encadrée » dans le social ».<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup> Mis en ligne sur Cairn.info le 24/10/2014 <https://doi.org/>

Jean Marc Ela fait ressortir dans ses travaux deux sortes d'économies : l'économie de la nuit qui met en exergue le secteur informel et l'économie de jour, celle qui s'articule les lois et les affaires. Il pose donc la question de savoir avec esprit l'Afrique doit passer de l'économie de la nuit à l'économie de jour, du moins comment être Africain et entrepreneur ?

En effet, il poursuit en disant qu'entreprendre en Afrique relève d'un véritable art dans une société mutante, un entrepreneur est celui-là qui est capable de rompre avec les normes de comportements et les règles sociales établies afin de créer un tissu de relations du travail qui obéit aux exigences de l'efficacité et de productivité. Pour l'auteur, l'Afrique est dominée par les conditions difficiles de travail, les critères d'accessibilité à l'emploi. Il souligne que, les défis de l'entreprise interpellent à mettre un terme à 'art du bricolage animé par le secteur informel au moyen de sa loi de la débrouillardise qui en conduit pas encore au forçement de l'entrepreneuriat en général et en particulier de l'entrepreneuriat agricole ; il faut prendre en compte les besoins sociaux de ceux qui produisent les richesses dans l'entreprise.

Malgré l'importance et la pertinence des travaux de ses auteurs évoqués, ils se sont beaucoup focalisés sur la figure de l'entrepreneures. Etant donné que le domaine de l'entrepreneuriat est un champ vaste est difficile à saisir, ils ont omis de nous spécifier quel type de l'entrepreneuriat auquel ils font allusion. Or l'entrepreneuriat agricole constitue de nos jours un pilier incontournable de développement du continent. Cette insuffisance nous permet d'aborder le second volet de notre revue de littérature qui porte sur la spécificité de l'entrepreneuriat en général vue sous l'angle de la sociologie de l'entrepreneuriat.

### ➤ **La sociologie de l'entrepreneuriat**

La sociologie de l'entrepreneuriat s'attache à l'étude du phénomène de la création d'entreprise et de tous les éléments qui lui sont liés. En termes sociologiques, la création d'entreprise est définie par Minguet, comme « un processus dynamique ayant pour objectif la constitution d'une nouvelle unité juridique et économique...<sup>22</sup> Les questions qui sont posées à l'intérieur de ce que l'on nomme la « création d'entreprise » sont très nombreuses et peuvent relever de différentes préoccupations : du créateur d'entreprise lui-même et de ses activités, des instances chargées du développement local, régional ou national, ou encore de la société industrielle et de ses orientations ». D'autres sociologues, comme Byers, Kist et Sutton, opposent les études traditionnelles sur les caractéristiques de l'entrepreneur aux recherches

---

<sup>22</sup> Guy MINGUET, 1995, De l'art d'entreprendre, une sociologie de l'initiative économique, Université de Nantes, Mémoire de synthèse pour le diplôme d'habilitation à diriger des recherches.

sur les forces extérieures ou contextuelles qui influent sur la création d'entreprise.<sup>23</sup> Il en est de même pour Aldrich qui distingue une approche basée sur les traits de l'entrepreneur d'une approche centrée sur l'environnement social.<sup>24</sup>

Brush quant à lui essaie de ressortir les aspects pertinents de l'entrepreneuriat en général et de l'entrepreneuriat agricole en particulier est le fait qu'il est une source importante de la croissance économique. Il est maintenant plus visible que cet entrepreneuriat agricole crée de l'emploi et contribue à la création de richesse dans toutes les économies<sup>25</sup>. La plupart des recherches théoriques et empiriques montrent les bienfaits de l'entrepreneuriat sur le développement économique tels que la création d'emplois, la croissance économique, l'innovation et diversité en entrepreneuriat<sup>26</sup>. En effet, l'entrepreneuriat agricole prend depuis une dizaine d'année une place croissante dans la plupart des pays du monde. Par des actions volontaristes engagées, les États-Unis ont montré la voie à suivre aux autres nations en matière d'accompagnement des femmes entrepreneurs dont ils accueillent aujourd'hui les fruits de ces mesures. En effet, le taux 48% des entreprises dirigées par des femmes ont aujourd'hui atteint aux États-Unis.

Si les femmes se lancent dans une aventure entrepreneuriale pour créer principalement leur propre emploi, nous parlons "d'entrepreneuriat de nécessité", par opposition à "l'entrepreneuriat de croissance" qui est plus répandu chez les hommes<sup>27</sup>. Force est de constater que la population des femmes chefs d'entreprises est l'une des populations entrepreneuriales les plus croissantes au monde<sup>28</sup>. Selon une étude, entre 1980 et 1988, le nombre d'entreprises aux États-Unis a augmentés de 56% alors que le nombre de femmes a augmenté de 82%. Au Canada, une étude a montré qu'entre 1991 et 1994, les entreprises dirigées par les femmes canadiennes ont été créées quatre fois plus d'emploi que la moyenne totale canadienne<sup>29</sup>. Certaines études montrent le rôle de l'entrepreneuriat agricole dans la réduction de la pauvreté est celle de l'expérience dans la banque Grameen en Bangladesh qui demeure unique à son genre. Cette banque a principalement focalisé sur les femmes, il a été découvert que l'octroi des crédits aux femmes produits des profits à leur famille et à la

<sup>23</sup> Thomas BYERS, H. KIST et R.I. SUTTON (2000), *Entrepreneurship and New Ventures*. Technology Management Handbook, Boca Raton, CRC Press, chapitre 1.

<sup>24</sup> Robert ALDRICH, 2000, *Organizations Evolving*, 2e édition, Londres, Sage Publications, chapitres 2 et 4.

<sup>25</sup> Candida Brush, Carter, N., Gatewood, E. Greene, P. and Hard, M. Eds, 2006, *Growth-oriented Women Entrepreneurs and their Businesses: A Global Research Perspective*, Edward Elgar, and Cheltenham.

<sup>26</sup> Verheul, I., Van Stel, A. J., et Thurik, A.R., 2006, *Explaining female and male entrepreneurship at the country level*, *Entrepreneurship and Regional Development*, 18(2), 151-183.

<sup>27</sup> *Global Entrepreneurship Monitor, Report Women and Entrepreneurship 2006*.

<sup>28</sup> Op.cit.

<sup>29</sup> Camille Carrier et al. 2006.

communauté. Selon le fondateur et le prix Nobel d'économie Muhammad Yunus, la contribution des entreprises féminines est un instrument efficace pour la lutte contre le chômage ainsi que l'émergence de ce type d'entreprise au Bangladesh a contribué d'une façon remarquable à la diminution de la pauvreté dans les zones rurales.<sup>30</sup>

Zannou quant à lui a fait observer que, le développement de l'agriculture dans les pays du tiers monde dépend pour la plupart des techniques de production. La gestion traditionnelle des terres par la culture itinérante sur brûlis et principalement la maîtrise de la technique de conservation des sols et de l'eau conduisent à la dégradation de la plupart des terres exondées avec corollaires une baisse de la fertilité des sols et des rendements de plus en plus faibles.

Selon Agossou, l'agriculture en Afrique reste dominée par de petites exploitations de moins de 5 hectares. Les systèmes de productions traditionnelles ne sont pas en mesure de répondre à l'évolution des besoins de la production agricole, par conséquent la rationalité de ces systèmes doit changer. Pour promouvoir le développement de l'entrepreneuriat agricole, la maîtrise des différentes composantes du secteur agricole est une nécessité absolue.

Muhammad Yunus se situe dans une perspective beaucoup plus économique de l'entrepreneuriat. Il montre à quel point les entreprises féminines constituent un instrument efficace pour lutter contre le chômage, de favoriser l'émergence et la diminution de la pauvreté dans les zones rurales. En démontrant l'efficacité, le rôle, la contribution des femmes dans le processus de lutte contre la pauvreté et de favoriser la croissance économique, Muhammad ne nous a pas spécifié dans quel domaine d'activité entrepreneuriales ces femmes entrepreneurs exercent en milieu rural plus concrètement. Dans un rapport sur l'entrepreneuriat féminin tenu à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, la coordination pour l'Afrique de demain(Cade) a publié un livre blanc sur l'entrepreneuriat féminin. La coordination pour l'Afrique de demain(Cade) et de l'Association du notariat francophone, en partenariat avec la Caisse des dépôts et consignations et de l'Union européenne féminine, une grande rencontre économique s'est déroulée le 18 décembre 2017 à Paris. Cet événement a réuni des patriciens de l'entrepreneuriat féminin : femmes entrepreneurs, réseaux d'accompagnement, banque commerciales de développement, fonds d'investissement, fondations, d'Europe, de Méditerranée et d'Afrique.

Pour Roland Portella, président de la Cade, et Anne-Marie Cordelle, déléguée générale de l'Association du notariat francophone, «l'objectif était de démontrer la dynamique

---

<sup>30</sup> <https://www.erudit.org/fr/> consulté en ligne le 24/08/2022 à 22h35 à Yaoundé.

positive de l'entrepreneuriat féminin et plus globalement le rôle de la femme comme créatrice d'investissement durables à l'échelle mondiale ». « La dynamique entrepreneuriale des femmes doit passer par la mise en œuvre de partenariat constructifs et de synergie d'action entre l'Europe, l'Afrique et Méditerranée », disent-ils, convaincus qu'il s'agit de s'interroger sur la création d'un environnement favorable pour la montée en puissance des entrepreneuses, sur les stratégies de réseaux et de regroupements des leurs capacités et l'améliorations de leurs compétitives, enfin, sur les domaines économiques investis par les entrepreneuses en réfléchissant à la manière de briser le plafond des secteurs homme-femme.

Viviane B. et al. Montrent que l'implication des femmes dans l'entrepreneuriat est un élément essentiel à la croissance d'un et ces femmes sont une force économique nécessaire. Alors l'augmentation du taux d'activité des femmes dans le monde traduit à la fois un changement des mentalités et des mœurs, et un changement des réalités économiques du fait que presque partout au monde, les activités de la femme ont quitté la sphère domestique pour se porter sur le marché affirme Charmes. Cependant, la question liée à l'implication de la femme dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole traite à la fois de leur situation dans la société dans laquelle elle vie du rôle de l'entrepreneuriat dans cette même société. Alors, la place et le succès de l'entrepreneuriat agricole et l'implication des femmes dépendent de certains facteurs tels que : le facteur culturel et le facteur environnemental.

Christina Constantinidis, Manal El Abboubi, Noura Salam et Annie Cornet proposent, dans leur article, une analyse des femmes entrepreneuses marocaines, à travers laquelle les spécificités du contexte sont prises en considération. Elles illustrent trois profils de femmes entrepreneuses offrant un regard beaucoup plus précis sur les réalités de leur parcours, en faisant ressortir notamment les paradoxes auxquels elles sont confrontées tout au long de leur parcours entrepreneurial. Il s'agit d'un texte d'une grande richesse, dont le travail empirique est considérable permet de ressortir des généralités sur les femmes entrepreneuses et de montrer l'importance de la contextualisation dans le soutien et l'accompagnement.

Sophie Brière, Isabelle Auclair et Maripier Tremblay quant à elles présentent les résultats d'une étude exploratoire, réalisée en Afrique du Sud et au Rwanda. Elles proposent une analyse de l'adéquation entre les services de soutien aux femmes entrepreneuses et leur réalité spécifiques. Leur travail repose sur une combinaison d'approches théoriques féministes, entrepreneuriales et de développement international. Les auteures montrent que le soutien offert par les organisations demeure inadapté et souvent désincarné du contexte des femmes dans ces pays. Les résultats de leur démarche montrent que le soutien des femmes

entrepreneures s'inscrivent encore trop souvent dans une logique de stéréotypée et adopte une vision de la performance fondamentalement masculine. Les auteures insistent sur la nécessité de revoir les stratégies de soutien en adoptant une approche dynamique mettant de l'avant l'influence du contexte, services de soutien de la performance.

Ensemble, Roland Portella et Anne-Marie Cordelle pointent la dimension « genre » introduite dans le rapport « Doing Business » 2017 de la banque mondiale permettant d'évaluer la facilitation accordée à l'entrepreneuriat féminin dans chaque pays. Une approche d'autant plus intéressante qu'auparavant le rapport du bureau Afrique du PNUD, publié en 2016, a évalué à 6% du PIB le manque à gagner engendré par la disparité de genre en Afrique subsaharienne.

Pour Rachel SOLKEM DOBIGUE<sup>31</sup> en s'intéressant sur la question de l'entrepreneuriat féminin au Tchad, s'intéresse aux activités de l'Association pour la promotion de l'Entrepreneuriat Féminin(APEF) qui lutte contre la marginalisation des femmes montrent à la face du monde que ces dernières sont capables de transformer la société car « *éduquer une femme, c'est toute une nation* ». Comme le dit un adage populaire. Elle poursuit en disant que, les femmes se déploient dans l'informel, une belle et enrichissante initiative plutôt que de ne servir que comme ménagères. La conjoncture économique délétère dans laquelle elles se déploient en fait des créatrices de richesse, une nouvelle forme de chrématistique, susceptible de leur permettre d'éviter de ne dépendre que de leurs conjoints. A travers sa participation, chaque individu cherche à satisfaire plusieurs catégories de besoins comme l'ont montré les travaux de l'école des relations humaines en particulier ceux d'Abraham Maslow.

Dans son mémoire de Master portant sur les dynamiques familiales et rapports de genre au Cameroun, Martin Serge NGONO évoque que, la question des rapports de genre suscite de plus en plus des interrogations dans un contexte urbain et rural africain marqué par d'importantes dynamiques de changement. Au-delà du débat sur les fondements naturels ou sociaux des rapports de genre, les configurations que prennent les rapports sociaux de sexe de nos jours soulèvent de nouvelles interrogations sur les facteurs de transformations sociales en contexte Rural. Si pour certains acteurs les dynamiques en œuvre dans les sociétés rurales africaines sont principalement l'œuvre des mutations structurelles engendrées antérieurement

---

<sup>31</sup> Rachel SOLKEM DOBIGUE, mémoire de master en sociologie : la promotion de l'entrepreneuriat féminin et le développement durable au Tchad : cas de l'ONG Africare dans la région du Logone Oriental,

à la période des indépendances, pour d'autres, la fin des années 80 caractérisées par la crise économique et l'intervention des politiques d'ajustement structurel (PAS) marquent véritablement le début des transformations sociales dans les rapports familiaux en général et dans les relations de genre en particulier. Au vu des travaux sus-évoqué, il ressort que la plupart des travaux que nous avons parcourus se sont focalisés sur les bienfaits de l'entrepreneuriat sur la croissance économique, et la création d'emploi. D'autres auteurs s'attèlent aussi sur le rôle que jouent les femmes dans le processus entrepreneurial afin de booster la croissance économique. En effet, au regard de ce qui précède nous avons pu remarquer que, la motivation, le domaine spécifique de l'entrepreneuriat, l'impact de l'entrepreneuriat sur la vie sociale des entrepreneurs ne sont peut-être pas pris au compte dans leurs travaux.

A la fin de cette revue critique de littérature, nous retenons que la plupart des travaux des auteurs suscités ont consisté d'une part à dégager des pistes pour permettre à l'enracinement de l'entrepreneuriat agricole, et d'autre part à mener une comparaison surtout de la rentabilité économique entre l'entreprise agricole ou la vie familiale de l'entrepreneure. Ces études ont sans doute apporté quelques réponses sur la pertinence de l'entrepreneuriat agricole dans le processus du développement d'un pays en général et de la RCA en particulier dans un contexte un peu perturbé par des crises surtout dans la zone étude ou nous avons décidé de mener notre étude. De ce qui précède, notre étude n'a pas la prétention de trancher les controverses qui ont jalonné la question de la participation de la femme au développement socio-économique dans ce qu'est l'entrepreneuriat agricole, mais d'apporter sa contribution au rôle que peut jouer les femmes à l'encrage d'un entrepreneuriat agricole Centrafricain porteur d'une agriculture moderne, performante et compétitive ou les femmes peuvent désormais être au même niveau que les hommes dans ce secteur. Pour cerner les contours de cette recherche, il serait important de procéder d'abord par des clarifications conceptuelles. Il nous est dès lors plus aisé de circonscrire le champ de questionnement à l'intérieur duquel nos efforts se concentreront, et de formuler avec précision les questions de recherche qui vont encadrer nos propres investigations.

## **IV. QUESTION DE RECHERCHE**

### **IV.1. Question de recherche principale**

Dans quelle mesure l'entrepreneuriat agricole des femmes peut-il contribuer au développement socio-économique dans la sous-préfecture de kaga Bandoro ?

## **IV.2. Questions de recherche spécifiques**

**Q.R.S.1-** Quels sont les facteurs explicatifs de l'insertion des femmes dans le secteur de l'entrepreneuriat agricole à Kaga Bandoro ?

**Q.R.S.2-** Quels sont les enjeux et défis de l'entrepreneuriat agricole des femmes sur le développement socioéconomique à Kaga Bandoro ?

**Q.R.S.3-** Quelles sont les stratégies mises en œuvre par les femmes pour contourner les obstacles à leur entrepreneuriat agricole ?

## **V. HYPOTHESE DE RECHERCHE**

Les hypothèses sont des propositions initiales à partir desquelles on construit un raisonnement comme l'écrit Claude Javeau (1986 :87) « *Les éléments théoriques ne sont pas postulés de jeu comme absolument vrais. Ils servent surtout de base de référence ou d'opinions légitimatrices* ». Elles hypothèses sont par conséquent, des éventualités, des présupposés que la recherche vise à confirmer. La présente recherche est basée sur une hypothèse principale, et deux autres subsidiaires.

### **V.1. Hypothèse principale**

L'entrepreneuriat agricole des femmes peut contribuer au développement socio-économique à Kaga Bandoro, à travers la création de l'emploi, réduction de pauvreté, en améliorant les conditions de vie des populations, en favorisant l'autosuffisance alimentaire.

### **V.2. Hypothèses de recherche spécifiques**

**H.S.1-** Les facteurs explicatifs de l'insertion de la femme dans le secteur agricole s'explique par la volonté d'autonomie, le goût de réussite, le désir de satisfaire ou de subvenir au besoin de leur famille.

**H.S.2-** : Les enjeux et défis sont d'ordre économique, social, politique et les défis sont d'ordre sécuritaire et climatique et de leur dépendance vis-à-vis des financements extérieurs.

**H.S.3-** : Les stratégies mises en œuvre par les femmes afin de contourner les obstacles liés à leur entrepreneuriat agricole sont les organisations paysannes.

## **VII. METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE**

Dans cette partie, nous présenterons les techniques de collecte de données ainsi que les outils de collecte des données. L'opérationnalisation de cette recherche nous exige de

convoquer ou d'associer des techniques de collecte de donnée congruentes, appropriés à l'étude de notre objet.

## VII. 1. CADRE THEORIQUE

La méthode d'analyse au sens de Grawitz est « *l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et le vérifie* »<sup>32</sup>. Ainsi, dans la perspective de comprendre notre sujet portant sur : « La participation de la femme au développement socio-économique en RCA : une analyse à partir de l'entrepreneuriat agricole à Kaga Bandoro. Convient-il de noter qu'une mesure politique visant à faciliter la question de participation de la femme au processus de développement socioéconomique répond non seulement au souci de préserver la justice sociale, mais aussi à celui relatif à l'amélioration des conditions de vie des populations. D'où la nécessité d'avoir une connaissance des facteurs susceptibles de comprendre comment la participation de la femme peut-elle contribuer au développement à travers l'entrepreneuriat agricole exercé par les femmes. Il s'agit dans cette partie d'identifier et de mobiliser des paradigmes afin d'expliquer en quoi l'entrepreneuriat agricole peut-il contribuer au processus de développement en vue de l'amélioration des conditions sociales et économiques des femmes vivant dans le monde rural. La sociologie dynamiste et critique de Georges Balandier, l'analyse stratégique de Michel CROZIER, l'individualisme méthodologique sont :

### VII.1.1. La sociologie dynamiste et critique de Georges Balandier

La sociologie dynamiste et critique, appelée communément « *sociologie générative* »<sup>33</sup> élaborée par Georges Balandier, émerge avec l'analyse de l'analyse de l'expérience des changements historiques et sociaux qui caractérisent les Etats Africains au lendemain des indépendances. Sa principale conséquence sur plan théorique est la remise en question par Georges Balandier, de l'évolution et de l'idée de l'immobilité des sociétés primitives qui dominant une ethnologie coloniale légitimatrice du projet colonial.<sup>34</sup> Afin d'expliquer la

<sup>32</sup> M. Grawitz, *lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 6<sup>e</sup> édition, 1994, p. 223.

<sup>33</sup> Pierre De BRUYNE et al. *Dynamique de la recherche en science sociales*, Vendôme, PUF, 1084, p. 35.

<sup>34</sup> En effet, c'est Georges Balandier qui a réussi pour la première à sortir de carcan de l'évolutionniste unilinéaire, en écrivant un droit de réponse, un démenti aux allégations, conclusions hâtives tirées par Hegel et autres représentants de l'impérialisme occidental. De ses terrains et recherches sur les sociétés traditionnelles de l'Afrique Noire, donnant lieu à quelques articles scientifiques et ouvrages et aux titres marquant( *sociologie actuelle de l'Afrique noire, dynamiques sociale en Afrique centrale*, Paris, PUF, 1971 ; *Sociologie des Brazzaville noires*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des sciences Politiques, 1985 ; *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1967 ; *Afrique ambiguë*, Paris, Plan, 1957), l'anthropologue français sort l'Afrique de la marginalité dans laquelle la division scientifique de travail l'a confiné.

réalité sociale surtout dans le contexte africain, cette grille d'analyse a pour le point de départ le substrat selon lequel :

« *La société n'est pas une chose, fixée dès le temps de sa création, elle est constamment en train de se faire et ne peut se définir qu'en action (...). Elle est à tout moment emportée par le mouvement qui constitue son histoire propre, l'histoire de son développement et de ses transformations* »<sup>35</sup>

L'analyse dynamiste met en évidence l'accent sur l'étude des changements, des mutations, des mouvements sociaux, du devenir des sociétés influencées par des dynamiques multiformes. Elle examine les incertitudes, les potentialités contradictoires conduisant à des possibilités de se forger des trajectoires historiques différentes conduisant à des devenirs tout autant différents. C'est pour cette raison que l'étude des sociétés Africaines doit prendre en compte autant « *les dynamiques du dedans* » ainsi que « *les dynamiques du dehors* »<sup>36</sup> pour pouvoir rendre compte des relations sociales, des conflits, des crises et des contradictions qui les caractérisent.

La sociologie critique et dynamiste a particulièrement cette étude fructueuse, parce que, dans sa démarche, elle s'intéresse à la saisie de ce qui change dans la société. D'ailleurs Gaston BOUTHOUl la définit comme : « *L'objet de la sociologie dynamique est l'étude des variations des sociétés, de leurs formes et de leurs facteurs* ». <sup>37</sup>Nous avons appropriés cette posture théorique telle qu'elle a été analysée et travaillée par Georges Balandier dans son ouvrage sur le désordre.<sup>38</sup> Cette lecture de la réalité permet à la sociologie d'être « *sensible à la détection des temporalités propres aux différents segments d'une société tout comme elle devrait être attentive aux conjonctures particulières* »<sup>39</sup>

Incorporée dans cette étude, la sociologie critique et dynamiste nous a permis de scruter les dynamiques qui gravite autour de l'entrepreneuriat agricole étant donné que le domaine de l'entrepreneuriat agricole s'inscrit dans une dynamique qui implique plusieurs acteurs qui entreprennent, cette théorie nous a permis de comprendre comment cette dynamique entrepreneuriale arrive à créer un système dans lequel regroupe plusieurs acteurs dont les femmes qui entreprennent ont fait partie. Puisque le domaine de l'entrepreneuriat agricole n'implique pas uniquement les femmes nous nous sommes servis de la *dynamique du*

<sup>35</sup> Georges Balandier, Sens et puissance, les dynamiques sociales, op. Cit. p. 87

<sup>36</sup> Ibid., p.6.

<sup>37</sup> Gaston BOUTHOUl, Histoire de la sociologie, Paris, PUF, « Que-sais-je ? », 1975, p.87.

<sup>38</sup> Georges BALANDIER, le désordre. Eloge du mouvement, Paris, Fayard, 1988.

<sup>39</sup> Pierre ANSAR, les sociologies contemporaines, Paris, Seuil, 1990, p.53.

*dedans* pour mettre évidence le rôle des acteurs locaux et communautaires qui interviennent aussi dans ce secteur. Quant à la dynamique du dehors, la sociologie critique et dynamiste nous a aidés d'apprécier les différents facteurs et acteurs exogènes qui influencent sur l'entrepreneuriat agricole des femmes à kaga Bando. La lecture des *conjonctures* particulières commande nécessairement la saisie de la réalité sociale à deux niveaux.<sup>40</sup>

### VII.1.2. L'analyse stratégique de Michel CROZIER

Développée par Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG qui entendaient se démarquer des thèses structuro-fonctionnalistes, l'approche stratégique remet en cause la rationalité et la conformité des rôles joués par les acteurs sociaux. Elle se fonde sur le principe de l'acteur stratège. Se situant au : « *confluent des analyses wébériennes sur la bureaucratie et des études de psychologie industrielle* », comme le dit Gilles FERREOL et al<sup>41</sup>, l'analyse stratégique est un mode de raisonnement qui : « *part de l'auteur pour découvrir le système qui seul peut expliquer par ses contraintes, les apparentes irrationnelles du comportement de l'acteur* »<sup>42</sup>. Il s'agit donc d'une analyse qui part des situations concrètes pour cerner le fonctionnement de tout système social.

Pour les auteurs de *l'Acteur et le Système*,<sup>43</sup> s'inspirant de la théorie de la « *rationalité limitée* », l'acteur ne fait pas des choix au hasard ; ses choix dépendent certes de ses valeurs, mais aussi de la manière dont il perçoit la situation, et des moyens dont il en fait partie. Chaque acteur à sa stratégie personnelle, joue son propre jeu dans le cadre du système d'actions dont il fait partie, et cherche à augmenter son pouvoir, ainsi qu'à développer l'étendue de la zone placée sous sa responsabilité. Dans le cadre des règles que développe chaque système d'action, les joueurs essaient de mettre en œuvre une stratégie qui permet de comprendre les « *régularités de comportement* » des acteurs. La stratégie n'est pas nécessairement consciente ou voulue.

A l'instar des autres courants de pensée, l'analyse stratégique se distingue par des concepts clés qui constituent sa toile de fond. Il s'agit notamment des concepts de stratégie, de jeu et d'incertitude qui permettent de comprendre la place de cette approche dans l'analyse du phénomène étudié.

---

<sup>40</sup>De ce point de vue, Georges Balandier note que : « Les sociétés ne sont jamais ce qu'elles paraissent être ou ce qu'elles prétendent être. Elles s'expriment à deux niveaux au moins ; l'un superficiel, présente les structures officielles, l'autre profond, assure l'accès aux apports réels les plus fondamentaux et aux pratiques révélatrices de la dynamique du système social ». (Cf. sens et puissance. Les dynamiques sociales, op. p. 6.

<sup>41</sup> Gilles FERREOL, et al. Dictionnaire de sociologie, Paris, Armand Colin, 2001, p.140.

<sup>42</sup> Michel CROZIER, et E. FREIDBERG, l'acteur et le système, Paris, seuil, 1977, p.230.

<sup>43</sup> Ibid.

*Stratégie* : le concept de stratégie renvoie au fait que les acteurs exploitent au sein de l'organisation ou de société les opportunités qui se présentent à eux en vue du renforcement de leurs avantages et leur pouvoir. Ce concept met aussi en exergue la liberté de l'acteur ainsi que le caractère inconstant des objectifs de ce dernier ; objectifs qui varient en fonction des résultats précédemment obtenus. En élaborant sa stratégie, l'acteur prend en compte à la fois les objectifs, les résultats précédents, les opportunités, le contexte et le comportement des autres acteurs, sans oublier la grandeur et l'importance de l'incertitude contrôlée.

*Incertitude* : l'incertitude est l'imprévu qui explique le fléchissement des règles et du contrôle de leur application dans leurs systèmes sociaux. Ce concept renvoie aux relations avec l'environnement, aux circuits d'informations, et à la hiérarchie. L'incertitude désigne alors l'interaction entre les acteurs. Synonyme d'indétermination, l'incertitude constitue une source de pouvoir.

*Jeu* : le jeu est l'ensemble des conditions qui existent entre les acteurs en relation et qui contribue à la réalisation de leurs objectifs. Se déroulant dans les limites de la zone d'incertitude, le jeu qui participe de l'élaboration des stratégies des acteurs, et selon CROZIER et FRIEDBERG, « *un mécanisme concret grâce auquel les hommes structurent leurs relations de pouvoir et les régularisent tout en leur laissant leur liberté* »<sup>44</sup>

Ainsi le recours à l'analyse stratégique nous a permis de comprendre comment malgré les obstacles que rencontrent certaines femmes à entreprendre dans l'agriculture, certaines d'entre elles arrivent à contourner les barrières et obstacles sur le chemin et saisir l'opportunité que présente l'entrepreneuriat agricole afin d'affirmer leur autonomisation. D'après notre observation et les entretiens que nous avons eus sur le terrain, certaines de ces femmes disent vouloir créer des associations ou des coopérations afin de subventionner la production agricole par défaut de financement ou des partenaires extérieurs. Cette théorie nous a permis aussi en dehors de ces obstacles liés au financement de leur entrepreneuriat agricole de comprendre les mécanismes qu'elles doivent développer vis-à-vis de leurs conjoints ou elles sont parfois associées avec eux dans la production agricole. En effet, l'analyse stratégique apparaît dans ce travail en ce sens qu'elle entend envisager les stratégies que les femmes entreprennent afin de s'insérer davantage dans le secteur agricole où elles doivent contourner les obstacles liés à leur environnement sécuritaire, culturel, et voire familial.

---

<sup>44</sup> Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG, op. p.97.

## VII.2.2. L'individualisme méthodologique de Raymond BOUDON

Madeleine GRAWITZ définit l'individualisme comme étant : « *une tendance à ne considérer valide que les explications des phénomènes sociaux reposant sur les hypothèses ou des faits tenant compte des individus* »<sup>45</sup>. En d'autres termes, c'est une approche qui consiste à analyser tout phénomène social comme la résultante d'actions individuelles. Raymond BOUDON énonce à cet effet :

*« Pour expliquer un phénomène social quelconque, que celui-ci relève de la démographie, de la science politique, de la sociologie ou toute autre science sociale particulière, il est indispensable de reconstruire les motivations des individus concernés par le phénomène en question, et d'appréhender ce phénomène comme le résultat de l'agrégation des comportements individuels dictés par ces motivations. Et cette proposition est valable, quel que soit la forme du phénomène à appliquer, qu'il s'agisse d'une singularité, d'une régularité statistique, qu'il se traduise par un ensemble de données quantitatives ou qualitatives, etc. »*<sup>46</sup>

L'individualisme méthodologique nous a permis de comprendre les conduites individuelles des femmes qui entreprennent dans le secteur agricole dans leur localité respective ainsi que dans leur foyer, la nature des relations qu'elles ont avec d'autres acteurs œuvrant aussi dans le domaine agricole. Cela nous permet par la fin d'examiner les motivations qui les poussent à vouloir s'insérer dans ce secteur.

## VII.2. Techniques de collecte des données

La méthode qualitative s'avère pertinente afin de saisir nos objets d'étude individuels ou sociaux dans les aspects temporels. Elle ne saurait être ni de simples transcriptions du réel, ni des constructions arbitraires<sup>47</sup>. Si l'on reconnaît les promesses portées par cette nouvelle conscience épistémologique de la sociologie contemporaine, ainsi que la fécondité éventuelle du recours aux méthodologies mixtes<sup>48</sup>, ou à certaines formes de syncrétisme méthodologique, l'orientation de notre recherche marque toutefois sa préférence pour le *paradigme qualitatif*, non pas tant du fait d'une valeur intrinsèquement supérieure qui lui serait attribuée dans l'analyse de la réalité sociologique, mais comme celui qui correspond à l'outillage qui nous est exigé pour conduire notre recherche de manière plus féconde. Son

<sup>45</sup> Madeleine GARWITZ, Lexique des sciences sociales, Dalloz, 8eme édition, 2004, p.223.

<sup>46</sup> Raymond BOUDON, « L'individualisme et holisme dans les sciences sociales », in P. Birnbaum et J. Leca (éd) sur l'individualisme. Cité par Philippe Corcuff. Les nouvelles sociologies, Paris, Nathan, 1995, p.16.

<sup>47</sup> Cité par Leka Armand Essomba dans sa thèse(2009).

<sup>48</sup> Op. Cit.

usage ici s'inscrit donc dans une conception exclusivement opportuniste et non dogmatique de sa valeur méthodologique. C'est essentiellement pour cette raison que nous avons eu recours aux trois instruments de collecte des données que sont : l'observation documentaire, l'observation directe, les entretiens semi-directifs.

### 9.1.1. L'observation documentaire

Comme son nom l'indique, l'observation documentaire consiste en une observation à travers les documents. C'est un travail de recension des travaux ayant abordé des questions similaires. Elle permet au chercheur d'avoir une connaissance générale de son objet d'étude avant que ce dernier ne puisse faire le terrain. C'est pour cela que cette recension des écrits réconforte les personnes curieuses en leur permettant d'assouvir leur curiosité.

Encore appelée « étude *des traces* »,

*« L'étude des traces peut être considéré comme une forme d'observation différée, qui par nécessité ne saisit pas directement le phénomène intéressé, mais uniquement certaines de ses conséquences. On peut regrouper dans cette catégorie, aussi bien l'analyse de documents, de statistiques officielles que de véritables traces matérielles. C'est le type de méthode non réactives puisque le chercheur n'intervient qu'après que le phénomène se soit produit »*<sup>49</sup>

Selon la tradition méthodologique, le terme document renvoie à toute source de renseignement déjà existante à laquelle le chercheur peut avoir accès. Ces documents peuvent être sonores, visuels, ou écrits.<sup>50</sup> Ils peuvent être stockés à des endroits physiques matériellement identifiables (les archives, les bibliothèques, les centres de documentation, etc.); ils peuvent tout autant être stockés à travers des supports immatériels et notamment électroniques (les sites Internet ou intranet essentiellement).

Selon Jean-Claude Combessie, les principales sources documentaires sont issues des administrations publiques et des institutions nationales. D'autres sont de nature privée relevant parfois d'associations ou de groupes plus ou moins formalisées ; d'autres encore sont produits à des fins explicites de publicité, propagande ou communication (journaux, annonces, affiches etc.) et enfin, ceux produits par les institutions et autres organismes à usage interne (procès-verbaux de réunion, ou commissions, discours, journaux internes etc.)<sup>51</sup> Elle

---

<sup>50</sup> Benoit Gauthier (dir), Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1992, 2e éd. ; Jean-Claude Combessie, La méthode en sociologie, Paris, La Découverte, 2003, 4e éd.

<sup>51</sup> Jean-Claude Combessie, Op.cit.

est aussi un procédé qui consiste à rechercher par le biais de tout élément matériel et immatériel, qui a un rapport avec l'activité des hommes en société, et qui, de ce fait, constitue indirectement une source d'information sur les phénomènes sociaux Valentin Nga Ndong<sup>52</sup>. En effet, étant donné que nous ne pouvons pas trouver certaines informations relatives à la rédaction de ce mémoire à l'aide des entretiens sur le terrain, il a été question dans le cadre de cette observation documentaire, il nous faut visiter les bibliothèques afin de puiser dans les ouvrages, les articles, les journaux, les mémoires, les thèses, les fichiers numériques, les sites spécialisés dans les domaines de notre recherche, de recueillir des données et des informations relatives sur la question liée à notre thématique. A la suite de cette observation documentaire, elle nous a permis aussi de voir comment certains auteurs ont pu aborder leurs thématiques en rapport avec la problématique de la participation de la femme au développement socioéconomique, ceci nous permettra d'orienter notre recherche sur un domaine précis étant donné que le champ de l'entrepreneuriat est vaste est donc il est important de centrer la recherche sur l'entrepreneuriat agricole et de voir comment certains auteurs abordent la question de l'insertion des femmes au processus de développement à travers l'entrepreneuriat agricole, puisque le secteur agricole regorge certains acteurs de développement l'observation nous permettrait d'analyser les mécanismes des mises en œuvre par ces dernières afin de contourner les difficultés auxquelles font face. À cet effet, nous avons pu à travers cette observation documentaire rassembler des informations générales et spécifiques sur l'objet de notre étude, cela nous a permis aussi de faire un état de lieu sur la politique publique en matière de l'entrepreneuriat agricole en République Centrafricaine et à Kaga Bandoro en particulier.

En dépit de tout l'apport enrichissant de la recherche documentaire, il est temps de recourir à l'observation directe en vue de rendre cette collecte des données relativement plus palpable

### **VII.1.1. L'observation directe**

Etymologiquement, l'observation vient du mot du latin « *observare* » qui signifie regarder devant soi, ne pas quitter des yeux une chose en vue de mieux la connaître en profondeur. L'observation directe pour sa part est une technique qui donne la possibilité à un chercheur de se rendre directement sur le terrain voir ses sujets et de saisir par lui-même les pratiques sociales en temps réels. Selon Durant et Weil « *l'observation est un préalable obligé*

---

<sup>52</sup> Cité par Ibrahim Linjouom, op.cit.

*pour construire une bonne enquête par entretien ou par questionnaire* »<sup>53</sup>. En effet, l'observation mobilise dans ce cas tous les organes du sens du chercheur. Pendant cette phase, le chercheur est physiquement présent sur le terrain, il regarde comment se déroule les activités de ses enquêtés. L'observation directe nous a permis d'observer comment ses femmes travaillent, souvent constitué en association et coopérative afin de déterminer les stratégies de leur permettant d'accroître leur productivité.

### **VII.1.2. L'entretien semi-directif**

Selon Jean-Paul Daunais, la décision de faire usage de l'entretien relève primordialement du choix d'entrer en contact direct avec des sujets pour obtenir des données de recherche.<sup>54</sup> Elle se définit comme étant une conversation avec un but et se décline sous plusieurs visages (le mode directif, semi directif, et non directif)<sup>55</sup> Il peut tout autant prendre la forme d'un face à face avec un interlocuteur ou alors se décliner sous la forme d'un groupe de discussion encore appelé focus group. Le choix de la méthode par entretien, contrairement à celle du questionnaire, répond ainsi que nous l'avons signalé plus haut à des considérations à la fois d'ordre technique et sociologique.<sup>56</sup> Ces entretiens se sont formellement déroulés essentiellement en RCA plus spécifiquement dans la préfecture de Nana Gribizi dont la zone d'étude est Kaga Bandoro qui est une localité rurale. Ils se sont déroulés entre Mai 2022 à Août 2022.

Nous avons organisé un total de 55 entretiens semi directif. Avant de nous rendre sur le site de notre recherche, nous avons effectué une première vague des entretiens à Bangui où est concentré la plupart des institutions en charge de la promotion des femmes et des structures en charge de développement de l'entrepreneuriat agricole. Ces entretiens ont pour but de recueillir des informations relatives à la politique nationale en matière de promotion de l'entrepreneuriat agricole au processus de développement socioéconomique en République Centrafricaine. Il était question de poser des questions au responsables de ses institutions des différentes mesures spécifiques destinées à favoriser l'émergence de l'entrepreneuriat agricoles en milieu rural ceci en accord avec les politiques initiées avec la stratégie du Ministère en charge des Affaire sociales et de la promotion des femmes. Nous nous sommes rendus au Ministère de la Petite en Moyenne Entreprise où est logé un département en charge

---

<sup>53</sup> Durant, J-P., et Weill, R., (2006), sociologie contemporaine, Paris, Vigot.

<sup>54</sup> Jean-Paul Daunais, « L'entretien non directif », in Benoît Gauthier (dir), Op.cit., pp. 273-293.

<sup>55</sup> Alain Blanchet et Anne Gotman, L'enquête et ses méthodes. L'entretien, Paris, Armand Collin, 2007, 2e éd.

<sup>56</sup> Nicole Berthier, Les techniques d'enquête en sciences sociales. Méthodes et exercices corrigés, Paris, Armand Collin, 2006, 3e éd.

de la promotion de l'entrepreneuriat agricole. Ces entretiens ont pour but de collecter des informations afin de connaître quelles sont les mécanismes et les procédures formelles relatives en vue de créer une entreprise agricole. Parmi nos enquêtés outre la population cible, nous nous sommes entretenus avec des responsables d'ONG qui interviennent dans le cadre d'accompagnement des femmes dans le secteur agricole et les mécanismes de financement agricole également les conditions d'éligibilité. Dès lors que nous avons terminés les entretiens avec les institutions sus évoquées, nous nous sommes rendus sur le terrain poursuivre nos entretiens cette fois ci avec les populations cibles. Les entretiens que nous avons eus avec les femmes qui entreprennent dans le secteur agricole nous ont permis de recueillir des informations sur leurs motivations à s'insérer de plus en plus dans le secteur agricole. En plus de ces motivations nous avons pu recueillir comme information sur les stratégies qu'elles développent afin contourner les difficultés liées au financement des productions agricoles.

### **VII.1.3. L'échantillonnage**

Dans le souci d'interroger l'intégralité de la population de notre étude, il est recommandé aux chercheurs en sociologie de constituer un échantillon afin de bien mener sa recherche. Définit selon le dictionnaire de sociologie « *un ensemble restreint d'individus provenant d'une population, qui servent de support à l'étude que l'on réalise* »<sup>57</sup>. C'est donc un nombre restreint d'individus préalablement identifié afin de participer aux entretiens et d'y apporter des informations relatives à notre étude.

Dans le cadre de notre étude nous avons fait le choix d'utiliser l'échantillonnage en *boule de neige* ou appelé communément par *réseau*. Il est utilisé pour des recherches sociologiques et est une méthode non probabiliste dans laquelle les sujets de l'étude nous indiquent d'autres enquêtés parmi leur entourage et susceptible de participer à l'enquête. A mesure que la population s'agrandit, les données atteignent un seuil suffisant pour être exploités par le chercheur. Par ailleurs, cet échantillonnage pour tout chercheur demande une grande compétence et d'avoir un regard épistémologique et critique dont fonctionne cet outil afin que toutes les personnes qui participeront aux enquêtes puissent correspondent aux critères et susceptibles de participer à une telle recherche spécifique. Cette méthode nous est d'une grande utilité, ci-dessous le tableau récapitulatif de nos enquêtés.

---

<sup>57</sup> Raymond Boudon, in Philippe Besnard, M. Cherkaoui, B-P, Lecuyer, dictionnaire de la sociologie, édition Bethsabée Blumel, 2012.

**Tableau 1** : Echantillonnage de la qualité des enquêtés.

Numéro	Catégorie des enquêtés	Mode d'entretien	Nombre
01	Les femmes entrepreneures	Entretiens semi-directifs	35
03	Chefs du quartier	Entretiens semi-directifs	05
04	Autorités communales	Entretiens semi-directifs	04
05	Responsables d'ONG et Associations	Entretiens semi-directifs	06

**Source** : Construit à partir de terrain

### VIII. TECHNIQUE D'ANALYSE DES DONNEES

L'Analyse de contenu est la méthode qui cherche à rendre compte de ce qu'ont dit les interviewés de la façon la plus objective possible et plus fiable possible.<sup>58</sup> Son fondateur, la définit comme : « *une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication* ». L'objectif est d'analyser le matériel d'enquête collecté à l'occasion d'observation d'entretiens de groupe ou de d'entretien individuels : les comportements, mots, les gestes ce qui n'est pas dit et qui est sous-entendu. Trois étapes ont été un moment fortes de l'analyse de ce travail à savoir :

#### ➤ **Retranscription des données**

En effet, avant de commencer l'analyse de contenu, la première étape fait l'inventaire des informations recueillies et met en forme par écrit. Ce texte représente les données brutes de l'enquête. La retranscription organise le matériel d'enquête sous un format directement accessible à l'analyse. Plutôt que de traiter directement nos enregistrements audio, ou vidéo, il est préférable que nous les mettions à plat par écrit pour faciliter la lecture et en avoir une trace fidèle.<sup>59</sup>

#### ➤ **Codage des données**

Le codage ici consiste à explorer ligne par ligne, étape par étape les textes d'interview ou d'observations. Il décrit, classe et transforme les données qualitatives brutes en fonction de la grille d'analyse. Il s'agit là d'un processus lourd et minutieux qui est fait à la main et lesquels il n'existe aucun système automatique.

<sup>58</sup> Bernard BERELSON, Content Analysis in communication Research, The Free Press, 1952.

<sup>59</sup> Auerbach, Silverstein, 2003 consulté en ligne 02/11/2022 à 14h : 37 à Yaoundé.

### ➤ **Traitement des données qualitatives**

Le traitement des données ici consiste à étudier les idées que nous avons recueillies de nos enquêtés (analyse empirique), les mots que les ces femmes entrepreneurs utilisent pour définir ce qui peut être traduit par l'entrepreneuriat agricole et comment elles expliquent d'une façon différente leur participation au processus du développement (analyse lexicale) et le sens qu'elles donnent à la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat agricole dans leur localité en particulier et république centrafricaine générale.

### **IX.2. Délimitation sociologique**

La délimitation sociologique dans le cadre de cette étude vise à interroger la population enquêtée et la population à enquêtée, c'est à dire les personnes qui font l'objet de notre étude sont les femmes entrepreneurs de la localité de Kaga Bandoro, ainsi que les institutions étatiques en charge des questions des petites et moyennes entreprises, les ONG nationales et internationales qui accompagnent ses femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole.

## **X. DEFINITIONS DES CONCEPTS**

Une bonne compréhension de notre sujet passe par une explication des termes qui le composent. En effet, les mots ayant des sens multiples. Il est judicieux pour nous de fixer le sens qui nous permettra de mieux saisir les contours de la question. Comme affirme Emile Durkheim : « *La première démarche du sociologue doit donc être de définir les choses dont il traite, afin l'on sache bien de quoi il est question* »<sup>60</sup> Les concepts qui retiendront notre attention sont les suivants : participation, développement, socioéconomique, entrepreneuriat agricole.

### ➤ **Le concept de participation :**

Etymologiquement elle vient du mot latin « *participare* », participer, prendre part à, avoir sa part de, partager, repartir.

La participation à une antériorité au champ de la santé qui mérite que l'on s'y attarde pour comprendre réellement toute la portée. La sociologie nous éclaire tout particulièrement sur l'enjeu qui sous-tend au droit à participer à la vie de collectivité, c'est ainsi que R. MEISTER définit la participation comme suit : selon ce dernier le terme de « *participation* » est construit à partir de la racine « *part* » sur laquelle est également construit le terme

---

<sup>60</sup> Emile Durkheim, *les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1975, p.32.

« *partager* ». *Participer* signifie donc prendre part, posséder une part de quelque chose pouvant être une propriété ou un pouvoir. En conséquence, susciter la participation ne signifie donc pas seulement former des individus, les instruire, les animer, mais aussi, et peut-être surtout, se préparer à partager une part du pouvoir, de la puissance.<sup>61</sup> Cette définition fait apparaître qu'une des constituantes de la participation repose sur le *partage du pouvoir*. Cette dimension ne doit pas nous laisser indifférent quand nous aborderons notre intervention professionnelle pour améliorer la participation de la femme au développement socio-économique. Sommes-nous prêts à céder le pouvoir de décider, de choisir ? La participation implique un échange réciproque entre individu et la collectivité, elle met en cause d'une part, la responsabilité collective de permettre à tous de participer activement à la vie en société et, d'autre part, la responsabilité individuelle d'agir en citoyen responsable. Cette réciprocité n'échappe aux rapports de pouvoirs dominants en ce y compris dans le champ de l'entrepreneuriat.

Le concept de participation a émergé au XIXe siècle est employé à la fois en économie et en politique. En économie, la participation à la gestion des entreprises peut prendre la forme par exemple, d'un engagement du patron à la transparence informative, à des méthodes de consultation des salariés, à une politique de promotion interne pour leur permettre de passer à des postes de plus grande responsabilité. Le concept renvoie aussi, souvent, à l'idée d'autogestion, s'éclairant alors de la référence au mouvement coopératif donc, de propriété collective de l'entreprise. L'idée sous-jacente est ainsi celle d'un partage du pouvoir économique du chef d'entreprise avec les salariés voire, d'un pouvoir transféré à ces derniers.

Par ailleurs, la participation (ou intéressement) aux profits de l'entreprise désigne l'idée de mieux associer les salariés cette fois, au partage des richesses. Cet appel à un partage du pouvoir et des richesses au sein du monde économique peut se comprendre en lien avec les régulations étatiques. Dans le domaine de l'emploi et des relations professionnelles, une littérature abondante s'est penchée sur la tendance au « néo-coopératisme »<sup>62</sup> qui caractérise la relation complexe des syndicats avec l'Etat.

Au regard de cette définition ce travail s'intéresse à la problématique d'implication effective de la femme au développement socio-économique, c'est pourquoi nous retenons la définition selon laquelle participation aux activités socio-économiques ne résumant

---

<sup>61</sup> La participation pour le développement, Paris, éditions économie et humanisme les éditions ouvrières 176 pages, page 129 ; 1977.

<sup>62</sup> Journals.openedition.org, consulté en ligne le 09 janvier 2022 à 11h:41mn.

uniquement à leur implication cela repose aussi sur le partage du pouvoir y compris dans le champ de l'entrepreneuriat.

### ➤ **Le concept de Développement**

La notion de développement a subi différents glissements sémantiques l'assimilant aux concepts de progrès et de modernisation. Dans l'antiquité grecque et dans les siècles de lumières (18<sup>ème</sup> siècle), on y trouve le sens primitif du concept de développement. Aristote voit dans le développement ce qui croît, l'essence des choses en mouvement, ce qui change dans un processus de génération caractérisée à la fois par la croissance et le déclin. Dans le langage commun, le développement est synonyme de bien être, de progrès et d'accroissement des richesses. En termes concrets, le développement suppose un changement de niveau de vie, une amélioration des conditions d'existences. Concept polysémique, le développement recouvre des dimensions variantes. Ce qui explique les nombreuses théories et concepts autour de ce concept.

Selon le dictionnaire lexique des sciences sociales (Madeleine G., 1994) les théoriciens (philosophes) se sont préoccupés des causes du développement plus que de sa définition. Pour les marxistes les contradictions internes en sont la cause fondamentale, facteurs externes ne représentent que des conditions. Notion ambiguë, appliquées à des situations concrètes, variées et reposant sur des idéologies latentes : évolutionnisme, croyance au progrès, mission civilisatrice de l'occident, ... confondue à tort avec la croyance économique, alors que le développement (s'appliquant aux pays sous-développés) implique également des échanges mentaux et sociaux dans la population (F. Perroux), des modifications de structures économiques et sociales (R. Barre, M. Byé). Dans les théories de l'action (A. Touraine) le développement est le résultat des rapports dialectiques entre les trois types de mouvements sociaux, d'action critique, et d'innovation.

Les notions de sous-développement et de développement peuvent être considérées sans aucun doute comme des constructions occidentales. Ceci dans la mesure où, elles ont été pensées dans le contexte occidental, et les contenus à elles attribués sont tout aussi une émanation de ce contexte. Selon ces contenus, les notions de développement et de sous-développement sont étroitement liées, du fait que la première constitue une thérapie dont le but est d'éradiquer la seconde. Le sous-développement s'appliquant, depuis le Pacte de la SDN, aux nations non-européennes, et le développement aux nations européennes. De ce fait, le bien-être et le développement de ces peuples, « *non encore capables de se diriger eux-*

*mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne »<sup>63</sup>, constituaient la mission civilisatrice des nations européennes développées. Après la deuxième guerre mondiale, le président américain Harry Truman va produire un discours qui confirme cette perception des deux concepts par la SDN. En effet, ce discours prononcé le 20 janvier 1949, fait apparaître le concept de sous-développement, et consacre ce dernier comme un fléau à combattre par les nations développées en ces termes : « *il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées.* »<sup>64</sup>*

Voilà pourquoi, les études sur les questions de développement apparaissent comme inévitables en Afrique, au regard du contexte socio-économique difficile que connaît le continent et que Jean-Marc Ela<sup>65</sup> qualifie de “crise”. Ce contexte est un contexte de crise parce qu’« *Il s’agit de la situation générale d’insécurité matérielle dans les pays où, dans tous les domaines, surgit une crise aiguë de subsistance. La société est confrontée à la pénurie et à la disette dans les secteurs vitaux où, face à l’eau, à la nourriture, au transport, aux services de base, l’accès aux ressources de première nécessité est devenu un enjeu quotidien* »<sup>66</sup>. La survie dans de telles conditions est une gageure. Appelée pauvreté par certains, et sous-développement par d’autres, cette situation de crise suscite réflexions et actions, tant de la part des pouvoirs publics africains et qu’internationaux. Et étant assez accentuée en milieu rural, cette situation de crise a entraîné la création du concept de développement rural. En définitive, le développement peut être défini comme un phénomène global, complexe et dynamique s’inscrivant dans un processus de transformations globales d’une société donnée à travers ses structures et institutions en vue de la satisfaction des besoins et services des sociétés entières. La croissance n’est qu’une variable du développement.

---

<sup>63</sup>Il s’agit d’un extrait de l’article 22 du Pacte de la SDN cité par Gilbert Rist dans son ouvrage intitulé *Le développement. Histoire d’une croyance occidentale*, 2007, Paris, Presse de la Fondation Internationale des Sciences politiques pp. 111-112.

<sup>64</sup>Truman, cité par Gilbert Rist, op. Cit. Pp 128-129 ; il s’agit du 4<sup>e</sup> point du discours de Harry Truman, cité en intégralité comme suit : « Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l’amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l’histoire, l’humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens »

<sup>65</sup>Jean-Marc Ela, 1998, *Innovations sociales et renaissance de l’Afrique noire : les défis du « monde d’en-bas »*, Paris, L’Harmattan

<sup>66</sup>Ibid., p.10-11

### ➤ Le concept d'entrepreneuriat agricole

Les différents travaux réalisés dans ce domaine ont proposé de nombreuses définitions sans qu'aucune d'elles ne fasse l'unanimité ; mais l'on accorde généralement que le terme entrepreneuriat renvoie au concept angliciste d'entrepreneurship et renferme essentiellement trois notions : l'entrepreneur, l'entreprise et l'esprit d'entreprise ; et c'est la combinaison de ces trois éléments qui traduit la notion de l'entrepreneuriat.<sup>67</sup> C'est le processus par lequel des personnes prennent conscience que le fait de posséder leur propre entreprise constitue une option ou une solution viable ; ces personnes pensent à des entreprises qu'elles pourraient créer, prennent connaissance de la démarche à suivre pour devenir un entrepreneur et se lance dans la création et le démarrage d'une entreprise.<sup>68</sup> Les facteurs déclencheurs de l'entrepreneuriat peuvent être : la formation appropriée, l'expérience suffisante, la disponibilité de fonds, le soutien familial ou professionnel acquis, la découverte d'un partenaire d'affaires, les frustrations ou insatisfactions au travail (emploi monotone, salaire non satisfait, l'impossibilité de faire valoir ses idées, la perte d'emploi), etc.<sup>69</sup> Cette définition englobe celle de la DGPER/DDEA selon laquelle l'entrepreneuriat agricole est une dynamique de création et d'exploitation d'une opportunité d'affaires, dans l'agriculture (production, transformation et commercialisation), par un ou plusieurs individus via la création de nouvelles organisations à des fins de créations de valeurs.

Par conséquent, l'entrepreneur agricole est un exploitant ou un groupe d'exploitants qui savent saisir une opportunité dans le domaine agricole, dans le but de réaliser un profit, mais qui doivent en assumer les risques. C'est un acteur ou groupe qui :

- ✓ Exploitent des superficies de terre plus appropriée ;
- ✓ Disposent d'équipements plus appropriés ;
- ✓ Réalisent une production intensive ;
- ✓ Emploie de la main d'œuvre ;
- ✓ Disposent de documents de gestion

<sup>67</sup> Pierre Julien et Marchesnay, la moyenne entreprise existe-t-elle ? 1996, Revue Française, 116.

<sup>68</sup> Louis Jacques Fillon, The Strategy of successful Entrepreneurs in Small Business: Vision and assess your relationships and Anticipatory Learning, Thèse de doctorat, University de Lancaster, Grande-Bretagne (Tome I, p. 695; Tome II, p. 665).

<sup>69</sup> Extwprlgs1.fao.org consulté en ligne le 01/11/2022 à Yaoundé à 21h :34mn

## **XI. ARTICULATION DU TRAVAIL**

La présente recherche se subdivise en deux grandes parties principales. La première partie porte sur l'entrepreneuriat agricole le processus de développement socioéconomique. Le premier chapitre fait le bilan d'un bref aperçu sur l'entrepreneuriat agricole dans le développement socioéconomique tout mettant en exergue le rôle de chaque. Cette investigation préliminaire s'avère nécessaire pour comprendre non seulement l'écho du débat sur la thématique y relative dans toute sa configuration, mais aussi comprendre d'une part les représentations sociales dominantes qui se forment. Le deuxième Chapitre cherche à comprendre les politiques publiques en matière de la promotion de l'entrepreneuriat agricole et les rôles que peuvent jouer les femmes et ces différents acteurs dans le processus de développement entrepreneurial agricole en milieu rural.

La seconde partie traite les enjeux et défis du dynamique entrepreneuriat agricole en RCA. Nous essayerons dans Cette partie d'analyser dans un premier les enjeux de l'entrepreneuriat agricole ensuite les défis qui mettent en exergue les différents acteurs au développement socioéconomique. Le troisième Chapitre de cette première partie traitera de la contribution de l'entrepreneuriat agricole comme un levier au service du développement. En fin le dernier Chapitre de la seconde partie analysera les stratégies et contraintes que les femmes développent afin de contourner difficultés.

## **PREMIERE PARTIE : ENTREPRENEURIAT AGRICOLE ET PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE EN RCA.**

Le concept de l'entrepreneuriat agricole a suscité ces dernières années un intérêt grandissant dans le monde entier et en particulier en République Centrafricaine. L'entrepreneuriat agricole redevient une tendance. Eu égard des différentes crises qui ont secoué la RCA, l'agriculture devrait constituer une réponse bien pesée et orientée pour lutter contre la pauvreté, et améliorer les conditions de vie des femmes vivant en milieu rural. La population centrafricaine a su gérer les crises et les difficultés liées au marché d'emploi de faire recours à l'entrepreneuriat agricole formel ou informel. En effet, le souci de mettre au jour le potentiel des femmes et de s'insérer dans la vie économique à travers l'entrepreneuriat agricole s'avère une nécessité et en même temps une opportunité. C'est ce qui nous a amené à effectuer ce travail de recherche qui d'emblée semble difficile mais passionnant. D'abord, la première partie de ce travail propose de faire une généralité sur l'entrepreneuriat agricole et processus de développement agricole en République Centrafricaine, où nous ferons dans le chapitre premier un bref aperçu sur l'entrepreneuriat agricole dans le développement socio-économique à kaga Bandoro. Il s'agit dans ce chapitre situé le contexte dans lequel se développe l'entrepreneuriat agricole et d'analyser l'évolution de cette dernière dans le temps et l'espace. Ensuite dans le deuxième chapitre nous aborderons la question des politiques publiques en matière de l'entrepreneuriat agricole. Il sera question dans ce chapitre de mettre en exergue les acteurs qui interviennent dans la dynamique de l'entrepreneuriat agricole.

## **CHAPITRE PREMIER : APERCU SUR L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE EN RCA : ENTREPRENEURIAT FEMININ**

Au cours de ces dix dernières décennies, différents acteurs gouvernementaux, des organisations non gouvernementales et des organisations internationales telles que les Nations Unies et la Banque Mondiale ont joint leurs efforts pour lutter contre la féminisation de la pauvreté notamment en supportant les processus d'autonomisation économiques et sociales des femmes. Dans la foulée de ces initiatives, des efforts notables ont été mobilisés afin de promouvoir l'entrepreneuriat agricole. Aujourd'hui une progression du pourcentage d'entreprise appartenant à des femmes est observable, un taux atteignant globalement 37,8%<sup>70</sup>. Les initiatives d'entrepreneuriat agricole sont actuellement bien plus nombreuses en RCA, et y on retrouve des femmes notamment à la tête de structures agricoles, d'artisanat ou encore commerçantes sur les marchés. Plusieurs initiatives de l'entrepreneuriat agricole sont à saluer.

### **I. CONTEXTUALISATION DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE EN RCA**

La République Centrafricaine est rurale, l'agriculture est le principal secteur économique du pays. Ce secteur emploie 75% de la population active et contribue à la hauteur de 55% au en eau et couvert forestier qui sont abondants. Pourtant, les modes de production sont moins en moins performants au fil des décennies, concomitamment à la dégradation de la situation politique et sécuritaire : l'agriculture a sombré dans une crise aigüe matérialisée par la chute de productivité et de rendements de toutes les cultures et dans presque toutes les régions de la RCA, tristement caractérisée par des tensions de plus en plus graves voire des conflits entre les usagers de l'espace (cultivateurs (ce), éleveurs, chasseurs). Outre l'impératif de l'État à restaurer son pouvoir sur l'étendue du territoire, les compagnes Centrafricaine doivent nécessairement, pour retrouver la paix afin de renouer avec le progrès technique et social. La population rurale générale et en particulier les femmes, ne pouvant se résigner dans le silence à vivre pauvrement aspirent à des revenus dignes, tirés de la terre, sont à satisfaire. Pour relever ce défi prioritaire, les leviers du développement agricole sont à actionner. Eu égard de toutes ces conjonctures, l'entrepreneuriat agricole a fait l'objet d'un vif regain d'intérêt ces

---

<sup>70</sup> Banque Mondiale 2014.

dernières années. On serait tenté de croire qu'il s'agit d'une nouvelle trouvaille au regard des décideurs politique du pays, des nombreux débats, conférences, forums, et salons qui sont organisés chaque année pour discuter de la question liée à au développement du secteur agricole tout en prenant en compte l'effectivité des femmes dans ces sphères. Comme souligne un auteur : *« de leurs tâches quotidiennes à leurs activités économiques, de leur éducation, à leur sexualité, de leur influence sociale, à leur rôle politique, de leur affectivité, à leur créativité, tout contribue à faire des femmes africaines un moteur de leur société »*<sup>71</sup>. Cette citation est appréciée diversement selon contexte de chaque pays auquel les femmes jouent un rôle très important. La République Centrafricaine n'est pas du reste si l'on se réfère aux réalités liées aux crises que le pays a traversées. Toutefois les femmes de la localité de Kaga Bandoro ont su montrer leur engagement a surmonté les difficultés qu'elles font face et le poids de pesanteur socioculturelle afin de se positionner.

### **I.1. Bref aperçu du contexte socioéconomique de la République Centrafricaine**

La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé de l'Afrique centrale, s'étendant sur une superficie de près de 623000km<sup>2</sup>. Le pays est assez bien doté en ressources naturelles, renouvelables et extractives. L'économie du pays repose en grande partie sur l'agriculture au large du terme (y compris élevage, forêts, chasse et pêche), qui fournit environ 50% du PIB et plus de 40% des recettes d'exportation. Depuis le début des années 70, l'économie centrafricaine se caractérise par une récession, en raison notamment de sa forte dépendance vis-à-vis du coût des matières premières. Un plan d'action national a été initié au début des années 80 pour équilibrer les finances de l'Etat et relancer la croissance par le développement de l'agriculture et l'amélioration des infrastructures nationales. Depuis 1986, le Gouvernement suit un programme d'ajustement structurel portant principalement sur l'assainissement des finances publiques, libéralisation de l'économie, et la promotion du secteur agricole.

### **I.2. Généralités sur les exploitations agricoles modernes en République Centrafricaine**

Certains travaux sur l'entrepreneuriat agricoles modernes en République Centrafricaine tentent d'identifier ces exploitations en combinant divers critères que sont : la superficie des terres exploitées, le niveau d'équipements et d'infrastructures ; les technologies appliquées sur les parcelles ; la présence de main d'œuvre ( saisonnière ou salariale) ; le degré d'objectivité dans la prise de décision ; la gestion et la tenue de la comptabilité ; le taux de

---

<sup>71</sup> Cité dans le mémoire de Rachel SOLKEM DOBIGUE, la promotion de l'entrepreneuriat féminin et le développement durable au Tchad, 2023.

commercialisation des productions etc. si ces différents travaux résument les contraintes de ces exploitations modernes à celles de l'agriculture Centrafricaine, certains donnent les pistes d'actions à mettre en œuvre pour le développement de l'entrepreneuriat agricole en République Centrafricaine. Sans mener un débat sur critères d'identification des exploitations agricoles modernes, nous proposons une synthèse de quelques travaux faisant état des lieux en Centrafrique.

### **I.2.1. L'entrepreneuriat agricole dans le monde rural et dans l'économie nationale**

Les activités entrepreneuriales agricoles occupent une place majeure dans l'économie Centrafricaine, que ce soit en termes de richesse créée pour ma communauté nationale ou l'emploi et de revenus pour la population entière. En termes de richesse créée, le secteur agricole représente la moitié du PIB en Centrafrique. Cette valeur ajoutée se répartie très inégalement entre les produits agricoles vivriers, les produits agricoles d'exportation et les produits de l'élevage : les cultures vivrières, dont une fraction importante est commercialisée sur les marchés ruraux et urbains, dominant largement cette production primaire. Pour les 3 principales cultures vivrières (manioc, arachide, et maïs), on estime ainsi que les quantités commercialisées par les producteurs représentent entre 40 et 45% des quantités produites. Au sein des productions vivrières, le manioc occupe une place particulièrement importante, puisqu'il occupe environ 40% des terres cultivées et représentent plus 70% de la production en volume. En termes d'emploi, le secteur informel est loin le premier pourvoyeur d'emploi en Centrafrique. La population salariée ne constituait en 1999 que 9% de la population active. La population rurale non salariée représente 77% de la population active totale de la RCA. La principale source de revenu de cette population se répartissait de la manière suivante :

**Tableau 2** : illustrant les principaux secteurs de richesse

<b>Principale source de revenu</b>	<b>Agriculture</b>	<b>Diamant</b>	<b>Coton</b>	<b>Café</b>	<b>Elevage</b>	<b>Tabac</b>
<b>% de la population rurale non salariée</b>	41%	10%	25%	13%	10%	1%

**Source** : note de secteur agricole dans le monde rural, janvier 2004.

En termes de revenu et de capacité d'investissement, les activités agricoles et pastorales ont un rôle majeur dans l'économie nationale. Elles fournissent en général des revenus fiables, et si la population centrafricaine fait partie des populations les plus démunies au monde, les

ruraux centrafricains font encore plus de figure de pauvres parmi les pauvres. En effet, malgré des conditions de milieu favorables (climats, sols, disponibilité foncière), les agricultures constituent une population plus pauvre qu'urbaine : à Bangui 30% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, alors qu'en milieu rural 57%<sup>72</sup> de la population vit en dessous de ce seuil.

Dans un contexte mondial de chute des cours des produits agricoles, les agriculteurs centrafricains n'ont pas suffisamment eu l'opportunité d'accroître la production de leur exploitation en investissant dans du matériel agricole ou des intrants. Le parc de matériel de culture attelée reste très peu important par rapport au potentiel de développement de la traction animale dans les zones de savane. Le taux d'équipement en culture attelée n'a pas progressé depuis 10 ans (7% des exploitations étaient équipées entre 1990 et 2000)<sup>73</sup> et le nombre de charrettes reste dérisoire (de l'ordre de 500). La productivité des exploitations agricoles centrafricaines reste donc particulièrement faible et fragile par rapport aux aléas, du fait de l'absence de toute intensification en capital, des difficultés de vie en milieu rural et des efforts importants à consentir en termes de formation des agriculteurs.

### **I.2.2. Le rôle de la femme au processus de développement agricole**

Dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les femmes apportent souvent une contribution significative à la production vivrière, ainsi qu'à la transformation et à la commercialisation des denrées issues de leur production agricole. Elles contribuent de manière considérable à l'économie rurale dans toutes les régions du monde et dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro en particulier. Dans les pays en développement, les femmes constituent en moyenne 40% de la main d'œuvre en matière de production agricole (20% en Amérique latine a plus de 50% dans certaines régions de l'Afrique et d'Asie). Le rôle des femmes va de celui de cultivatrice sur leurs propres terres ou sur les terres d'autres propriétaires (en tant que travailleuses payée ou non payée, employeuse ou employée), à celui de salariées en entreprise agricole ou non-agricole, en plus de rôle essentiel et non rémunéré qu'elles assument au sein de leur foyer et de leur communauté.

Le fait de permettre aux femmes de participer pleinement à la prise de décision au niveau du foyer et de la communauté a pour effet d'améliorer le bien-être et les perspectives de sa famille, et réduit considérablement la pauvreté pour les générations futures et

---

<sup>72</sup> Tous les chiffres cités ici seront considérés avec prudence, plus aucune donnée n'étant fournie depuis de 19 ans qu'à partir d'une estimation basée sur les données de l'année de précédente.

<sup>73</sup> Ibid.

contribuent au développement socio-économique à long terme. C'est pourquoi il est impératif au jour d'aujourd'hui de considérer que l'une des approches les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté rurale et de promouvoir le développement agricole rural, consiste à combler le fossé d'inégalité entre les hommes et les femmes en matière d'accès aux actifs, aux ressources, aux services et aux opportunités. Il est clair que les femmes forment une partie importante de la main d'œuvre agricole, mais l'agriculture et les chaînes de valeur agricole sont tout aussi importantes pour les femmes comme sources d'emploi. En tant que propriétaires d'exploitations agricoles, de commerces d'intrants, d'entreprises de services et de société d'exportation, les femmes représentent une force entrepreneuriale considérable à l'économie locale, nationale et mondiale a une portée importante.

Suite à la reconnaissance du rôle des femmes dans l'entrepreneuriat agricole comme étant un moteur de développement socioéconomique de la société rurale, le développement des femmes et la réalisation de leur potentiel économique, il est plus important d'admettre ce rôle comme fondamental et de le soutenir. C'est pourquoi lors d'un séminaire tenu à Athènes du 18 au 22 octobre 1999 sur le thème : « *Le rôle économique des femmes dans le développement rural et agricole : promotion des activités génératrices de revenus* » ce séminaire visait à élaborer des stratégies en faveur de l'égalité entre les sexes, il est question au cours ces échanges de partage d'informations sur les rôles, les possibilités et les défis des femmes dans le développement rural, notamment dans le domaine des activités génératrices de revenus. Une autre problématique débattue au cours de ce séminaire est détaillé les rôles dévolus historiquement à la femme et une description de leur condition de vie en Afrique subsaharienne.

Comme souligne Claude Meillassoux dans son ouvrage « femmes, greniers greniers et capitaux »<sup>74</sup> l'auteur montre que la famille dans ses diverses formes produit le travailleur qui s'articule ensuite aux différents modes de production classiques. Ce rapport, bel est bien de production, assoit une exploitation spécifique des femmes. Ici le mode de production domestique est plus lisible dans la société. Il s'agit quelque peu de briser la barrière qui cantonne la femme en fonction de la mère nourrice et jouer un rôle de reproduction. La fonction de la femme dans le développement rural et agricole a engendré de nombreux mythes et malentendus. Les changements significatifs, qui sont intervenus dans le secteur agricole au cours des vingt dernières années, ont affecté à la fois le rôle de la femme et la perception de ce rôle. Toutefois, l'absence continuelle de politiques et de stratégies de programmation

---

<sup>74</sup> Meillassoux C., 1992, Femmes, Greniers et capitaux, Paris, l'Harmattan.

adéquates conduit à occulter la contribution des femmes à l'agriculture. Le refus permanent de reconnaître et de prendre en compte le savoir et le travail agricole des femmes, de même que l'incapacité à intégrer la réalité de la condition féminine dans les théories, les politiques et les programmes de développement sont manifestés à tous les niveaux du développement économique mondial.

La réflexion actuelle, surtout dans le cadre de développement socioéconomique de la sous-préfecture de Kaga Bandoro, il est important d'élaborer une démarche axée sur les deux sexes, qui tienne compte des hommes et des femmes en tant que acteurs/actrices du développement socioéconomiques uniques et de leur condition culturelle et socioéconomique spécifique. Une telle approche conduirait à une description plus réaliste et plus complète de l'agriculture et de la société rurale dans les pays d'Afrique subsaharienne en particulier de Centrafrique en particulier. Une meilleure compréhension de la situation particulière des femmes permettra d'identifier les contraintes et les possibilités de promotion des activités entrepreneuriale agricole. Par conséquent, le point de départ consistera à passer en revue les aspects connus de la situation socioéconomique des femmes et de les mesurer avec les indicateurs les plus efficaces.

### **I.2.3. Le rôle de la femme dans la vie sociale centrafricaine**

Dans la société centrafricaine, l'autorité est détenue et exercée essentiellement par les hommes. Ce qui fait que les femmes doivent être soumises. Elles ne sont, en général, reconnues dans la société qu'en tant qu'épouses, mères et ménagères. En raison même des dispositions légales (code de la famille) qui confèrent au mari la qualité de chef de famille, la femme est souvent obligée de subir certaines décisions de l'homme concernant la vie familiale. En milieu rural, la femme participe essentiellement dans la production vivrière. Les tâches qui lui sont dévolues concernent notamment le labour, le semis, la récolte, le transport, la commercialisation des produits. Il faut cependant souligner que les femmes chefs de ménages peuvent avoir un pouvoir social relativement important. Le RGPH de 2003 a fait apparaître qu'en RCA, un ménage sur cinq est dirigé par une femme. Ce statut de chef de ménage est plus fréquent chez les femmes en rupture d'union (veuves, divorcées...). En effet, près de six femmes veuves sur dix, 54% des femmes divorcées et 45% des femmes séparées sont chefs de ménages contre moins de 14% chez les femmes célibataires et en union.

#### I.2.4. Le rôle de la femme dans la vie économique centrafricaine

La participation à l'activité économique (accès au marché du travail), le type de travail effectué et le statut dans l'emploi varient selon le sexe et le milieu de résidence. Les données du RGPH de 2003 montrent que de manière générale les femmes sont désavantagées sur le marché du travail comparativement aux hommes. Le milieu rural connaît une plus forte participation à l'activité économique des femmes, mais le marché du travail y reste dominé par les activités agro-pastorales à faible valeur ajoutée.

**Tableau 3 :** Taux brut et Taux spécifique d'activité et pourcentage de la population féminine active qui est occupée selon le milieu de résidence

Indicateurs	Femmes
Effectif de la population active de 6 ans et plus	738.477 femmes
<b>Taux Brut d'Activité</b>	<b>%</b>
RCA	47,1%
Urbain	32,4%
Rural	56,3%
<b>Taux Spécifique d'Activité</b>	<b>%</b>
RCA	58,6%
Urbain	42,1%
Rural	68,1%
<b>% d'Occupés</b>	<b>%</b>
RCA	91,9%
Urbain	84,7%
Rural	94,5%

Source : RGPH 2003

En RCA, en particulier dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro le secteur agro-pastoral occupe près de 81% de la main d'œuvre féminine. Les femmes sont également proportionnellement plus nombreuses à s'adonner aux activités commerciales. Les femmes sont moins représentées dans les professions scientifique, technique, libérale, administrative ou de cadre supérieur.

**Tableau 4** : Répartition des femmes selon les groupes de profession

Catégorie socio-professionnelle	%
Scientifique, Technique, Libéral	0,1%
Cadres supérieurs	0,6%
Personnel administratif ou assimilé	10%
Personnel commercial ou vendeurs	1,2%
Travailleurs spécialisés dans les services ou non qualifiés	80,8%
Agriculteurs, Eleveurs, Forestiers	0,4%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

Source : RGPH 2003

L'analyse du statut dans la profession montre que les femmes sont légèrement plus nombreuses à travailler pour leur propre compte (près de 83%) que les hommes (près de 78%). Au niveau national, ce sont 3% des femmes travailleuses qui sont salariées contre 12% chez les hommes.

### **I.2.5. Le rôle de la femme dans la vie politique centrafricaine**

Comme énoncé dans la résolution sur la participation des femmes à la vie politique de l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2011, quelle que soit la région du monde considérée, « les femmes restent largement absentes de la sphère politique, souvent en raison de lois, de pratiques, de comportements et de stéréotypes discriminatoires, et parce qu'elles ont un faible niveau d'éducation, qu'elles n'ont pas accès aux soins de santé et qu'elles sont beaucoup plus touchées que les hommes par les précarité.<sup>75</sup> Néanmoins, la participation égalitaire des femmes à la vie politique joue un rôle central dans le processus général d'avancement des femmes et d'un développement durable à travers l'entrepreneuriat agricole en tant que moteur du développement. Comme souligné les recommandations de la

Plateforme d'action Beijing : « La participation égalitaire des femmes dans les prises de décisions n'est pas seulement une exigence de justice ou de démocratie, mais doit être considérée aussi comme condition nécessaire pour que les intérêts des femmes soient pris en

<sup>75</sup> Résolution sur la participation des femmes à la vie politique de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011 consulté en ligne le 30/01/2023 à Yaoundé <https://www.unwomen.org/fr/what-we-do/leadership-and-political-participation>

compte. Sans la participation active des femmes et l'incorporation des perspectives des femmes dans tous les niveaux de prise de décisions, les objectifs d'égalité, développement et paix ne pourront pas être poursuivis.<sup>76</sup>

### **I.2.6. L'importance économique et sociale de l'entrepreneuriat agricole**

La justification et l'intérêt porté à l'entrepreneuriat agricole piloté par des femmes réside dans l'importance économique et sociale que représentent la création et développement du secteur agricole.<sup>77</sup> Au cours des dix dernières années, de nombreux travaux de recherche ont réalisés dans plusieurs pays, en particulier la République Centrafricaine en cas spécifique pour attirer l'attention sur le rôle que joue la femme en participant à l'activité entrepreneuriale agricole d'inciter les acteurs de la vie économique à en tenir compte dans leurs orientations et décision stratégiques de développement. La plupart de ces pays affichent les résultats comme quoi il existe une forte corrélation entre le niveau de l'entrepreneuriat agricole et la croissance économique.

Aux Etats-Unis, jusqu'en 2005, 10,6 million d'entreprises dans le secteur agricole (47,7% de l'ensemble des entreprises créées aux Etats-Unis ont été l'œuvre des femmes, avec un chiffre d'affaire de 2,5 million de dollars<sup>78</sup>. En France, 28% de l'ensemble des entreprises agricoles créées ont été fondées et sont gérées par les femmes.<sup>79</sup> En effet, dans certains pays d'autres modernes reconnaissent la capacité des femmes, leur volonté de s'affirmer dans le domaine de l'agriculture ou elles sont constituées la majorité des mains d'œuvre, elles développent de plus en plus leur aptitude à s'adapter à un environnement en perpétuel évolution. En république Centrafricaine, en particulier la sous-préfecture de Kaga Bandoro les femmes représente 70% de la main d'œuvre agricole elles s'inscrivent de plus en plus dans la dynamique entrepreneuriale agricole. Bien que l'entrepreneuriat agricole à un impact très positif sur la croissance économique, mais cela ne se limite pas à la seule fonction économique de production et à la commercialisation, transformation industrielle. L'importance se justifie aussi par le rôle social que joue l'entrepreneuriat agricole par sa

---

<sup>76</sup> UNDP, 2000. "Recommendation of the Beijing Platform for Action, on Women's Political Participation and Good Governance: 21 st Century Challenges" consulté en ligne le 30/01/2023 à Yaoundé <http://www.iknowpolitics.org/es/node/126>.

<sup>77</sup> Christian Latouche, l'OBSERVATOIRE FIDUCIAL de l'entrepreneuriat féminin, 2006, p.9. Cité par CHABOUR Nadia dans son mémoire de Master septembre 2013.

<sup>78</sup> Mme Geneviève Bel, « l'entrepreneuriat agricole » république française avis et rapports économique et social environnemental

<sup>79</sup> Ibidem

contribution à la création d'emploi et au maintien des emplois dans le monde rural ainsi qu'à l'occupation équilibrée du territoire national.

## II. SOCIOGENESE ET EVOLUTION DE L'ENTREPRENEURIAT AGROCOLE

L'analyse de l'activité entrepreneuriale en agriculture recouvre une thématique qui s'est automatisée en champs disciplinaire portés par l'économie et la sociologie rurale. Elle se traduit par une densité d'acceptations que nous expliciterons en deux temps. Le premier interroge comment les travaux des premiers auteurs s'intéressent à l'entrepreneuriat agricole insiste sur les spécificités liées à la nature de l'activité.<sup>80</sup> Le deuxième met en évidence les formes d'usages contemporains de l'entrepreneuriat en agriculture. En effet, JB. Say en définissant l'entrepreneur agricole dans sa fonction de gestion de la production spécifie cet agent économique par sa capacité à mettre en complémentarité trois registres de déploiement de l'activité économique : le registre du management des conditions d'accès aux ressources productives : travail, capital, terre, eau ; celui de la gestion des incertitudes créées par les risques climatiques ; le registre de l'organisation, de l'agencement de la fonction technique de production. Très tôt, Say identifie la spécificité des ressources qui sont mobilisées en agriculture. Ainsi par exemple, l'offre de terre (à l'époque) est « inélastique » par rapport au prix.<sup>81</sup> L'appropriation de ce facteur est multifonctionnelle car la possession de terre permet une distinction sociale (noblesse) qui donne des droits politiques. Une deuxième source de « spécification » est liée à la nature aléatoire des incertitudes naturelles qui conditionnent les résultats économiques. Ces spécificités dans l'agriculture conduisent à différencier « *l'entrepreneur fermier* » de « *l'entrepreneur manufacturier* ». Plus tard au tournant du 20e siècle, démonstration est faite que la dimension familiale de l'immense majorité des exploitations agricoles, même après l'insertion capitaliste de l'activité, influence les stratégies d'accumulation. Tchaynov notamment, documente dès 1924 la forme familiale de l'entrepreneuriat agricole, où les choix d'investissement sont dictés par les logiques domestiques, le foyer n'étant pas séparé de l'exploitation.

---

<sup>80</sup> Pelletier Gerard R. (1990). L'entrepreneur dans la pensée économique : l'originalité méconnue de Turgot. L'actualité économique, vol.66 N°2, p 187-192.

<sup>81</sup> Steiner, P. (1997). La théorie de l'entrepreneur chez Jean-Baptiste Say et la tradition Cantillon-Knight. L'Actualité économique, 73(4), 611-627.

## II.1. L'émergence de l'entrepreneuriat agricole

L'agriculture est une activité propice à la poursuite de nouvelles opportunités d'affaires et peut donc être porteuse de dynamiques entrepreneuriales.<sup>82</sup> Au-delà des changements statutaires du métier d'agriculteurs (paysans, exploitants, entrepreneurs) et des enjeux induits (juridiques, organisationnels, fiscaux), la réflexion académique autour du caractère entrepreneurial de l'agriculture n'est pas nouvelle.<sup>83</sup> A partir des années 2000, certaines de ces réflexions ont été renouvelés et amplifiées à la lumière de l'essor de nouvelles figures entrepreneuriales (néo-ruraux, installations tardives, ou progressives),<sup>84</sup> de nouvelles formes organisationnelles (vente directe, entrepreneuriat collectif, agriculture urbaine) et du rôle croissant de l'innovation et des nouvelles technologies d'information et de communication dans l'activité agricole. Souvent menées sous un angle sociologique, certaines analyses s'interrogent par ailleurs sur la succession ou la coexistence de deux modèles (souvent opposés) d'agriculture familiale et/ou entrepreneuriale,<sup>85</sup> pouvant conduire à l'émergence d'une agriculture-firme ou au contraire à légitimer l'entrepreneuriat rural.<sup>86</sup>

Depuis une dizaine d'années quelques chercheurs en sciences de gestion se sont également emparés de cette question de l'entrepreneuriat agricole.<sup>87</sup> En effet, les auteurs comme Bowler et Lagarde se sont intéressés aux déterminants familiaux et personnels des stratégies de diversifications. A cet effet, certaines installations classiques déclinent, sous les effets conjugués des difficultés structurelles et conjoncturelles du secteur (crises économiques, et sanitaires) et des évolutions des comportements des consommateurs et des attentes sociales (santé, proximité, écologie, traçabilité, services), de nouvelles formes et configurations d'entreprises émergent où se développent. Elles traduisent souvent de nouvelles aspirations des agriculteurs et de leurs familles (cadres de vie, autonomie) et des consommateurs. On parle désormais de réappropriation des circuits de transformation et de commercialisation, de nouvelles productions et d'activités, d'innovation dans les financements (pluriactivité, installations progressives) et nouvelles organisations du travail (entrepreneuriat collaboratif et coopératif). En effet, l'entrepreneuriat agricole est devenu un

---

<sup>82</sup> BOURGEOIS L., MARESCA S., (1985), « Agriculteurs et petits entrepreneurs : Peut-on faire des comparaisons ? » *Economie Rurale*, N° 169, p. 3-4

<sup>83</sup> Ibidem

<sup>84</sup> Ibidem

<sup>85</sup> REMY J., (2011), « De la célébration de l'agriculture familiale à la promotion de l'agriculteur-entrepreneur : Succession ou coexistence ? », *Revue Pour*, Vol 5, N° 212, p. 165-178.

<sup>86</sup> Op.cit.

<sup>87</sup> Gérard MCELWEE, "Farmer's as entrepreneurs: developing competitive skills", *Journal of Developmental Entrepreneurship*, 2006, Vol 11, N° 3, p.187-206.

concept très indispensable à la compréhension de l'agriculture dans les années 2000. A cet égard, on peut distinguer deux conceptions d'entrepreneuriat.

Dans la première, l'agriculteur ou l'agricultrice serait capable d'innover grâce à son savoir-faire et à ses facultés d'auto-organisation. A la figure de l'agriculteur autonome des années 1950 succéderait celle du paysan entrepreneur « génial »<sup>88</sup>, au sens de Joseph Schumpeter c'est-à-dire capable de diversifier son activité, de défendre son territoire, d'inventer des formes inédites d'échange avec les consommateurs, et de répondre aux exigences sociales et environnementales.<sup>89</sup> La nouveauté vient de ce que cet entrepreneuriat agricole et rural s'ouvre aux néo-ruraux. Il sous-tend une agriculture communautaire et paysanne associée à un réseau élargi de savoirs, de savoir-faire et d'idées, propice à la reconnaissance des syndicats minoritaires.

La seconde figure de l'entrepreneuriat agricole, héritier des plans successifs de modernisation, est marquée par l'évolution des structures de production. Dans ce cas, la modernité est liée à la taille de l'exploitation, à l'investissement technique et à la division du travail. L'agriculteur est un chef d'exploitation stratège, capable de mobiliser des ressources pour créer de la valeur ajoutée. Il prend part au renouveau des filières en recourant à un système de contractualisation en amont et en aval, s'appuyant sur un cahier des charges. Il devient un acteur indispensable aux différentes professions concernées, aux coopératives et au syndicat majoritaire. Pour augmenter sa production et améliorer ses débouchés, il n'a pas besoin de se travestir en industriel : il peut compter sur le système coopératif ou<sup>90</sup>, idéalement, sur une formule communautaire.<sup>91</sup> Avec cette extension, par procuration, au secteur industriel, l'exploitation peut conserver son identité et continuer à incarner une structure patrimoniale.<sup>92</sup>

## **II.2. De l'émergence de l'entrepreneuriat agricole Schumpetérien à la mise en visibilité des formes d'organisation de l'activité productive en agriculture.**

L'agriculteur est confronté à l'objectif de contrôler la nature est par définition un acteur innovant permanent. L'histoire des techniques agraires montre en quoi cette permanence est

---

<sup>88</sup> Joseph Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*, 1911, Traduction française en 1935. Paris, Librairie Dalloz.

<sup>89</sup> Muller, Pierre, Alain Faure et Françoise Gerbaux, 1989, *Les entrepreneurs ruraux. Agriculteurs, artisans, commerçants, élus locaux*. Paris, L'Harmattan, « Alternatives rurales ».

<sup>90</sup> Nieddu, Martino 2006, « Réévaluer la notion de patrimoine ? » Mémoire d'HDR sous la direction de Christian Barrère. Université de Reims, Champagne-Ardenne.

<sup>91</sup> Ibidem

<sup>92</sup> Barrère, Christian, Denis Barthélémy, Martino Nieddu et Frank-Dominique Vivien eds. 2005, *Réinventer le patrimoine. De la culture à l'économie : une nouvelle pensée du patrimoine ?* Paris, L'Harmattan, « Gestion de la Culture ».

focalisée par la reproduction des ressources (gestion de la fertilité, de l'eau). L'artificialisation de la fonction de production qui s'accélère depuis l'industrialisation « déssectorise » le processus d'innovation. Il est en effet de plus en plus assimilé à une "capacité à utiliser des techniques" mises au point par la science dans différents secteurs (chimie, mécanique, biotechnologie). Pourtant la spécificité de l'entrepreneur agricole reste significative car les conditions de cette capacité sont fondées sur les apprentissages localisés de la maîtrise du fonctionnement d'écosystèmes diversifiés, mais aussi de la nécessaire coévolution de l'exploitation et de la famille qui en est le support. Dans le contexte d'émergence et d'évolution des techniques s'affirme une conception économique et individualiste de l'entrepreneur agricole, qui aboutit à la substitution de la notion d'exploitation agricole à celle de paysannat. L'entreprise agricole est réduite à une activité technique de mise en exploitation optimale des ressources de l'écosystème à des fins productives. Mais si l'hégémonie d'usage de la notion d'exploitation agricole ainsi entendue va devenir une norme conceptuelle dans l'étude des réalités agraires, elle ne concerne dans les faits qu'une minorité de contextes. Alors que libéraux comme marxistes prévoient la disparition de l'agriculture paysanne sur des bases familiales, force est de constater sa permanence.<sup>93</sup> D'abord, subsistent des formes agricoles structurées par des dynamiques collectives de coordination au sein des communautés et de territoire, qui reposent sur des objectifs de mutualisation des conditions de gestion, d'exploitation des ressources naturelles, de réalisation de l'activité productive, et des modes de valorisation et de consommation des produits. Mais surtout, la production agricole aujourd'hui dans le monde est à plus de 85% le fait d'exploitations de moins de 5 ha, fonctionnant presque exclusivement sur de la main d'œuvre familiale.<sup>94</sup> Si pour certains, ces formes sont ancrées dans des contextes socio-historiques révolus, pour d'autres elles s'institutionnalisent dans le présent et offrent des alternatives crédibles à la dynamique apparente de concentration des moyens de production et à l'artificialisation des techniques.

### **II.3. L'intégration du concept entrepreneuriat agricole et autonomisation agricole des femmes au développement en RCA**

Dans le Dictionnaire de l'entrepreneur, l'activité entrepreneuriale en agriculture recouvre une thématique qui s'est autonomisée en champs disciplinaires portés par l'économie

---

<sup>93</sup> Jean Marie, Sourisseau, *Agricultures familiales et mondes à venir*. Quae Tchayanov, A. V. (1924) (1972), « Pour une théorie des systèmes économiques non capitaliste », *Analyse et prévision*, 13, pp. 19-51

<sup>94</sup> Lowder, S.K., Scoet, J., Singh, S., (2014). What do we really know about the number and distribution of farms and family farms worldwide? Background paper for The State of Food and Agriculture 2014. FAO, Rome.

et la sociologie rurale.<sup>95</sup> Elle se traduit par une densité d'acceptations sur les spécificités liées à la nature de l'activité et ses formes d'usages contemporaines. L'entrepreneur agricole est défini par J.B Say dans sa fonction de gestion de la production spécifique.<sup>96</sup> Cet agent économique se caractérise par sa capacité à mettre en complémentarité trois registres de déploiement de l'activité économique : le registre du management des conditions d'accès aux ressources productives : travail, capital, terre, eau ; celui de la gestion des incertitudes créées par les risques climatiques ; le registre de l'organisation, de l'agencement de la fonction technique de production. La spécificité des ressources mobilisées en agriculture prend en compte l'offre de la terre, selon les contextes (de pays industriels ou non (selon les périodes, selon les capacités à se saisir des opportunités qu'offrent les nouvelles technologies et les nouvelles normes du marché.<sup>97</sup> Ces formes cohabitent au sein des territoires dans des relations qui peuvent relever de la concurrence, de la complémentarité ou de la juxtaposition.

Dans le cadre de notre étude, nous abordons l'entrepreneuriat agricole non seulement comme une entité de production et de commercialisation agricole (ce qui relève du cadre des organisations), mais aussi et surtout comme un ensemble d'activités agricoles structurées consistant à créer une unité de production de biens et de services dans le but d'en tirer des profits. Ainsi l'entrepreneuriat agricole féminin est appréhendé dans le sens de Montcho, comme la création et le développement des activités agricoles, ainsi que la commercialisation de ces produits par les femmes.<sup>98</sup> La création et le développement d'entreprises agricoles par les femmes prend depuis une dizaine d'années après cette récente crise une importance croissante en RCA et en particulier dans la localité Kaga Bandoro. Dans un esprit d'initiative, les femmes ont tendance à s'organiser compte tenu des ressources disponibles pour satisfaire leurs besoins. Le développement de l'entrepreneuriat féminin en Centrafrique et la lutte contre la pauvreté dans le secteur agricole promeut inévitablement au développement agricole et à la réduction de la pauvreté.

Au Bénin par exemple, le diagnostic de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agricole au fait état des femmes chefs des fermes et d'entreprises agricoles. Elles ont su capitaliser leurs compétences pour participer au développement de l'économie béninoise.

---

<sup>95</sup> André Tiran et Dimitri Uzunidis, Dictionnaire économique de l'entrepreneur Paris, Classiques Garnier, 2017,

<sup>96</sup> Jean- Baptiste Say et l'entrepreneur : la question de la filiation avec Cantillon et Turgot, Joël Thomas Ravix, Dans innovations, 2014/3 no 45, p. 59 à 76.

<sup>97</sup> Pierre Steiner, La théorie de l'entrepreneur chez Jean-Baptiste SAY et la tradition Cantillon-Knight. L'actualité économique, 1997, 73(4), 611-627.

<sup>98</sup> Montcho, M., (2013), Les femmes, forces motrices du développement agricole et rural au Bénin.

Leurs cultures entrepreneuriales permettent de combattre l'exclusion non au moyen d'une logique d'intégration globalisatrice, mais en promouvant l'insertion individuelle et privée.<sup>99</sup>

Au Cameroun les femmes ont bâti des structures formelles dont les productions constituent une source de mobilisation des recettes de l'Etat et une augmentation du financement interne. Grâce au réseau relationnel qu'elles construisent au fur et mesure que les opportunités d'entreprendre en agriculture leur sont offertes, grâce à leur fermeté, leur ténacité, elles font face à leurs limites de la force de travail. Elles surmontent les crises qui ont constitué des obstacles à leurs émergences pour se hisser au sommet des affaires dans l'agroalimentaire sur le plan national et international. Tout comme dans la plupart des pays en développement, l'entrepreneuriat féminin occupe une place de choix dans la réalisation des objectifs de développement. L'entrepreneuriat est au cœur des problématiques de croissance, de compétitivité économique et d'emploi ; il est assurément aussi un facteur de progrès. L'impératif d'adaptation à un monde en mutation permanente, tout comme la nécessité de générer de la croissance et de la combattre le chômage, ont progressivement amené les pouvoirs publics à engager un effort continu pour établir un environnement apte à la création d'entreprises et favorable à la prise de risque.<sup>100</sup>

#### **II.4. Autonomisation agricole des femmes**

L'autonomisation agricole de la femme n'est pas un sujet récent. Le concept est générique, il prend en compte à la fois les droits, le statut et les rôles sociaux de la femme. Les questions sur la construction de l'autonomisation de la femme ont négligé certaines dimensions de cette problématique qui révèlent de la relativité de ce phénomène selon les contextes. L'une de ces dimensions est l'autonomisation agricole de la femme, qui était évacuée du débat. Un autre regard sur les formes plurielles de dynamisme que connaissent les femmes rurales dans les processus de leur émancipation apporte une contribution à l'analyse du dynamisme entrepreneurial des femmes aux déterminismes sociaux. Dans l'autonomisation, nous avons la notion de l'autonomie qui est la capacité de la femme à pouvoir s'affranchir financièrement, matériellement, et même symboliquement des déterminismes sociaux et des dépendances conjugales. Etymologiquement, cette notion d'autonomie renvoie au fait de se donner à soi-même sa propre loi, ses propres règles

---

<sup>99</sup> Montcho, M., op. Cit.

<sup>100</sup> Pellerin F. (2013), Le grand livre de l'entrepreneuriat, Paris, Dunod.

Les femmes apportent une contribution énorme à l'économie, que ce soit au sein de l'entreprise, dans les exploitations agricoles, comme des entrepreneuses ou employées, ou par leur travail non rémunéré à la maison, où elles s'occupent de leur famille. Elles sont au cœur des équilibres familiaux, culturels, sanitaires et sociaux. Elles jouent un rôle central en matière de santé, de développement et d'éducation. A ce titre, leur autonomisation est perçue par certains auteurs Ndongo et Gasse comme un indispensable facteur de paix et de progrès social, économique et environnemental. Dans leur logique, Ndongo et Gasse, définissent le concept « autonomisation agricole » comme : « *un ensemble d'activités agricoles mises sur pieds et gérées par les femmes elles-mêmes indépendamment* ». <sup>101</sup> Elle désigne enfin de compte les activités des femmes qui se prennent en charge, qui s'organisent pour créer des activités économiques rentables dans les secteurs formel et/ou informel. Il s'agit ici, comme le dit Mengolo: « *de la dynamique féminine qui se manifeste par un esprit de créativité admirable.* » <sup>102</sup> Nous inspirons de cette définition, l'autonomie agricole des femmes est appréhendée ici comme le fait pour les femmes de se rendre autonomes et de constituer une valeur ajoutée au PIB. C'est la capacité qu'on les femmes à évoluer indépendamment dans ce secteur d'activité par le renforcement et l'optimisation de leurs capacités entrepreneuriales, ce qui les entraîne à s'engager socialement, économiquement et symboliquement. Au niveau mondial, selon le rapport de la FAO, <sup>103</sup> les femmes rurales qui entreprennent dans le secteur agricole représentent de 60%. Ce sont majoritairement des femmes n'ayant pas nécessairement une qualification professionnelle, exerçant dans un autre secteur d'activité. Ce sont des femmes qui ont déjà une autonomie financière. Elles ont pour la plupart au minimum 35-40ans d'âges. En effet, ces femmes elles ont des difficultés d'accès au foncier, aux crédits car, les banques demandent des garanties et surtout des titres fonciers pour attribuer des crédits ; le manque de formations et d'appui technique. En 2011, l'initiative d'OXFORD sur la pauvreté et le développement humain a élaboré l'indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture pour suivre les progrès réalisés en matière d'égalité entre les sexes et mesurer l'autonomisation, l'influence et l'inclusion des femmes dans le secteur agricole. Cet indice selon les propos de, « *mesure le niveau de participation des femmes dans l'agriculture dans cinq domaines : la participation aux prises des décisions liées à la production, le droit aux*

---

<sup>101</sup> Diiro et al. (2018): « Autonomisation des femmes dans l'agriculture et productivité agricole : données provenant des ménages de producteur de maïs ruraux dans l'ouest du Kenya » journal Pone.0197995

<sup>102</sup> Ibid.

<sup>103</sup> FAO, 2011-2012.

*ressources, le contrôle sur les revenus, le leadership, le temps alloués aux tâches domestiques et productives »<sup>104</sup>*

## **II.5. Culture entrepreneuriale chez les femmes de la sous-préfecture de Kaga Bandoro**

La culture entrepreneuriale peut-être définie comme l'ensemble des qualités et de compétences possédées par une personne pour à bien mener l'aventure entrepreneuriale. Elle recouvre des réalités diverses. Tantôt, elle englobe les caractéristiques nécessaires pour mobiliser l'esprit d'entreprendre. Elle fait aussi référence aux qualités qui ont pour objet la dynamisation de l'esprit d'entreprise. C'est un processus d'acquisition et d'apprentissage permanent qui permet la création de valeur en optimisant les efforts requis et le temps nécessaire. La culture entrepreneuriale est donc un ensemble d'atouts qui rendent les individus et les organisations capables de s'adapter aux changements économiques et sociaux qui apparaissent au moment de la création de l'entreprise ou au moment de sa croissance et de son développement.<sup>105</sup> En effet, les femmes de cette localité disposent de la culture entrepreneuriale qui les rend aptes à s'adapter aux changements économiques et sociaux. Nous rappelons que, à une époque très récente où leur localité a été un terrain de conflits armés opposant les musulmans et chrétiens elles ont joué un rôle très important dans leur famille respective. A l'absence de leur mari, elles doivent s'assurer de la survie de leur famille ainsi que de leurs enfants. Ce qui les prédispose d'avantages à développer des atouts qui les rendent dynamique à entreprendre même en contexte de crise et de l'après crise.

L'agriculture est le secteur dont elles sont majoritairement représentées, et la question de leur participation effective au développement socioéconomique résulte quelque peu de leur culture entrepreneuriale et leur capacité à surmonter les préjugés et les représentations sociales que la société fait d'elles. Il sera important de voir les différents acteurs qui militent pour l'entrepreneuriat féminin et le rôle que jouent les femmes dans le développement agricole à kaga Bandoro.

## **III. CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE FEMININ.**

Le concept d'entrepreneuriat agricole suscite dans le monde entier un intérêt grandissant. Pour faire face aux crises alimentaires, l'agriculture familiale qui depuis longtemps pratiqués dans le monde rural et reposant sur des exploitations de petites

---

<sup>104</sup> Meinzen Dick Ruth (2019) « l'autonomisation des femmes dans l'agriculture est enfin prise en compte. », in CTA, Entrepreneuriat, Institut International de recherche sur les politiques alimentaires

<sup>105</sup> *Reves.imist.ma*, consulté en ligne le 09.12.2022 à Yaoundé, [agora-francophone.org](http://agora-francophone.org)

dimensions travaillée par une famille consommant une partie de production laisse la place au profit d'une industrialisation de l'agriculture et la mondialisation des marchés a considérablement chamboulé les pratiques agricoles depuis plusieurs décennies. Pratiquer beaucoup en Afrique majoritairement par les femmes, un véritable secteur économique s'est constitué autour de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Ses acteurs et ses principales activités visent à répondre à un besoin grandissant du secteur dans le monde de finances et de l'entreprise. Bien qu'aujourd'hui les caractéristiques de l'entrepreneuriat agricole ne sont pas les mêmes partout dans le monde, la sous-préfecture de kaga Bandoro ne présente pas les mêmes potentialités ni atouts qu'on retrouve ailleurs.

#### **IV.1. Caractéristiques de l'entrepreneuriat agricole féminin**

Les femmes occupent sur le continent une place centrale dans l'agriculture de subsistance. Elles sont davantage plus présentées aujourd'hui dans les activités entrepreneuriales à la production agricole, de la transformation, de conservation et commercialisation des produits agroalimentaires. Leur détermination fait qu'elles sont au cœur de l'économie domestique et assure le bien-être de leur famille et de la communauté rurale en générale. Considérer aujourd'hui comme un levier de développement économique l'entrepreneuriat agricole est de plus en plus pratiqué par les femmes, il est clair qu'elles forment une partie importante de la main d'œuvre agricole. Prôner l'entrepreneuriat agricole signifie aujourd'hui le passage de l'agriculture destiné à la consommation ou de survie à celui d'opportunité d'affaire et une production à grande échelle. Ce qui caractérise l'entrepreneure agricole c'est qu'elle passe de production à ce qu'on appelle l'agrobusiness terme relativement récent qui désigne l'ensemble des activités économiques relatives à la production, la transformation et la commercialisation des produits issus de l'agriculture.

Aux antipodes de l'agriculture classique qui était essentiellement destiné à la consommation ou vivrière, il se base sur l'énorme capacité de production de la mécanisation actuelle du processus de production et de transformation. La force de production agricole internationale constitue l'un des facteurs de développement de l'entrepreneuriat agricole qui est quelque peu formel. Avec une productivité en augmentation continue avec l'usage des machines dans le processus de production, l'agriculture assure la sécurité alimentaire de la population mondiale. Ainsi, l'activité entrepreneuriale agricole demande de dépasser le cadre de petit producteur vers une grande productivité pour cela elle doit :

- Intégrer dans la production l'utilisation des machines ;
- Booster la transformation agroalimentaire par les innovations technologiques ;

- Développer une forte capacité de production en hectares ;
- Capable à tenir un cahier de charge ;
- Avoir la Capacité à employer des mains d'œuvre.

#### **IV.2. Les particularités des femmes qui entreprennent dans le secteur agricole**

Durant les périodes des crises qui ont secoué la RCA en particulier la sous-préfecture de kaga Bandoro, les femmes ont joué le double rôle au sein de leur famille. Elles ont la responsabilité de subvenir aux besoins des siens en l'absence de leur mari parfois qui rejoint les groupes milices ou qui est dans l'impossibilité d'assurer son rôle de chef de famille. En effet, l'agriculture qui est une activité qui est beaucoup plus pratiquée par la population dont les femmes majoritairement surreprésentées, constituent un secteur dans lequel elles doivent s'investir davantage afin d'extraire les produits issus de la production pour nourrir leur famille. Pour cela ayant pris conscience de limite de leur production après les événements, la nécessité pour elles d'accroître la productivité agricole devient une évidence. Elles sont désormais dans la dynamique entrepreneuriale, c'est-à-dire elles sont mieux qu'organisées qu'avant dans le domaine de finance.

## **CHAPITRE 2 : LES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE : RÉALITÉS ET CONTRAINTE.**

L'entrepreneuriat agricole est considéré comme un moteur de développement, mais leur capacité n'est pas parfait. Pour bien comprendre ce chapitre, on détermine d'abord la performance de l'activité entrepreneuriale agricole. Ensuite, analyse de l'économie des filières agricoles en Afrique Subsaharienne. Enfin, comprendre la politique d'entrepreneuriat de l'agriculture en République Centrafricaine.

### **I. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DES ACTEURS.**

L'analyse diagnostic du secteur agricole fait ressortir de nombreuses contraintes et insuffisances tant au plan institutionnel, organisationnel que technique. Une telle situation se traduit par l'absence d'un dispositif public d'encadrement d'appui-conseil, de recherche, d'approvisionnement en intrants et équipements pas à même de répondre aux préoccupations des acteurs. De même, la faible organisation des acteurs ne permet ni une structuration des acteurs ni une fonctionnalité optimale du système national de production, transformation et de mise en marché des produits agricoles. Au total, les principaux défis que le gouvernement rencontre en matière des politiques publiques de l'entrepreneuriat agricole porte sur le fonctionnement d'un service public de vulgarisation agricole et d'appui-conseil menant, entre autres, à une utilisation des nouvelles technologies, des bonnes pratiques de gestion d'entreprise et un cadre légal, réglementaires et normatif du secteur agricole ainsi que la connaissance des marchés pour saisir les opportunités commerciales au niveau national, régional et international.

A côté du secteur agro-pastoral, il y a des secteurs connexes tels que le commerce, l'industrie, les PME-PMI, le secteur artisanal, ceux de la femme, de l'emploi et du travail qui présentent un grand nombre de dysfonctionnement issus en grande partie des crises militaro-politiques qui ont paralysés le pays. Ces dysfonctionnements constituent des entraves rédhitoires pour le développement économique et financier du secteur agricole, notamment pour l'émergence d'un entrepreneuriat agricole dynamique, moderne et durable. C'est pourquoi l'État s'inscrit dans la dynamique de renforcement des capacités institutionnelles,

techniques et organisationnelles est la cheville ouvrière de la politique publique en vue de la stratégie de transformation de l'Agriculture Centrafricaine.

### **I.1. Edification d'une finance inclusive en matière d'entrepreneuriat agricole**

Le diagnostic du secteur financier centrafricain a mis évidence le rôle encore embryonnaire de ce secteur en RCA. Ce diagnostic a notamment montré un très faible taux d'accès des acteurs exerçant dans l'entrepreneuriat agricole au financement. Le secteur agricole étant l'un des secteurs d'activités le plus desservis en offre de produits et services financiers, cette situation fait qu'exacerber avec la crise socio-économique et politique qu'a connue le pays au cours des dernières années. Pourtant dans une économie, surtout en développement, le rôle du secteur financier est fondamental dans la promotion de l'investissement productif et le soutien à l'activité économique. Quand cette économie est forte dominance agricole (comme c'est les cas de la Centrafrique), le financement du secteur rural et de l'agriculture est crucial pour le développement du pays. Ayant pris connaissance de cette défaillance, le gouvernement a pu dresser un état de lieu indiquant les ressources financières des banques, et s'est rendu compte que la situation financière des banques œuvrant dans le secteur agricole reste faible et inadaptée pour répondre aux besoins de l'entrepreneuriat agricole.

De ce fait, le gouvernement ayant pris connaissance de la situation du secteur financier censé booster l'expansion de l'entrepreneuriat agricole a décidé de revoir sa politique publique en matière de l'entrepreneuriat agricole en prenant des mesures pour reconstruire le système financier dans son ensemble afin de le rendre apte à jouer convenablement son rôle de soutien au développement de l'agriculture. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'axe stratégique de la politique publique afin de donner une orientation. Pour cela, quatre options ont été développée :

- La création d'un environnement économique, réglementaire et institutionnel favorable au financement des activités agricoles en particulier et rurales en général ;
- Mise en place un mécanisme de l'appui-accompagnement aux prestataires de services financiers (banques, établissements financiers, institutions de micro finance) pour le développement d'une offre suffisante diversifiée de produits et services financiers répondant aux besoins et attentes des entrepreneurs agricoles vivant en milieu rural ;
- Le renforcement des capacités entrepreneur (ères) agricoles, et autres acteurs des chaînes des valeurs agricoles pour une bonne gestion de ces produits et services.

## **I.2. Cadre de Concertation Nationale des Organisations Paysannes de Centrafrique (CNOPCAF)**

Le paysage organisationnel national est riche. Il est marqué par la présence d'une gamme variée d'organisation intervenant à tous les maillons des différentes filières. Cette diversité peut être saisie à travers l'organisation faitière qu'est CNOPCA.<sup>106</sup> Elle a pour mission de : créer un cadre sous régional de dialogue et de concertation des Organisations Paysannes et des Producteurs agricoles en Afrique Centrale ; Renforcer la solidarité entre les organisations paysannes et des producteurs agricoles avec les autres acteurs de développement ; Favoriser la création d'un fonds d'investissement pour le développement de l'entrepreneuriat agricole en milieu rural ; Valoriser l'émergence de l'entrepreneuriat agricole impulsé par les femmes en milieu rural. Cette structure compte quatre (4) fédérations ; 52 plateformes, Associations, groupements, Organisations des femmes rurales exerçant dans l'entrepreneuriat agricole et ONG présentes dans Bangui et 10 préfectures de la RCA dont notamment Kaga Bandoro.

## **I.3. La politique publique relative à la stimulation des femmes manifestant la volonté et intérêt dans le secteur de l'entrepreneuriat agricole**

Le secteur de l'agriculture demeure largement un secteur pourvoyeur d'emplois et de revenus pour tous les niveaux de qualification, surtout les femmes qui exercent dans ce secteur. Il s'agira ici pour le gouvernement d'attirer et d'encourager les femmes vers l'entrepreneuriat agricole, notamment dans les transformations et de commercialisation en les faisant accéder à la maîtrise des technologies alimentaires déjà disponibles. Un grand nombre des femmes, surtout celles vivant et évoluant dans le milieu rural sont encore obnubilées par le statut de travailleuse de terre. Il s'agira à cet effet, de procéder à un véritable changement de mentalités des femmes exerçant dans l'agriculture de subsistance pour les introduire progressivement dans ce secteur qu'est l'entrepreneuriat agricole par divers moyens de formation et de communication. Ainsi, des Start Up portées par des femmes pourront naître et être accompagnées progressivement par le gouvernement et des partenaires techniques.

## **I.4. Promotion sur le territoire national d'une masse critique d'agro businesswomen et de multinationales dans l'entrepreneuriat agricole.**

Il s'agira dans ce contexte de susciter la mise en place d'entreprises agricoles de grande envergure détenues par des nationaux et/ou d'investisseurs étrangers. L'État doit donc

---

<sup>106</sup> Cette structure est reconnue sous le numéro 1389/MATD.DIRCAB.DAPA.SASE du 23/09/2009, agrément délivré le 30 juin 2010. Cette Association, reconnue selon la loi numéro 61/233 du 27 Mai 1961, règlement des Associations en République Centrafricaine, elle regroupe en son sein la majorité des organisations Agro-Sylo-Pastorale

créer un climat des affaires et mettre en place un cadre d'investissements favorables aux nationaux et plus et aux étrangers. Mieux, le Gouvernement pourrait, par l'entremise de son département en charge de la promotion du secteur privé et/ou par une structure spécialisée, constituer une masse critique d'entrepreneurs nationaux dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole en leur accordant des privilèges spéciaux. Également, l'État a mis en place un mécanisme afin d'attirer sur son sol des multinationales de l'agroalimentaires qui sont les seules à détenir un savoir-faire et des capitaux financiers et techniques suffisamment et importants pour les effets/ ou les impacts souhaités. Il s'agira pour l'État de créer les conditions et le cadre juridique et institutionnel nécessaires (participation des investisseurs nationaux dans le capital social par exemple), pour bénéficier du transfert de technologie et de leur capacité de Financement (partenariat public, privé).

### **I.5. Les mécanismes de gouvernance du secteur Agricole**

Le système de gouvernance du secteur consacre le partenariat État, Collectivité Territoriale, Profession Agricole, Secteur Privé et société civile dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques de développement de l'entrepreneuriat agricole. Ce partenariat est sous-entendu par plusieurs principes : déconcentration/ décentralisation, mise en place d'une démarche sectorielle (leadership, alignement sur les procédures nationales, gestion axée sur les résultats, harmonisation du secteur agricole etc.).

En dépit de ces avancées, les interventions de l'État sur le terrain demeurent confrontées, notamment à l'inobservation des mesures législatives et réglementaires et des conventions internationales, à la faiblesse des structures et à l'absence de mécanismes appropriés permettant de sécuriser et d'optimiser les activités et systèmes de productions Agricoles. Au cours des deux dernières décennies, la société civile est devenue un acteur incontournable dans les débats sur les politiques publiques qui se déroulent au sein des instances de dialogue et de concertation consacrées aux questions agricoles.

### **I.6. L'intégration d'une agriculture familiale, entrepreneuriat agricole et agrobusiness**

Il est d'évidence que la RCA a une population majoritairement rurale (70%) qui vit essentiellement de l'agriculture et dont tous les ménages ne peuvent être transformés du jour au lendemain en entrepreneurs agricoles performants. En outre, il est évident que l'incitation à l'entrepreneuriat agricole et l'agrobusiness est un impératif pour donner de l'élan et du professionnalisme au secteur et à l'économie nationale. Il y a donc un savant dosage indispensable entre les deux dynamiques pour garantir un minimum en cas de choc et un

professionnalisme idéal qui pourrait être très dépendant d'une minorité, les grands investisseurs. La cohabitation entre les systèmes sont inéluctables et chacun peut tirer profit de l'autre (exemple : HUSACA qui développe les partenariats avec des producteurs pour son approvisionnement en noix de palme, en maïs...tout en ayant sa propre production industriel).

## **II. DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DE RECHERCHE ET DU CONSEIL AGRICOLES AU SERVICE D'UN ENTREPRENEURIAT AGRICOLE DURABLE ET COMPETITIF**

### **II.1. Un système de recherche Agricole performant**

La Politique de Développement Agricole s'attache à mettre à la disposition du secteur les techniques innovantes et à mettre à l'ensemble des acteurs du secteur d'accéder aux niveaux de compétence requis pour leurs missions dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole. La recherche Agricole participe au développement et à la compétitivité des filières Agricoles dans une logique de chaîne de valeur. Elle répondra aux impératifs de gestion de l'espace rural, de préservation des ressources naturelles, de sécurité sanitaire des aliments et de qualité des produits agricoles sur la base des besoins exprimés par les différents acteurs des secteurs et par les consommateurs. La recherche Agricole est conduite par les organismes spécialisés, les établissements d'enseignement supérieur public et privés, conformément aux principes définis par l'Agence de Développement Agricole (ACDA, organe chargée de l'encadrement et l'institut Centrafricain de Recherche Agronomique ICRA) dans le respect strict des mesures de protection de la biodiversité et de la biosécurité.

Les organismes spécialisés de recherche Agricole, notamment les instituts de recherche, les Institutions de formation universitaire et les grandes écoles de formation Agricoles, conduisent pour le compte de l'État les missions de recherche présentant un enjeu de souveraineté nationale des politiques publiques en matière de l'entrepreneuriat agricole.

### **II.2. Conseil agricole au service de la productivité des filières**

Le conseil Agricole concerne les activités d'appui-conseil, de vulgarisation, d'animation, de sensibilisation, de communication, de formation, d'information et d'intermédiation dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole. Il concerne aussi les activités d'approvisionnement, de production, de stockage, de conservation, de conditionnement, de transformation, de commercialisation et d'accès au crédit agricole. L'État garantit l'efficacité et la viabilité des services de conseil Agricole sur toute l'étendue du territoire Centrafricain. Il veille à la libre concurrence entre les différents opérateurs et à la participation des entrepreneurs agricoles à la conception, à l'exécution, au suivi, à l'évaluation, au

financement, et au contrôle des activités agricoles. Les organismes publics de recherche exercent auprès des pouvoirs publics une mission d'appui-conseil et d'expertise. Ils contribuent à l'édification et à l'évaluation des risques en matière de sécurité zoo sanitaire et phytosanitaire des produits Agricoles et à la préservation des milieux agricoles et des ressources naturelles.

Deux axes d'intervention sont retenus :

**1. Renforcement des capacités institutionnelles :**

- La promotion des collaborations interinstitutionnelles à travers la capitalisation sur la disponibilité en ressources humaines (chercheur) en termes d'effectif et de profils au niveau des différentes composantes d'ACDA et ICRA ;
- Le renforcement de la communication inter et intra institutionnelle à travers des mécanismes et outils permettant une valorisation effective des productions scientifiques des chercheurs et un accès facile des chercheurs aux connaissances scientifiques ;
- Restructuration du dispositif de recherche dans le cadre de l'ACDA (création de stations et de structures décentralisées par les institutions de recherche) ;
- Le développement des ressources humaines par le recrutement et la formation du personnel de recherche suffisant pour une mise en œuvre efficace d'un Plan stratégique révisé à la promotion de l'entrepreneuriat agricole ;
- La mise en œuvre d'une politique de sécurisation des domaines fonciers fortement menacés des institutions de recherche depuis quelques années.

**2. Génération et diffusion de technologies à travers :**

- La promotion du transfert de technologie/valorisation/approche par la mise en place d'un mécanisme de diffusion/valorisation des résultats de recherche ;
- Le renforcement des recherches sur certaines thématiques de recherche, notamment en les focalisant sur dimensions jusqu'ici faiblement abordées.

**II.3. Décentralisation des organes chargés de la promotion de l'entrepreneuriat agricole.**

Le processus de décentralisation dans lequel la République Centrafricaine s'est engagée relève des prescriptions constitutionnelles consacrant le principe de la libre administration des collectivités territoriales par des conseils élus. Telle que conçue,

c'est « une administration de développement visant à transférer la gestion des localités aux communautés de base ». Sur le plan national, ce processus a déjà connu deux phases importantes. Une première phase marquée par la mise place du dispositif institutionnel, l'adoption des textes, des lois, la vulgarisation desdites lois et de sensibilisation des populations et celles ou ceux en particulier exerçant dans le domaine de l'agriculture. La société civile et les ONG (nationales et internationales) s'y sont impliquées en termes d'appui à la préparation des entrepreneurs agricoles sur les enjeux de la décentralisation et d'accompagnement à la mise en œuvre du processus de la promotion de l'entrepreneuriat agricole en milieu rural. Des brochures simples ont été édictées et diffusées en guise de support mais leur exploitation reste de toute évidence limitée, du fait du taux élevé d'analphabétisme qui prévaut chez les ruraux et en particulier chez les femmes qui sont le domaine de l'agriculture. Ces dernières se sont montrées d'ailleurs peu impliquées par rapport aux hommes dans les campagnes de d'information et de sensibilisation qu'ont eu lieu, peut-être parce que le sujet ne les intéresse pas trop à cause des relations du pouvoir et de décision qu'il met en jeu.

Une deuxième phase consacrée à l'organisation des élections communales et municipales et qui est en cours d'achèvement avec l'installation des élus dans leurs fonctions respectives. L'on doit admettre que l'avènement de la décentralisation intervient en Centrafrique dans un contexte général marqué l'insuffisance des ressources, l'insuffisance des infrastructures socioéconomiques de base, l'accès au crédit agricole, à la qualité de l'éducation, à la santé et la persistance des inégalités dans la participation aux prises de décisions, pour couronner par l'instabilité chronique que le pays fait face, autant d'éléments qui génèrent et perpétuent l'état de pauvreté, plus durement ressenti dans les communautés rurales, et plus particulièrement au niveau des couches défavorisées dont les femmes, c'est-à-dire par la frange plus importante de la population qui est activement dans le domaine de l'agriculture et qui représente majoritairement la main d'œuvre. La loi confère désormais aux collectivités territoriales décentralisées des compétences relatives à l'administration et à l'aménagement du territoire (dont le foncier rural), au développement socioéconomique, et à l'amélioration du cadre de vie. La décentralisation si elle était appliquée dans l'esprit de cette loi, constituerait un atout de premier plan pour le développement et de la promotion de l'entrepreneuriat agricole dans le milieu rural, car elle créerait les conditions favorables à l'émergence d'initiatives que constituée les femmes, les jeunes et les pauvres des milieux ruraux.

## **PARTIE II : ENJEUX ET DEFIS DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE A KAGA BANDORO.**

Au cours des dernières années, le gouvernement Centrafricain cherche les moyens pour accroître le rendement agricole. Celle-ci s'explique par la relation entre la qualité de la population active (la compétence professionnelle et l'expérience) et la croissance dans le processus de développement. Il s'ensuit qu'il serait prioritaire de faire en sorte que toutes les catégories économiques de la population aient accès aux services sociaux de base y compris la formation et mettre en œuvre l'entrepreneuriat dans tout le domaine économique et en particulier un entrepreneuriat orienter dans le domaine agricole pour innover. Pour bien comprendre cette partie, il y a lieu tout d'abord d'expliquer la contribution de l'entrepreneuriat agricole au profit du développement socioéconomique (chapitre 3). Celui-ci permet par la suite de passer en revue les enjeux et défis des politiques de l'entrepreneuriat agricole (chapitre 4). Comme confirme Jean-Alexandre scaglia, représentant de la FAO, coordinateur humanitaire en République Centrafricaine lors d'un colloque :

*« La République centrafricaine sans redéploiement des services publics et sans relance du secteur agricole. La paix durable passera par le relèvement économique et la relance économique passera par le secteur agricole qui fait encore aujourd'hui vivre environ 70 % de la population et représente 50 % des ressources du pays. »<sup>107</sup>*

---

<sup>107</sup> Propos tenus lors du colloque sur : « Les enjeux agropastoraux et les modes de coopération en contexte de crise chronique », Bangui, 28 février et 1<sup>er</sup> mars 2018.

### **CHAPITRE III : CONTRIBUTION DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU DEVELOPPMENT SOCIOECONOMIQUE A KAGA BANDORO.**

L'entrepreneuriat agricole au cours de ces dernières années, a une place très importante sur la croissance économique. Des séminaires et conférences sont initiés et financés par l'Etat et des partenaires internationaux et ONG. De même, on dénombre plusieurs programmes de promotion de l'entrepreneuriat agricole. Nous avons des projets comme PAPEUR (Programme d'Appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu Rural et Urbain) dont l'objectif principal est de veiller à la mise en place d'une vaste pépinière des jeunes entrepreneurs ruraux prêts à s'installer de façon durable dans l'agriculture et de rendre professionnel les exploitants dans le milieu rural et urbain. De part et d'autres, on compte de plus en plus des ONG (Organisation non gouvernementales) ; des associations de développement qui s'investissent aussi à la cause ; des centres d'incubation des jeunes et des femmes à l'entrepreneuriat agricoles, des centres de promotion de l'entrepreneuriat agricole offrent aux jeunes et femmes des modules de formations sur l'entrepreneuriat agricole.

La RCA traverse une période de la crise économique, cela entraîne un taux de chômage élevé, une hausse des prix des produits alimentaires, une chute du secteur du tourisme, des entrées de capitaux limitées, etc. Dans ce contexte, le développement de l'esprit entrepreneurial, de la créativité demeure une solution idoine pour faire sortir le pays de ce chaos. L'innovation dans le secteur agricole peut être la clé pour stimuler la relance de l'activité économique. En effet, les pouvoirs publics doivent être conscients que la priorité doit s'inscrire dans le dynamique de développement des entreprises spécialisée dans le secteur agricole et à la stimulation de l'entrepreneuriat orienté à l'endroit des femmes. Étant donné le rôle que jouent les femmes sont assez importantes à la création et le développement des entreprises sont deux réponses essentielles aux enjeux auxquels est confronté le pays. Ainsi il s'agit de propulser l'activité entrepreneuriale et de donner aux les entreprises : la croissance économique, l'emploi, l'innovation, la réduction des déficits et de la dette, la sauvegarde des régimes sociaux, etc.

C'est pourquoi, le gouvernement à travers l'activité entrepreneuriale tente de mettre en place des politiques de stimulation, d'aide et d'accompagnement destinées aux entrepreneurs ou entrepreneures aux porteurs de projets des possibilités d'entreprendre.

Ces politiques ont pour but de mettre en place un climat économique général propice à la création des entreprises par exemple fiscalité et réglementation et de stimuler l'entrepreneuriat, par un ensemble de mesures spécifiques incitatives (exemple les aides Financières, les exonérations fiscales, etc.) Ou par l'implantation de nouvelles Structures et organismes notamment les pépinières d'entreprises, les incubateurs, les pôles d'excellence, etc.). Les pouvoirs publics sont désormais conscients de la nécessité d'encourager et de développer l'esprit d'entreprise et la culture entrepreneuriale, et ont assigné les institutions publiques à développer des politiques dédiées à l'entrepreneuriat agricole qui est en pleine expansion dans la localité. Dans cette section nous allons premièrement ressortir de mettre la lumière sur la relation entre développement socio-économique et l'inclusion des f, deuxième lieu montrer l'importance de l'activité entrepreneuriale féminine dans la localité de Kaga-Bandoro afin de conclure.

## **I. DEVELOPPMENT SOCIOECONOMIQUE ET DYNAMISME DES FEMMES DANS LE SECTEUR AGRICOLE**

### **I.1 Le développement socio-économique et l'inclusion des femmes en RCA**

La réflexion sur le développement est apparue au début des années 50 par une prise de conscience du retard économique accumulé par une partie de l'humanité. Car un auteur définit l'entrepreneuriat comme « *une action humaine, soutenue par le milieu environnemental, générant de valeur sur le marché par la création ou le développement d'une activité économique, évoluant avec cette valeur pour finalement affecter l'économie, et ce dans le but de mieux répondre aux besoins individuels et collectifs d'un territoire* »<sup>108</sup>. Donc, l'entrepreneuriat est une action humaine et cela entraîne la valeur par la création ou le développement d'une activité économique.

Etymologiquement, le terme de développement indique une action qui consiste à ôter l'enveloppe contenant quelque chose. Développer une nation peut donc signifier libérer cette nation de toutes les contraintes qui pèsent sur elle pour qu'elle se déploie librement dans le sens que lui permet la nature ou son environnement et ses fonctions propres ou ses activités économiques et sociales. Par conséquent, un pays en développement passe par une série de

---

<sup>108</sup> P.-A. JULIEN et Louise CADIEUX, La mesure de l'entrepreneuriat : Rapport d'étude, Institut de la statistique du Québec, Décembre 2010, p.30

phase par laquelle elle se transforme, s'étend et connaît la croissance. Ainsi, le développement suit un processus d'où la notion de processus de développement d'une économie. Selon Saint Thomas d'Aquin, « *il n'y a pas de vertu sans minimum vital : la satisfaction des besoins élémentaires est une condition nécessaire à l'épanouissement des hommes* »<sup>109</sup> justement, le développement passe par la satisfaction des besoins fondamentaux garant de l'évolution d'une société humaine. Par ailleurs, le développement c'est un ensemble de changement de comportement, de mentalités, d'habitudes sociales et les institutions d'une population selon François Perroux<sup>110</sup>. En fait, le développement est tout un ensemble de processus de changement plaçant l'homme en tant qu'acteur de son propre essor. Pour mener bien notre recherche, nous essayons par ce sous-titre de faire la distinction entre le développement socioéconomique et l'entrepreneuriat.

Le développement socio-économique est l'amélioration du bien-être d'un pays passant par l'accroissement de la richesse. Après la deuxième guerre mondiale, le président américain Harry Truman va produire un discours qui confirme cette perception des deux concepts par la SDN. En effet, ce discours prononcé le 20 janvier 1949, fait apparaître le concept de sous-développement, et consacre ce dernier comme un fléau à combattre par les nations développées en ces termes : « *il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées* »<sup>111</sup>. En fait, le développement nécessite non seulement la croissance mais aussi et surtout la distribution équitable du fruit de cette croissance afin que toute la population en profite y compris les plus démunis. Pour mesurer le développement socio-économique d'un pays, on s'appuie sur les indicateurs conçus au niveau de l'organisation internationale selon les objectifs visés. Citons entre autre, l'accroissement du taux de productivité, la satisfaction des besoins des hommes qui provoque une croissance économique.

En 1987, le rapport de la commission de Brundtland fut apparu la notion de développement durable. C'est un développement qui répond aux besoins du présent sans

<sup>109</sup> NORRO Michelle, Economies africaines, de Boeck Université, Paris et Bruxelles 1998, 278p

<sup>110</sup> François Perroux l'Economie du XXème siècle, Paris, PUF, 1964, p.191.

<sup>111</sup> Truman, cité par Gilbert Rist, op. Cit. Pp 128-129; il s'agit du 4<sup>e</sup> point du discours de Harry Truman, cité en intégralité comme suit : « Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens »

compromettre la capacité des générations future à satisfaire leur propre besoin. Ce concept soulève trois éléments essentiels : Le problème d'efficacité économique basé sur l'allocation optimale des ressources ; Les contraintes liées à l'environnement, c'est-à-dire que la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir est limitée compte tenu de la forte exploitation de celui-ci ; La recherche de la justice ou de l'équité sociale où la répartition équitable des richesses est promue. Le concept de développement humain découle de cette notion de développement durable où l'homme ainsi que sa société sera au centre de préoccupation. En 1990 avec Amartya S. fut publié le premier rapport sur le développement humain avec son propos : « *les personnes sont la vraie richesse d'une nation* ». Il est donc le précurseur d'une approche nouvelle du développement. A travers ce rapport, il définit le développement humain comme un « processus d'élargissement du choix des gens en mettant en avant la liberté de jouir d'une bonne santé, d'être éduqué et de profiter d'un niveau de vie décent »<sup>112</sup>. C'est donc l'élargissement des libertés des personnes afin de leur permettre de vivre une vie longue, en bonne santé et créative. Les gens sont à la fois bénéficiaires et force motrice du développement humain, en tant qu'individus et en tant que groupes. Il repose sur trois facteurs à savoir : la durabilité, c'est-à-dire que le développement doit être pérenne et résiste aux différents chocs ; l'équité où il y a lieu de combattre les différentes disparités qu'elles soient sociales et structures ; l'autonomisation sur laquelle les gens sont capables d'exercer leur choix individuel, de participer au processus de développement, de les façonner et d'en profiter au niveau du ménage, au niveau communautaire et au niveau national. Nombreux indices ou indicateurs permettent de mesurer le développement humain. Le programme des Nations Unies pour le Développement(PNUD) propose donc la notion de développement : « *Le Développement humain ne se limite pas, loin s'en faut, à la progression ou au recul du niveau national. Il a pour objectif de créer un environnement dans lequel les individus peuvent développer leur potentiel et mener une vie productive et créative, en accord avec leurs besoins et leurs intérêts. La véritable richesse des nations, ce sont leurs habitants. Le rôle du développement consiste donc à élargir les possibilités, pour chacun, de choisir la vie qui lui convient. Ce concept dépasse ainsi largement celui de croissance économique. En effet, celle-ci n'est qu'un moyen-aussi important soit-il- d'accroître ces choix.* »<sup>113</sup>

En effet, au regard de toutes ces définitions, le rôle des femmes dans le développement de l'Afrique est souvent minimisé. Pourtant, elles sont très impliquées dans l'économie et de

<sup>112</sup> PNUD, Rapport sur le développement humain 2010, La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain, PNUD, New York, 2010, 3p

<sup>113</sup> Programme des Nations Unies pour le Développement(PNUD), Rapport mondial sur le développement humain 2001.

plus en plus présentes dans l'ensemble des secteurs d'activités en l'occurrence. Mais, des inégalités persistent. Leur travail est souvent invisible dans le PIB du continent, qui ne prend pas en compte le travail domestique. Pourtant, la participation féminine à l'économie locale est colossale. Selon la Banque de développement, les femmes représentent près de 70% de la main d'œuvre agricole. Une preuve notoire de leur présence au cœur du développement du continent.

Elisabeth Hofmann, membre fondatrice de l'institut des Afriques à Bordeaux et maitresse de conférences en genre et développement, spécialiste de l'Afrique subsaharienne, confirme ceci : « *Les femmes, dans la majorité des régions de l'Afrique, produisent l'essentiel des cultures vivrières pour nourrir la famille. Elles sont chargées de transformer le surplus en produit, pour le commercialiser* »<sup>114</sup> cette contribution non négligeable de la femme à l'économie est pourtant rendue invisible, en raison de la gratuité du travail de la main d'œuvre féminine. Le statut de « *main d'œuvre familiale est gratuite* » explique l'occultation de l'activité féminine dans l'analyse du développement économique du continent. Comme nous explique le mari d'une de nos enquêtées :

« *Moi j'ai plus de quatre (4) femmes et dont je fais plus de 6 à 7 enfants par chacune d'elles, et toutes ces femmes me servent de main d'œuvre pour l'exploitation agricoles dit-il, il poursuit en disant que, nous avons hérité cette pratique de nos grands-parents, ce qui fait que si tu ne perpétue pas cet héritage tu es quelque peu moins considéré par la communauté patriarcale* ».

Catherine COQUERY-VIDROVITCH confirme ce propos en disant que : « *Les femmes d'Afrique Noire ont eu, et continuent d'avoir, sous des formes qui ont varié dans le temps, la vie dure* »<sup>115</sup> : cette conviction centrale s'appuie sur l'accumulation des cas évoqués, tant pour le XIXème siècle que pour l'époque actuelle. Les sources missionnaires, les récits de voyage, les récits de vie et les traditions orales donnent de la condition des femmes précoloniales une image plutôt négative, mais contrastée, peu de choses en commun en effet d'une catégorie sociale à l'autre, d'une société à l'autre. Si ce n'est peut-être la prééminence de la fonction nourricière dévolue partout.

Les femmes soutiennent l'économie par leur travail non rémunéré, au sein de leur foyer en particulier. Elles portent des enfants et endossent souvent l'essentiel des

<sup>114</sup> The African News Hub, consulté en ligne le 14/03/2023 à Yaoundé à 13h25mn.

<sup>115</sup> Catherine COQUERY-VIDROVITCH, *les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXème*, Paris, Desjonquères, 1994, 291 p.

responsabilités liées à leur éducation, quand ce n'est pas la société qui leur assigne ce rôle. Elles prennent soin des personnes âgées ou vulnérables de la famille, elles vont chercher l'eau pour l'ensemble de la famille, préparent, effectuent d'autres corvées domestiques et font du bénévolat de proximité.

MEILLASSOUX dans son célèbre ouvrage *femmes, greniers et capitaux* surtout dans la première partie tournait vers : « *la famille et l'organisation de la parenté dans la communauté domestique. Il montrait que la famille dans ses diverses formes produit le travailleur qui s'articule ensuite aux différents modes de production classiques. Ce rapport, bel et bien de production, assoit une exploitation spécifique des femmes* ». <sup>116</sup>

D'après un rapport du développement des affaires économiques et sociales des Nations Unies de 2015, les femmes travaillent en moyenne 30 minutes de plus par jour que les hommes dans les pays développés et 50 minutes les pays en développement. Cette hypothèse corrobore avec la réalité que nous avons vue sur le terrain. En effet, il nous est difficile de trouver pour la plupart de nos enquêtées à la maison ce qui fait que on est obligé parfois de nous rendre derrière elles dans leur champ afin de procéder aux entretiens. Une enquêtée nous relate ce fait :

*« Je m'occupe moi-même de mes activités. Toutes les charges familiales reposent sur mes épaules, j'ai des enfants que j'assume entière responsabilité, j'ai aussi une grande exploitation que je gère, souvent quand je sors de la maison pour m'y rendre au champ, je ne reviens que vers 17h ou 18h. Une fois arrivée à la maison je dois superviser les activités domestiques, afin que les enfants qui sont en bas âge puissent manger et avoir des traitements possibles ».*

Gisèle Pana, ministre des affaires sociales lors d'un colloque sur : Les enjeux agropastoraux et les modes de coopération en contexte de crise chronique donne cette affirmation :

*« La situation sociale des femmes est différemment représentée dans le milieu rural où la tradition sert encore de loi sociale et de loi morale. Toutes les catégories continuent à perpétuer les stéréotypes dans leurs discours et dans leurs comportements. Il faut pourtant noter que les femmes sont non seulement le nouveau vecteur pour le développement rural, mais qu'elles travaillent déjà*

---

<sup>116</sup> MEILLASSOUX C., 1992, *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, L'Harmattan.

*activement à la prévention des conflits et à la cohésion sociale aux niveaux communautaire et national ».*<sup>117</sup>

Nous voyons comment elles contribuent significativement à la croissance économique de façon indirecte. Donc, investir dans le capital humain féminin aide à transformer progressivement une société en abaissant la fécondité. Les femmes en mesure de gagner leur vie sont moins incitées à élever de nombreux enfants pour des raisons, et les études montrent que les femmes préfèrent généralement avoir moins d'enfants, mais plus instruits et en meilleure santé. Celles qui ont de l'influence dans la société et au sein de leur famille ont la possibilité d'exercer ce choix. D'une façon générale, on utilise l'indice de développement humain qui est un indice composite mesurant le niveau moyen atteint dans trois dimensions essentielles du développement humain : santé et longévité, accès à l'éducation ou compétence professionnel et niveau de vie décent.

## **1.2 Aspect pratique du lien entre entrepreneuriat agricole et développement**

Pour clarifier ce titre, il s'avère d'étudier la dépendance entre l'entrepreneuriat agricole et développement. C'est-à-dire le mécanisme du rapport entre entrepreneuriat et développement. L'entrepreneuriat comme mécanisme de développement agricole en Centrafrique. En Afrique, le secteur agricole emploie une grande partie de la population active, mais elle est exercée par une main-d'œuvre moins qualifiée, faiblement structurée, mal outillée donc peu productive. L'essor de ce secteur passe par le renforcement des capacités de la main-d'œuvre à accomplir des tâches requises de production et de transformation ainsi que par le développement de l'esprit d'initiative et des compétences entrepreneuriales pouvant aider à moderniser la production. Les exploitations agricoles semblent être perçues comme des activités ou métiers des pauvres. L'exploitation des terres reste à un stade familial et/ou communautaire pour la subsistance.

Géographiquement bien situé, ce pays dispose de milliers d'hectares de terres fertiles avec un climat très favorable pour une meilleure exploitation agricole d'autosuffisance, industrielle et d'exportation. Mais, le contexte national ne favorise pas l'activité entrepreneuriale, en particulier dans le secteur agricole, et donc le développement économique.

Mais Schumpeter (1934) a souligné que les entrepreneurs, que nous dans le cadre de notre étude que les femmes jouent un rôle majeur dans la croissance économique et donc le

---

<sup>117</sup> Ibid., colloque 2018.

développement<sup>118</sup>. Il a montré que la croissance et le fait d'innovation, de la diffusion et de l'assimilation de nouvelles. L'entrepreneur « innovateur », par son innovation, permet ainsi une transformation dans le processus de production et d'organisation du travail entraînant dans son sillage des imitateurs et donnant un signal aux possibilités d'opportunités d'affaires. Les innovations qui se diffusent dans l'économie vont ainsi bouleverser les modes de consommation en suscitant de nouveaux besoins ; et les marchés en seront alors profondément modifiés.

L'environnement économique serait en perpétuel changement par le déclin et l'ascension sans cesse renouvelés des besoins à travers le processus d'imitation innovation. D'où, le concept de destruction créatrice de l'innovation, considéré par Schumpeter et ses partisans comme source de la croissance économique. La littérature sur le développement économique a également accordé une certaine place à l'esprit d'entreprise. Plusieurs axes avaient été abordés, notamment les conditions d'émergence dans les économies sous-développées d'un environnement propice à cet esprit, les incitations au profit, la possibilité d'action d'entrepreneurs étrangers dans une logique de transferts de connaissances et de savoir-faire entrepreneurial. L'entrepreneuriat agricole serait un atout pour les acteurs économiques voyant des opportunités de réalisation d'affaires dans le secteur agricole en le modernisant, en investissant dans une série de matériels agricoles et agro-alimentaires (nouveaux systèmes d'exploitation ayant un niveau plus performant de motorisation ou mécanisation) à des prix compétitifs ainsi de relever le défi de l'amélioration de la productivité des sols et du travail, pour satisfaire la demande et assurer à la fois sécurité alimentaire et revenus.

### **1.3 Le dynamisme entrepreneurial des femmes dans le secteur agricole**

Le secteur agricole joue une place très importante dans la dynamique entrepreneuriale des femmes, car la réussite des plupart des femmes vont s'engager dans l'entrepreneuriat agricole. La création d'emplois par les entreprises agricoles est un point central de la politique de l'État.

La croissance des entreprises agricoles contribue de manière importante à l'expansion économique et améliore les conditions de vie des populations. Dans les pays développés comme la Chine par exemple, certains auteurs ont découvert que la croissance exceptionnelle est expliquée en grande partie par le développement spectaculaire des entreprises privées. En

---

<sup>118</sup> Schumpeter Joseph Alois, *Théorie de l'évolution économique : recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, Dalloz, 1999.

RCA, le secteur agricole notamment l'agriculture et l'élevage, l'aviculture, l'agriculture et la pisciculture économique essentiellement constitué de Petites et Moyennes Entreprises (PME). Les entreprises privées jouent un rôle prépondérant dans la bonne tenue de l'activité économique à l'égard de leur contribution dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). La plupart des entreprises agricoles comme, l'aviculture et les cultures vivrières modernes peuvent subvenir aux besoins alimentaires des populations et de réduire le taux de pauvreté sur le plan économique. Ils constituent une bonne opportunité en matière d'entrepreneuriat agricole. L'entrepreneuriat agricole est considéré comme un moteur de développement économique donc il faut suivre les moyens pour atteindre des objectifs comme la formation de ces femmes pour qu'elles acquièrent les expériences et des techniques sur la pratique d'agriculture moderne. Dès lors, il devient pertinent de savoir ou identifier les facteurs déterminants de la croissance de ces entreprises agricoles en vue de mieux identifier les leviers sur lesquels agir en matière de politiques entrepreneuriales publiques et de favoriser un développement économique sain et durable. La littérature économique sur les facteurs de la croissance des entreprises agricoles peut être classée en deux courants d'idées. Le premier adopte un point de vue lié au cycle de vie organisationnel qui considère la croissance comme un phénomène naturel de l'évolution de l'entreprise agricole. La seconde estime que la croissance résulte de choix stratégiques. Dans les deux cas, les caractéristiques des entreprises agricoles (taille, âge, emplacement, statut juridique, capacité novatrice, technique apprendre etc.), les ressources organisationnelles ainsi que les débouchés des facteurs cruciaux de la croissance de l'entreprise ou de sa capacité à surmonter les obstacles qui jalonnent les diverses étapes de son évolution. De manière plus générale, les facteurs de croissance des entreprises peuvent être internes et/ou externes (environnement des affaires, concurrence, externalités positives, etc.). Selon certains auteurs, la croissance est l'essence même de l'entrepreneuriat.

Pourquoi, dans certains secteurs, les grandes entreprises ont-elles une stabilité et un rendement supérieurs à ceux des petites entreprises ? Pourquoi celles-ci présentent-elles des fluctuations de taux de croissance supérieures à celles des grandes entreprises ? Pourquoi, sur une période donnée, les petites et les jeunes entreprises sont-elles plus susceptibles de disparaître ? Ces théories font la lumière sur certains aspects intéressants du comportement des affaires et expliquent la formation, la croissance et l'évolution des entreprises agricoles ou un projet agricole. Par ailleurs, l'entreprise est définie comme étant une organisation qui met en œuvre les moyens matériels, financiers et humains dont elle dispose en vue de faire circuler, d'échanger et de produire des biens ou services. Au vue de ceci, trois critères, au moins, peuvent être utilisés pour distinguer les entreprises agricoles : la taille, l'activité, la

technique, la forme juridique et la performance du capital et de gens qui fait. Chacun de ces critères influence plus ou moins fortement le rôle de l'entreprise agricole dans le dynamisme entrepreneurial.

#### **I.4 Entrepreneuriat agricole et développement économique social**

L'impact d'un modèle de développement économique basé sur l'entrepreneuriat dans la vie sociale peut s'apprécier en terme de réduction du chômage des populations actives, de réduction de la pauvreté, d'actions dirigées à l'endroit de la communauté ou simplement de changement de comportement des citoyens vis-à-vis de l'emploi. Ce sont les aspects qualitatifs liés au développement dont il est ici question, surtout ceux engendrés par les initiatives entrepreneuriales féminines. En effet, la plupart des entreprises agricoles de pays en transition et en développement sont des entreprises ou des projets du développement agricole. Ces entreprises représentant de 70 % sont des projets sur le secteur agricole, sont une source essentielle d'emplois et génèrent d'importants revenus intérieurs et à l'exportation. Dans les pays les plus pauvres, elles représentent néanmoins une part relativement faible de l'économie, et contribuent moins à l'emploi et à la production que le secteur informel. Dans les pays à faible revenu, les politiques doivent donc s'attacher à faciliter la création d'entreprise afin de faire entrer les pauvres dans le secteur formel, en pénétrants leur produit au segment du marché convenable et peuvent se livrer à des activités professionnelles à plus forte valeur ajoutée.

Cette analyse sur la pauvreté, quelle que soit l'approche utilisée, montre que : lorsque les populations ne disposent pas d'assez de sources de revenu ou si les sources de revenus sont précaires, elles tombent dans la pauvreté extrême et s'auto-excluent de la société. C'est la raison que les stratégies de lutte contre la pauvreté aux allures d'initiatives entrepreneuriales se livrent spécifiquement au pays en développement comme le nôtre. Dans le cadre de l'entrepreneuriat agricole du secteur formel, il est largement admis que les projets constituent la cheville ouvrière du secteur privé, quel que soit leur niveau de développement, et apportent une contribution non négligeable au développement économique en général et au développement industriel en particulier. Les projets représentent plus de 70 % des entreprises existant dans le monde et entrent pour 50 à 60 % dans le nombre d'emplois, alors que dans le secteur manufacturier leur part dans l'emploi total se situe entre 40 et 80 %. Comme nous confirme Mr Gaston, qui travaille au sein du Projet d'Appui à la Relance et au Développement de l'Agro business :

« Ce projet s'inscrit dans une dynamique qui voudrait amener les agriculteurs en milieu rural à quitter la production destinée à la subsistance pour la production de grande envergure afin d'atteindre de l'autoconsommation. Dans ce projet il y'a plusieurs composantes, mais moi je travaille personnellement sur la composante infrastructure productive communautaire. Et une autre sous composante est le développement de compétence dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole en milieu rural. Il y'a des fonds destinés à l'endroit des grands producteurs qui ont un plafonnement de subvention jusqu'à 20 000 000 million FCFA, et des moyens producteurs à un plafonnement de subvention jusqu'à 5 à 6 million FCFA. Pour financer les projets, un avis à manifestation est lancé, il y'a d'abord la première consiste à sélectionner les dossiers selon les pertinences du projet concernant la rentabilité, le projet finance à 50% du cout global du projet des promoteurs et selon les catégories. Bref le projet subventionne à coût partager en langage technique on appelle (Matching Grants) »<sup>119</sup>

Elles jouent un rôle important en créant des emplois et en atténuant ainsi la pauvreté offre souvent des débouchés raisonnablement bien rémunérés à des travailleurs venant de ménages pauvres et à des femmes n'ayant guère d'autres sources de revenu. Concernant les circuits de l'économie informelle, les précisions statistiques seront plus ou moins approximatives, néanmoins la logique qui prévaut est celle qu'on désigne sous le nom d'« *entrepreneuriat par nécessité* ». Entreprendre dans ce contexte, répond à un besoin de se trouver un emploi fin de participer à la réduction de charges familiales. Et l'on comprend mieux l'affirmation de l'étude sur l'emploi en Centrafrique de la Banque Mondiale.

### **I.5. L'importance du secteur agricole dans les initiatives entrepreneuriales féminines**

L'initiative entrepreneuriale des femmes exerçant dans le secteur primaire est le fondement de la croissance économique. Il peut accroître le profit et le rendement agricole grâce à l'expérience et la professionnalisation de ces femmes ; puis l'accès aux crédits financiers et l'investissement des matériels moderne doivent correspondre à la production locale. La transformation d'exploitant agricole en Petite et Moyenne Entreprise c'est la base fondamentale sur le dynamisme des économies modernes. Les entreprises nouvelles attirent des ressources vers de nouvelles activités et génèrent de nombreux emplois nouveaux lorsqu'elles connaissent la prospérité et une croissance rapide. Les hausses de productivité quantitative et qualitative qui en résultent d'une croissance économique accrue et d'une hausse

<sup>119</sup> Par souci d'anonymat les prénoms ont été changés, entretien réalisé le 05 octobre 2022 à Bangui

du niveau de vie de la population. L'impact positif des entreprises agricole et/ou projet de développement agricole sur l'économie n'est pas seulement l'amélioration du mode de vie de la population, il est aussi le monde tant vers au développement. L'importance économique des micro-entreprises agricoles et/ou projet de développement agricole se détermine en termes de capacité d'offre dans les circuits d'approvisionnement et d'amélioration des semences ou des races des animaux qui accrue de rendement agricole. Certes, la contribution des entreprises agricoles dans la création de la richesse nationale est très important et mise en exergue, mais leur poids reste encore très limité à cause de l'alphabétisation des adultes ou manque de connaissance et technique sur la culture ou l'élevage. Cela entraîne la faible capacité des entreprises à générer de la richesse. La valeur ajoutée des entreprises du secteur agricole moderne suivait dans la base des connaissances ; de techniques ; d'expériences ; des ressources et des compétences professionnelles.

### **I.8. Une autre vision concernant l'entrepreneuriat agricole**

Maintenant, il y a plusieurs projets d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole à savoir : Projet d'appui à la Promotion de l'entrepreneuriat en milieu Rural et Urbain(PAPEUR) ; Projet de Relance de la Production Agropastorale dans les Savanes(PREPAS) ; Projet d'Appui au Développement des Chaines de Valeurs Agricoles dans les Savanes(PADECAS) pour la transformation et l'amélioration de la croissance socio-économique. Le fondement de croissance sur l'entrepreneuriat agricole est l'investissement afin de rendre tous le milieu sont indépendants économique et puis de réduire la significativité d'exode rural. De plus, il vise à transformer les avantages comparatifs en avantages compétitifs par l'amélioration de la fertilité des terres, par la vulgarisation des variétés et essences agricoles adaptées et de fortes productivités.

Les projets s'appuieront sur l'amélioration du capital humain affecté à l'agriculture en renforçant les capacités des femmes déscolarisées dévoués, engagés et motivées à faire carrière dans le secteur agricole. Le défi du projet est de rendre l'agriculture moins tributaire des aléas climatiques, l'insécurité, de sorte que les écarts entre les prévisions et les réalisations soient les plus faibles ou les plus minimales possibles. Pour atteindre le développement à partir de l'entrepreneuriat agricole, il est nécessaire de suivre les conditions nécessaires suivantes : d'abord, finaliser les aménagements et déterminer l'équipement dans la zone de production. Ensuite, démarrer les aménagements et suivre la mise en place d'un cadre de facilitation d'accès et faites une collaboration avec les partenaires financiers comme le : « Fonds d'Appui aux Initiatives Economiques des Femmes Centrafricaines » ou d'autres

marchés de commercialisation pour avoir de l'argent qui faciliter l'approvisionnement des matériels ou matière première. Après, suivre encore la mise en place du cadre organisationnel pour le fonctionnement. Enfin, poursuivre la mise en place des organes de gestion du projet.

L'application de ce projet crée un résultat fiable sur la croissance économique. Puisque la plupart des femmes sont rémunérées à partir de leur activité, et réduire le taux de la pauvreté et les personnes en charge. Ainsi, les capacités des femmes entrepreneurs agricoles dans les domaines en adéquation avec les potentialités agro écologiques de leurs pays sont renforcées. De plus, cela entraîne aussi l'amélioration des technologies de la productivité. Puis, le mécanisme d'accompagnement et le soutien des entrepreneures agricoles deviennent opérationnels. Et la performance des entreprises agricoles provoque des développements socio-économiques. De l'autre côté, les modèles néo-schumpétériens de croissance dit que la principale cause de la croissance est l'innovation. Ils donnent alors à la connaissance un rôle majeur. Les changements technologiques sont l'ensemble des facteurs qui génèrent l'apparition de nouvelles informations, ils sont à l'origine du développement. C'est-à-dire l'inventeur (ce), le producteur d'informations nouvelles, de l'innovateur qui perçoivent une opportunité de profit d'innovation. L'entrepreneuse innovatrice n'est pas, pour cette raison, très différente de l'entrepreneur arbitragiste. Au lieu de découvrir un profit d'arbitrage, il saisit un profit d'innovation. Il y a plusieurs modèles ou théorie pour atteindre la croissance économique. Mais dans cette recherche la dynamique de l'entrepreneuriat agricole est l'élément pertinent au développement.

### **I.9. La relation des activités des entrepreneures agricoles et la croissance économique**

Les développements récents de la théorie de l'entrepreneuriat agricole conduisent donc à nuancer l'opposition entre entrepreneuriat qui est un champ vaste et entrepreneuriat agricole découvreur d'opportunités de profit, sans cependant nier la diversité des modèles de croissance. Les travaux empiriques identifient bien et depuis longtemps l'effet de l'entrepreneuriat agricole d'une manière générale sur la croissance de la production des pays développés. Ils ont, en revanche, plus de mal à appréhender les conséquences de la création d'entreprise sur le développement économique. Cette difficulté de mesure peut expliquer le discours prescriptif des organismes internationaux qui met presque exclusivement l'accent sur un modèle de croissance par l'entrepreneuriat innovateur qui n'est pas forcément adaptée aux pays les moins riches et en particulier en Centrafrique. Il existe en ce sens un effet dommageable de l'exigence de preuves statistiques sur la pertinence du discours de politique économique. Des travaux récents permettent cependant d'inverser cette tendance et de

redonner leur place aux entrepreneures agricoles secteur d'opportunité de gains encore peu inexploités par les acteurs du marché.

### **I.10. Activité des entrepreneures agricoles comme innovatrice et croissance économique des productrices**

L'un des problèmes majeurs des sciences économiques quantitatives est de réussir à mesurer correctement l'activité de l'entrepreneures. Les variables approximatives pour l'activité des entrepreneures innovatrices dans le secteur agricole semblent à peu près pertinentes même s'il n'existe aucune mesure idéale de l'effort d'innovation. En générale, l'effort des femmes ou des nations est mesuré à travers les ressources affectées à la Recette et Dépense. Cette mesure ne prend en compte cependant que les facteurs de production (intrants) et ignore le résultat (extrant). C'est pour cette raison que le nombre des brevets est l'autre moyen de mesurer l'innovation.<sup>120</sup>

L'importance de l'entrepreneuriat agricole et le fait de l'innovation dans la croissance économique des pays riches est un résultat acquis. Reste à savoir qui est porteur de l'innovation. Dans les années soixante-dix, des auteurs comme Galbraith ou Chandler ont popularisé l'idée que les petites et moyennes entreprises ainsi que les petits entrepreneurs n'avaient plus d'avenir dans un monde où les multinationales feraient leurs lois. Seules les grandes entreprises étaient capables de soutenir la production d'innovations majeures et le développement. Ce fut aussi au sens des politiques publiques européennes durant les années 80 et aux débuts des années 90. Cette position s'est pourtant avérée partiellement fausse, les petites firmes étant aussi à l'origine d'un nombre important d'innovations. Dans les pays en voie de développement comme Centrafrique, la performance des entrepreneures, et les compétences des individus peuvent provoquer une croissance. Elle constatait, en effet, que les USA continuaient d'avoir des taux de croissance importants, soutenus par une forte activité entrepreneuriale alors que des pays comme la France ou l'Allemagne souffraient d'une baisse continue du nombre de leurs entrepreneurs et de taux de croissance faibles. L'économie entrepreneuriale était redevenue un modèle envisageable.<sup>121</sup>

---

<sup>120</sup> Jaffe A., Technological Opportunity and Spillovers: Evidence from Firm's Patents, Profits, and Market Value, *American Review*, Vol. 76, 1986, pp. 984-1001.

<sup>121</sup> Audrestch, David B.; Thurik, Roy A., 2000, capitalism and democracy in the 21<sup>st</sup> centry: from the Managed to the Entrepreneurial Economy, *Journal of Evolutionary Economics*, Vol. 10, No 1-2., p. 17-34

### III. LES ATOUTS DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE DANS LA REGION DE KAGA BANDORO

Le concept de l'entrepreneuriat agricole suscite ces derniers temps un intérêt grandissant. Eu égard au potentiel agricole en République Centrafricaine, l'agriculture devrait constituer une réponse bien orientée pour lutter contre le chômage, les regains de violences qui sévissent dans la région afin d'absorber les jeunes et femmes, notamment en milieu rural. Toutefois, engager les femmes dans l'entrepreneuriat agricole exige la mise en place de politiques publiques incitatives en faveur de l'entrepreneuriat agricole et de l'accès aux sources de financement. Lors de son déplacement à DOHA le Président TOUADERA à l'occasion de la 5<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les pays moins avancés a tenu ce discours en affirmant que : « *Nous ne voulons plus rester dans l'urgence* », « *Nous voulons faire un programme avec le PAM pour développer notre agriculture. Pays potentiellement agricole, 70% des populations de la RCA, vivent des activités de la terre a déclaré le Président de la République Centrafricaine qui a la foulé propose la mise place d'un vaste plan de développement de l'agriculture avec cette institution onusienne*<sup>122</sup>. Finalement, l'entrepreneuriat agricole s'avère un outil qui servira non seulement à absorber le chômage, réduire les risques de violence de guerre, mais surtout impliqué plus des femmes entrepreneures dans le secteur agricole. A cet égard, la République Centrafricaine gagnerait à mobiliser les synergies en vue de mettre l'entrepreneuriat agricole au service de développement socioéconomique.

#### II. 1 Approvisionner les marchés au niveau local

L'entrepreneuriat agricole développent une production vivrière marchande remplissent comme fonction cruciale, celle d'alimenter les marchés des villes et des campagnes. Dans de nombreux cas, l'essentiel des produits consommés vient des productions agricoles rurales et plus majoritairement par les femmes (manioc, arachide, maïs, etc.) D'autre part, l'entrepreneuriat agricole contribue, et pourrait contribuer davantage s'il était soutenu, à réduire la dépendance alimentaire aux côtés d'autres types d'agricultures. À titre d'exemple, elles assurent l'autosuffisance alimentaire pour nombre de produits dans bien des pays. Cette situation se vérifie par exemple en Bolivie où se sont les paysans familiaux des hautes terres andines qui assurent l'autosuffisance en pommes de terre du pays. Dans l'État du Rio Grande

---

<sup>122</sup> Extrait du discours du Président Centrafricain FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA lors de la 5<sup>ème</sup> conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés à DOHA le 05 mars 2023, consulté en ligne le 07/03/2023 à Yaoundé à 13h59mn

do Norte au Brésil, la situation varie suivant les productions. L'État est excédentaire pour le manioc et « exporte » une partie de sa production vers d'autres régions du pays. Sa production de farine de manioc était de 40 % supérieure au volume consommé en 2002-2003<sup>123</sup>. Dans le contexte actuel de hausse des prix des produits importés, la guerre en Ukraine, la capacité à améliorer le degré d'autosuffisance et ainsi à réduire la dépendance et la facture alimentaires, apparaît d'autant plus importante, en particulier pour les urbains pauvres. De ce point de vue, les stratégies développées par les entrepreneures, leur permettent de se maintenir face à de nouvelles contraintes, constituent un atout par rapport à des agricultures de type capitaliste, dont on a vu la plus grande importance. Au regard du contexte socio-économique difficile que connaît le continent et que Jean-Marc Ela<sup>124</sup> qualifie de "crise". Ce contexte est un contexte de crise parce qu'« *Il s'agit de la situation générale d'insécurité matérielle dans les pays où, dans tous les domaines, surgit une crise aigüe de subsistance. La société est confrontée à la pénurie et à la disette dans les secteurs vitaux où, face à l'eau, à la nourriture, au transport, aux services de base, l'accès aux ressources de première nécessité est devenu un enjeu quotidien* »<sup>125</sup> cette situation de crise qu'a connu le monde en ce moment et en particulier le milieu rural Centrafricain et dont les femmes sont prioritairement les premières victimes, les réflexions et actions, tant de la part des pouvoirs publics africains et qu'internationaux doivent s'orienter à promouvoir l'entrepreneuriat agricole en intégrant la femme dans la prise de décision des politiques publiques.

Par ailleurs, l'activité agricole les plus productives peuvent être en capacité de fournir une alimentation accessible économiquement et en adéquation avec les habitudes alimentaires locales. Cela renvoie à la compétitivité prix et hors prix des entrepreneures agricoles. En Guinée par exemple, le riz étuvé produit par des agriculteurs familiaux est meilleur nutritionnellement que les brisures de riz importées d'Asie du Sud-Est et davantage apprécié pour ses qualités gustatives par les consommateurs. Le riz local, même s'il est parfois plus cher que les brisures importées, peut rivaliser avec les importations et contribuer à la sécurité alimentaire des populations<sup>126</sup>.

<sup>123</sup> <https://www.csf.gouv.qc.ca/publications> consulté en ligne le 06/03/2023 à 20h 58mn Yaoundé

<sup>124</sup> Jean-Marc Ela, 1998, Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire : les défis du « monde d'en-bas », Paris, L'Harmattan.

<sup>125</sup> Ibid., p.10-11.

<sup>126</sup> <http://biblio.univ-antananarivo.mgpdfsraherinirinaViolette> ECO M2 consulté en ligne, 06/03/2023 à Yaoundé.

### **II.1.1. Au niveau régional et international**

De la même façon que les femmes qui entreprennent à Kaga Bandoro ne sont pas cantonnées à l'agriculture de subsistance, elles ne sont pas non plus orientées vers les seuls marchés locaux ou hebdomadaire. De nombreux des nombreuses femmes qui produisent pour l'exportation et contribuent ainsi à faire de leur localité en endroit attractif. En matière de sécurité alimentaire, cette activité permet de procurer des revenus aux femmes entrepreneures d'être autonome financièrement surtout de subvenir aux besoins des siens et de contribuer à la facture alimentaire pour les produits où la production locale ne suffit pas. Les conditions du marché international sont à différencier selon les types de produits et les acteurs en présence. Ce n'est pas la même chose pour des agricultrices qui sont en système de production manuel d'être en compétition avec les agricultures extensives des pays développés (riz, maïs, coton, etc.), ou d'exporter des produits tropicaux, ou encore des produits vivriers. Les cotons agriculteurs d'Afrique de l'Ouest ont montré qu'ils pouvaient produire un coton de qualité et compétitif, au sens où ils détiennent des parts de marché importantes, mais la concurrence entre pays aux niveaux de productivités et politiques de soutien très différents est rude<sup>127</sup>. De nombreux exemples existent également qui montrent la compétitivité de l'entrepreneuriat agricole sur les marchés de niche, comme le café « gourmet », sur les marchés solidaires, sur les marchés de produits biologiques, mais aussi souvent pour l'approvisionnement de marchés ordinaires. Les coopératives de caféiculteurs du Nicaragua, du Pérou, de Bolivie, du Guatemala, ou du Mexique qui se sont développées au cours des quinze dernières années.

### **II.1.2 Des atouts en matière de qualité des produits**

Par ailleurs, le mode de fonctionnement à grande échelle des exploitations capitalistes conduit souvent à une standardisation des produits, qui répond aussi à des standards dans les modes de distribution. Cela est particulièrement vrai dans les pays développés et peut se faire au détriment de la qualité des produits offerts en matière de diversité, de caractéristiques nutritionnelles et organoleptiques. Au contraire, le fonctionnement familial des exploitations offre la possibilité d'aller davantage vers des systèmes de production diversifiés. Ces systèmes permettent d'entretenir des variétés locales diverses, de valoriser la dimension culturelle de l'alimentation, la typicité des produits et de proposer une alimentation diversifiée. L'ensemble de ces éléments montre que l'entrepreneuriat agricole peut considérablement contribuer à assurer la sécurité alimentaire des populations. Elles doivent pour cela être soutenues. Les contraintes auxquelles elles sont confrontées actuellement

---

<sup>127</sup> Ibid

devraient pouvoir être levées pour leur permettre de développer cette fonction essentielle et répondre au défi de nourrir les villes et les campagnes.

### **II.1.3. Une dynamisation de l'espace rural**

Par le maintien d'une population sur le territoire, par les interrelations qu'elles entretiennent avec les autres acteurs de la chaîne agricole et alimentaire, l'entrepreneuriat agricole qu'exercent les femmes entrepreneures de Kaga Bandoro peuvent contribuer efficacement à la consolidation de paix, particulièrement au dynamisme économique de leur territoire. Le maintien sur le territoire de populations rurales apparaît aujourd'hui comme un atout essentiel lorsque les villes sont engorgées et n'offrent pas suffisamment d'opportunités économiques permettant d'absorber un flux massif d'exode rural. Il en va de l'équilibre du territoire et de limiter l'insertion des jeunes dans les groupes armés. Cette activité ainsi effectuée en milieu rural peut donner lieu au développement de villes secondaires, assurant un meilleur équilibre spatial que le développement de mégalo-poles. Comme illustre cette citation :

*« Un développement spécifique au milieu rural s'est avéré et s'avère encore nécessaire aujourd'hui dans la mesure où, le milieu rural reste un espace où la paupérisation continue de sévir, du fait de multiples pesanteurs qu'on y trouve. Le milieu rural reste un objet de préoccupation constante, d'où le fait que la mise en œuvre d'un développement spécifique y est nécessaire. La situation du milieu rural est complexe, il est exposé à beaucoup de maux, il apparaît jusqu'à présent comme la base du décollage de la nation. Les paysans ont des logiques différentes, d'où la nécessité de faire une analyse particulière du milieu rural »<sup>128</sup>*

Par ailleurs, la présence des nouvelles vagues des femmes qui militent pour la cause d'un entrepreneuriat agricole sur le territoire, permet sans doute plus qu'avec d'autres modes d'agriculture, de tisser de nombreux liens entre les acteurs, partenaires et commerçants de proximité, consommateurs, etc. Le dynamisme socio-économique associé à ce mode d'agriculture est à l'évidence plus forte que dans les situations de grandes exploitations industrielles. D'une certaine manière, l'entrepreneuriat agricole est de force de proposition pour des initiatives de développement local et de consolidation dans un Etat post conflit. Selon une étude pour le projet Ecofair Trade souligne que pour mieux intégrées à l'économie locale, les activités économiques des petits exploitants agricoles ont des retombées positives

---

<sup>128</sup> Cité dans le cours du Dr Leumako, intitulé du cours : développement Rural 2020-2021

sur le reste de la société. L'étude relève ainsi la capacité d'entrepreneuriat agricole à stimuler et alimenter la demande effective en direction des produits locaux et sa contribution à la croissance économique et social. Les propos de la Confédération paysanne vont dans le même sens. Elle affirme en effet qu'« *en maintenant la population paysanne dans son pays, c'est maintenir trois autres emplois car ce sont les commerces, l'école et les services qui répondent* ». <sup>129</sup> En ce sens, l'entrepreneuriat agricole ne relève pas seulement le défi de l'emploi, mais également celui de maintenir en milieu rural des populations entières et de favoriser l'expansion des femmes.

On voit dans ce contexte que l'entrepreneuriat agricole n'est pas juste un facteur de croissance économique mais cela contribue à la consolidation de paix de cette localité. L'entrepreneuriat agricole dans une autre optique, implique le passage d'une agriculture traditionnelle à la moderne et formelle, dont l'objectif premier est l'amélioration du cadre des conditions de vie en milieu rural. Pour Edouard Dembélé, le développement du moins la dynamisation du monde rural se définit comme « *un processus qui englobe toute une série de mesures et d'actions entreprises en vue d'améliorer le milieu rural, aussi bien en ce qui concerne l'aménagement physique que le relèvement du niveau de vie et la sécurité de l'emploi des populations rurales* » <sup>130</sup>

La dynamisation de l'espace est essentiellement fondée sur l'agriculture, qui après les indépendances est apparue comme la colonne dorsale des économies africaines. Le développement rural a été ainsi mis en œuvre via les programmes et projets de développement agricole, basés sur l'amélioration de la production ; mais ils ont surtout orienté l'agriculture vers une production de rente, destinés au marché. L'adaptation de cette production aux paysans africains a nécessité la mise sur pied de programmes de vulgarisation agricole, c'est-à-dire « *d'un service éducatif chargé de proposer aux agriculteurs les innovations techniques considérées comme les plus adéquates* » <sup>131</sup>, dans l'optique d'améliorer considérablement la production agricole. Le développement national et la dynamisation de l'espace rural semblent dès lors signifier une interdépendance (en fait, le développement rural sert de point de départ au développement national à travers les activités agricoles). L'entrepreneuriat agricole apparaît dès lors comme un moyen pour les femmes entrepreneures d'améliorer les conditions de vie de leur famille et celui du milieu auquel elles appartiennent.

<sup>129</sup> D'Ongwen et Wright (2007)

<sup>130</sup> Dembélé, E. (1971) Les problèmes du développement rural en Afrique, Genève, I.I.E.S., p.1

<sup>131</sup> Guy Belloncle, Le développement rural intégré : du concept à l'application. Ressources humaines et développement rural intégré. Paris : CIHEAM, 1983. p. 13-18 (Options Méditerranéennes : Série Etudes ; n. 1983-III)

#### **II.1.4. Des retombées économiques pour l'ensemble des actrices et acteurs de la vie sociale**

L'ancrage de l'entrepreneuriat agricole sur le territoire, et les liens que cela développe avec les autres acteurs, permet des activités économiques qui ont des retombées positives au-delà des seules femmes entrepreneures dans le secteur. C'est bien une économie villageoise qui existe dans certains contextes, en particulier dans les pays en développement. En effet, l'étude de l'impact de la culture du soja dans la province du Chaco en Argentine montre que le développement de cette culture a permis une croissance économique et un enrichissement global de la province. Les bénéfices sont allés majoritairement à l'Etat, au détriment des entrepreneures, et n'ont pas eu d'impact en termes d'emploi et de lutte contre la pauvreté. Plus précisément, cet exemple illustre comment les retombées des activités entrepreneuriales des femmes n'a pas que des indicateurs économiques mais aussi sociaux pour l'ensemble des acteurs de la communauté, sans aucun apport de la part du gouvernement, tout en utilisant l'infrastructure et les services qui sont à leur disposition. La catégorie la plus desservie par la production de manioc et de maïs semble être les petits et moyens producteurs, qui, affectée par la récente crise, n'ont pas le capital pour continuer à travailler, ni la connaissance ou l'appui (économique, financier et social) pour sortir du système et pour tenter une diversification de la production. Les « habitants locaux avec une activité agricole » sont pas assez intégrée dans le système économique local, avec des conditions de vie dégradées (problèmes de santé, accès limité à l'eau potable, manque d'électricité, sans couverture sociale ni titre de propriété foncière).

#### **II.1.5. Le manioc un atout important**

Le manioc, qui est une plante d'origine américaine, a été introduit en Afrique au XVI<sup>e</sup> siècle par les Portugais et s'est ensuite diffusée à partir des côtes au point qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, toute l'Afrique le connaissait. C'est une plante arbustive pérenne, de la famille des Euphorbiacées, qui produit des tubercules comestibles. Tandis que ceux-ci sont râpés en Amérique centrale pour produire la farine, ils sont rous en Afrique centrale. Ce rouissage qui pourrait venir des pratiques de désintoxication de certaines ignames sauvages par un long trempage est une innovation rarement soulignée, comme d'ailleurs la consommation des feuilles de tous les maniocs cultivés, doux ou amers, comme légumes. Souvent décrié et même considéré comme un parent pauvre au sein de la famille mondiale des plantes de base, le manioc est au contraire un élément glucidique très nourrissant qui constitue une excellente base de repas s'il est accompagné d'un véritable plat d'accompagnement, ce qui est le cas en

République centrafricaine où tout repas signifie l'association d'une boule de manioc et d'un mets d'accompagnement viande, insectes ou légumes qui donne souvent d'ailleurs son nom à la préparation consommée. Le manioc combine plusieurs avantages : une culture simple (les femmes procèdent à ce qu'on appelle GOUBA)<sup>132</sup>, une disponibilité sur toute l'année en restant en terre, une préparation qui n'occupe le plus souvent les femmes que trois jours pleins par mois (déterrage, épluchage et séchage) et une conservation au village sous forme de cossettes sèches qui permet ensuite la préparation d'une quantité de farine suffisante pour plusieurs jours. Il est de plus facile à piler.<sup>133</sup> Le manioc est un atout pour le développement et la sécurité alimentaire en RCA. Comme sa transformation est une activité essentiellement féminine, il représente un enjeu majeur de progrès social. L'amélioration des techniques (essentiellement manuelles à ce jour) pourraient faire gagner en productivité, diminuer la pénibilité du travail et augmenter les revenus agricoles dédiés aux femmes.

Les femmes entrepreneures et l'entreprise ont leurs places dans les théories de la croissance économiques et développement : celle de François Perroux qui présente le développement comme un ensemble de changement de comportement morale. Dans le chapitre 3, nous avons abordé deux notions fondamentales : l'entrepreneuriat sur la croissance économique et le développement. Nous avons ainsi présenté différents modèles de croissance, analysé différentes théories de la croissance économique et du développement : notamment, la théorie de François Perroux et la théorie de l'évolution de Joseph Schumpeter. La théorie de l'évolution de Joseph Schumpeter présente le développement comme un phénomène cyclique constitué d'une succession d'expansion et de crises, dont l'entrepreneur se trouve être le premier responsable. En effet, la croissance économique fait partie des nobles tâches en tant que science normative. Israël Kirzner<sup>134</sup> a pu démontrer dans la théorie de la croissance que l'entrepreneur, un agent économique en veille permanent par rapport aux opportunités de profit, se trouve à l'origine de tout processus de croissance économique et de développement. Il en est de même pour l'entrepreneur innovateur et par extension, quel que soit le type d'entrepreneur : innovateur, spéculateur, imitateur, le constat est le même, l'entrepreneur se trouve à l'origine du processus de croissance économique. C'est-à-dire le fondement de croissance sur l'entrepreneuriat agricole est l'investissement. En effet, la nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat agricole en exploitant la potentialité des femmes qui

---

<sup>132</sup> GOUBA en langue sango veut dire Bouturage et sarclages 2 fois par an

<sup>133</sup> Actes du colloque : Le développement agricole en Centrafrique, Bangui, 28 février et 01 mars 2018.

<sup>134</sup> FRANÇOIS Faccini, « Entrepreneur et croissance économique : développements récents », Revue d'économie.

entreprennent dans ce secteur, permet de contribuer efficacement à la croissance économique mais aussi qu'elles aient un mode de vie assez descend. Afin de rendre que tous les milieux ont une indépendance économique et puis de réduire la significativité d'exode rural. Ainsi, la dynamique entrepreneuriale permet d'atteindre la croissance économique et le développement dans les pays en voie de développement comme en République Centrafricaine. Toutefois, ils ne sont pas contraints d'innover pour se mettre sur le chemin de la croissance économique. Ils peuvent limiter les technologies des pays riches qui optimisent l'impact économique local de technologies avancées.

Les économistes ont défini l'indicateur de développement humain pour apprécier le développement au niveau de la population d'un pays et d'en faire un outil de comparaison entre les nations. Bien que le développement soit nettement différent de la croissance économique, il est communément admis que sans croissance, il n'y a pas de développement possible. Cela nous interpelle à ne jamais perdre de vue la notion de croissance économique ainsi que ses facteurs explicatifs notamment, l'entrepreneuriat. Enfin, il y aussi une dépendance entre le financement et le dynamisme entrepreneurial sur le développement économique à partir de la stratégie et mission du système financier. De plus, les équipes dirigeantes jouent un rôle essentiel dans l'établissement des valeurs et de la culture institutionnelle. Déterminant la capacité à prendre des décisions techniques pertinentes sur les produits et la tarification, à gérer les risques, à innover, s'adapter, s'ouvrir au changement et se développer.

### **III. TYPOLOGIES ET DIFFERENTS FACTEURS MOTIVATIONNELS DES FEMMES À KAGA BANDORO.**

Avant d'arriver à la motivation entrepreneuriale des femmes, rappelons déjà que la motivation est toute énergie qui pousse et conduit à une action. En effet, pour mieux comprendre énergie, un groupe d'auteurs a considéré la motivation comme une impulsion qui vise la satisfaction d'un besoin, ou l'atteinte d'objectifs fixés à l'avance.<sup>135</sup> Un autre groupe de chercheurs explique que la motivation par une réaction d'attitude venant répondre à une situation injuste.<sup>136</sup>

---

<sup>135</sup> Abraham Maslow, A. (1954). Motivation and personality, Harper ET Row publishers Inc.

<sup>136</sup> Adams J. (1963), Towards an understanding of inequality. Journal of Abnormal and Normal social psychology, vol. 67. P.422-436.

### III.1. Différents types de profil femmes entrepreneuse à Kaga Bandoro

Ainsi, nous allons commencer tout d'abord par décrire le profil des femmes entrepreneuses questionnées. Parmi les 55 femmes interviewées, étant donné que nous avons choisi de mener notre étude en milieu rural contre un tiers que nous avons interrogé en milieu urbain. Dans les 50 femmes habitant le milieu urbain, 49% déclarent avoir moins de 38 ans et seulement 5% déclarent avoir plus de 40 ans. Pour le milieu rural, la proportion des âges demeure très différente puisque seulement 30% se lancent dans la création d'entreprise à un âge inférieur ou égal à 38 ans, avec une proportion de 51% de femmes âgées entre 35 et 40 ans. Pour ce qui est du niveau d'études des femmes interviewées, nous avons décelé 40% de femmes non scolarisées ou ayant fait des études primaires, 6% avec un niveau Bac ou inférieur. Dans cette localité, les femmes qui se lancent dans l'entrepreneuriat agricole sont détentrices de Brevet de collèège (B C).

### III.2. L'identité professionnelle et l'autonomie dans l'entrepreneuriat agricole

Questionnées à propos de leur identité professionnelle, une majorité des femmes se définissent comme entrepreneuses. D'autres, dans une plus petite proportion, se disent agricultrices ou productrices agricoles. La manière dont elles se perçoivent sur le plan professionnel semble étroitement liée au sens qu'elles attribuent à leur pratique et aux responsabilités qu'elles ont dans l'exploitation et la production agricole. Ainsi, Madame Dokoula Marie Clarisse, productrice de grandes cultures, se voit comme un catalyseur dont le rôle est de former une bonne équipe :

*« Dans le temps, c'était le dur labeur qui te faisait avancer. Aujourd'hui, c'est l'intelligence des marchés. Alors pour moi, aujourd'hui, l'entreprise agricole, ce n'est pas juste du gros bras, c'est surtout d'être capable de cerner les forces et faiblesses de chacun. »*

*(Dokoula Marie Clarisse)*

Pour Audrey, œuvrant aussi en grandes cultures, l'avenir rime avec la performance et la capacité de faire face aux nouvelles normes environnementales : Il faut avoir un excellent sens des affaires pour faire survivre ton entreprise avec les mesures environnementales qui s'en viennent puis ça passe forcément par la gestion de l'administration. Adeline, de son côté, se voit comme une cheffe d'orchestre, une gestionnaire qui s'assure que tout roule. Les propos tenus par plusieurs femmes interrogées montrent qu'elles ont développé un fort

sentiment d'autonomie dans la pratique du métier d'agricultrice auquel elles tiennent tout particulièrement. Félicité, productrice agricole, n'a jamais pensé à s'associer avec son mari :

*« A une époque je m'associais avec mon mari, mais arrivé à un moment on se comprenait plus sur la gestion des récoltes et le partage. J'ai tellement travaillé fort pour me rendre là. Je suis quelqu'un d'exigeant, je sais ce que je veux ».*

Pour asseoir et maintenir leur autonomie, ces femmes sont nombreuses à mettre en place des stratégies et développer des compétences particulières. Pour plusieurs, leur indépendance se rattache à l'utilisation d'équipements spécifiques, adaptés ou non, et à l'établissement d'un réseau des personnes expérimentées avec qui échanger des services et de qui prendre s'associer. Trouver des moyens de s'adapter aux tâches à réaliser est particulièrement utile en production agricole conventionnelle, alors que certains attributs comme la force physique et des connaissances en utilisation des charrues sont encore reconnues comme indispensables pour travailler en agriculture. En d'autres mots, les agricultrices rencontrées s'organisent. Par exemple, Madame matrone sus citée raconte comment elle a déjà manipulé les charrues :

*« Moi je travaille une grande superficie de sol, pour ma production agricole. Et donc parfois je loue la charrue dont je paie la main d'œuvre pour que le propriétaire puisse venir travailler le sol. Je développe à un moment donné une ingéniosité à pouvoir manipuler moi aussi »*

*(Madame matrone)*

Le discours de plusieurs femmes interrogées montre aussi qu'elles sont conscientes de ne pas posséder ou maîtriser certaines compétences parmi les plus valorisées en agriculture. Cependant, elles n'hésitent pas à mettre en place différents moyens pour surmonter ces lacunes et avoir à payer des factures trop salées. Quelques-unes font du troc de main-d'œuvre. L'analyse des propos de ces femmes dans le cadre de cette étude met en lumière certaines particularités liées à leurs trajectoires professionnelles et aux défis qu'elles rencontrent. L'anticipation de la relève d'une activité agricole surtout au masculin, la socialisation de genre et la faible présence de femmes cheffes d'entreprise agricole contribuent à nourrir un doute quant à leur place à titre d'agricultrices autonomes et à retarder leur entrée dans le métier et de contribuer d'une manière significative aux croissances économiques.

Le récit des femmes que nous avons interrogées met aussi au jour des perceptions associées aux rôles des hommes et des femmes dans leur milieu rural Centrafricain et en

particulier à kaga Bandoro où est concentrée notre étude. Puisque le masculin y est souvent perçu comme étant un critère de confiance<sup>137</sup>, les agricultrices adoptent des règles de conduite implicites et mettent en œuvre des moyens pour parvenir à contrecarrer ce type d'a priori. Ainsi parviennent-elles à faire leur place et à obtenir la reconnaissance professionnelle liée au statut de cheffe d'exploitation ou d'entrepreneure agricole. Ce faisant, elles contribuent au changement des mentalités : la démonstration de leurs capacités devient une occasion pour leurs pairs de se défaire de certaines idées préconçues.

### **III.3. Les facteurs motivants les femmes à entreprendre :**

Les typologies des femmes qui entreprennent font ressortir les différents éléments pouvant expliquer les motivations<sup>138</sup>. Les hommes, les femmes créent de plus en plus par opportunité et non par nécessité. Mais, cette réalité ne s'applique pas à toutes les femmes.<sup>139</sup> En effet, les femmes issues des pays en développement entreprennent davantage par nécessité que par opportunité à l'encontre des femmes issues des pays développés.<sup>140</sup> En effet, selon l'OCDE, les motivations des femmes qui entreprennent sont un mix de facteurs « push » et « pull », et ce mix diffère selon le genre. Par exemple, réaliser une idée par un nouveau produit agricole ou un service est plus important pour les hommes que pour les femmes en Europe. Proportionnellement, on peut dénoter davantage de femmes que d'hommes qui entreprennent par nécessité. Les obligations familiales jouent un rôle dans les motivations des femmes dans le sens où elles seront amenées à entreprendre pour concilier plus facilement leur vie familiale et leur vie professionnelle. De toute évidence, les femmes attribuent plus d'importance à la flexibilité de gestion de leur temps, notamment quand elles sont entre leur propre chef.

L'entrepreneuriat féminin est considéré souvent comme singulier par le fait que les femmes entreprennent souvent par dépit ou par nécessité économique et par le fait qu'elles associent une dimension affective et altruiste à leurs aventures entrepreneuriales.<sup>141</sup> En d'autres termes, l'ethos du profit ne constitue pas sa seule motivation à entreprendre. Elle se justifie davantage par une logique d'effectivité et d'affectivité que par une logique d'efficacité

---

<sup>137</sup> Isabelle Droy, Femmes et développement rural, Paris, Karthala, 1990, p. 182

<sup>138</sup> Cité par Saint jean et al(2013)

<sup>139</sup> Carnier et al. (2006), Cornet et Constantinidis 2004 et Orhan et Scott 2001

<sup>140</sup> OCDE 2012

<sup>141</sup> Brush, Hisrich, 1991.

ou d'efficience.<sup>142</sup> Dans une étude menée par Anne MIONE et qui porte sur une comparaison entre les femmes entrepreneures en France et au Canada, elle affirme que l'attitude entrepreneuriale se lit aussi dans les motifs de création de l'entreprise. Dans ce contexte, la réalisation personnelle, l'absence de perspective dans la carrière précédente, la perception d'une opportunité de marché montre la productivité de l'entrepreneure. Cette observation confirme les études réalisées sur les femmes qui mettent en évidence les dimensions professionnelles et familiales de leur vie.

Les motivations les plus importantes rencontrées chez les femmes françaises sont : la volonté d'indépendance et le besoin d'accomplissement de soi. Ensuite suit, le goût d'entreprendre et de diriger, en tant que leader ou capacité d'un individu à entraîner et à convaincre les autres, le pouvoir de contrôle qui est la maîtrise que l'individu peut avoir sur l'environnement, et enfin la prise de risque (financier, de carrière, familial et psychique) qui est relativement plus limitée chez la femme que chez son homologue homme.<sup>143</sup> Viennent alors la recherche de l'autonomie financière, l'envie de réaliser une mission sociale et la promotion de l'image de en tant qu'actrice de développement socioéconomique. En dernière lieu, un peu plus derrière les premières motivations, se trouvent la recherche d'un statut social et le pouvoir.

A toutes ces motivations, s'ajoute le poids de la culture familiale, le goût d'entreprendre peut-être transmis davantage de génération à une autre. Les pères communiquent à leurs enfants cet enthousiasme d'entreprendre. Selon A. MIONE, l'étude souligne l'importance de cette culture entrepreneuriale et de façon légèrement plus sensible en France : (43%) des femmes françaises ont leur père entrepreneur contre (37%) au Canada et (37%) des femmes ont leur mère entrepreneure, contre (23%) au Canada. Beaucoup reste à dire sur les motivations des femmes à créer leur propre activité. Néanmoins, l'aide des acteurs de la vie est important. Il convient d'encourager la femme créatrice d'entreprise, notamment par la mobilisation de financements, l'aide à créer et démarrer l'entreprise est de lever les contraintes bureaucratiques et réglementation qui freinent l'investissement privé.<sup>144</sup>

---

<sup>142</sup> Safia ABDERHAMANE KOUNTA « Caractéristiques De l'entrepreneurship Féminin Au Mali » mémoire présenté à l'université de Québec à Chicoutimi comme exigence partielle de la maîtrise en gestion des organisations, 1997, p.21

<sup>143</sup> Duchénaut, B., et Orhan, M., 2000, les femmes entrepreneures en France. Percée des femmes dans un monde construit au masculine, Paris, Seli Arslam.

<sup>144</sup> HASSAN, femmes dans les sphères économiques des zones rurales et urbaines, in Femmes et développement, éd. CRASC, Alger, 1995, p.325.

**Tableau 6** : Récapitulatif des résultats des motivations des femmes entrepreneures dans la localité de Kaga-Bandoro.

Motivations	Fréquence	Part(%)
Indépendance économique	30	54,54
Affirmation de soi	05	9,10
Besoins personnels et familiaux	10	18,18
Auto-emploi	02	3,63
Le long chômage	02	3,64
Tradition professionnelle familiale	02	3,63
Promouvoir la femme	04	7,28

*Source* : construit à partir de terrain

Il ressort dans le tableau ci-dessus que les principales motivations des femmes à entreprendre dans le secteur agricole sont la volonté d'être économiquement indépendante. Il est suivi par le désir pour l'amélioration des conditions de vie de sa famille. Il existe d'autre motivation mais avec un taux faible affirmation. En effet, il semble important de décrire aussi les facteurs motivationnels des femmes à entreprendre en exposant les principales typologies qui retiennent notre attention. Dans le cadre de l'entrepreneuriat du moins de la participation de ces dernières dans le domaine agricole à Kaga-Bandoro nous avons retenu deux principales typologies notamment les femmes qui entreprennent par nécessité et celles qui entreprennent par opportunité. La première catégorie de femmes agit principalement pour des raisons économiques. Leurs motivations reposent essentiellement sur des facteurs à savoir : vouloir assurer leur subsistance, pallier une situation de chômage ou l'impossibilité de trouver un emploi ou encore contourner la hausse des prix alimentaires. Dans cette condition, l'entrepreneuriat par nécessité représente un moyen pour assurer la satisfaction des besoins primaires de l'individu<sup>145</sup> Marie Ketegua, entrepreneure souligne que l'entrepreneuriat agricole est la solution de problème familial :

*« Le travail que je fais, c'est pour moi et les membres de ma famille. Mon obligation en tant que mère de famille est de s'assurer le bien-être de ma famille. Le bien-être de*

<sup>145</sup> Op.cit.

*ma famille est la première source qui me motive à s'engager dans l'entrepreneuriat agricole méconnu par certains gens »<sup>146</sup>*

Cependant, contrairement aux hommes, les femmes qui vivent en milieu rural ont de barrières face à l'emploi. Elles sont, comme le montre une étude de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>147</sup> les dernières à être embauchées. D'autres difficultés pour les femmes de trouver un emploi dans cette localité où culturellement et socialement elles sont reléguées à des activités domestiques et agricoles. Elles sont moins instruites, les femmes trouvent le moyen de s'insérer dans l'agriculture, première activité par excellence de la localité. Les femmes consacrent à l'agriculture à petite échelle, comme une manière de subvenir aux besoins de leurs familles et scolarisation de leurs enfants. Un témoignage d'une femme qui relate son expérience :

*« Moi je ne suis pas allée à l'école ni mon mari, nous avons décidons de nous lancer dans l'entrepreneuriat agricole un secteur considéré par certains comme l'activité des gens vivant en milieu rural. S'investir dans l'entrepreneuriat agricole nous permet d'accroître notre productivité afin d'avoir un revenu pour que nos enfants puissent « fréquenter des bonnes écoles, chose que nous n'avions pas eu l'occasion mon mari et moi. Je vous rassure mes deux enfants sont les grandes écoles à Bangui : l'un est en 4eme années d'économie à l'université de Bangui et l'autre 2eme année de licence de droit à l'Institut Walombe de Bangui. L'agriculture est la source développement d'un pays, depuis la crise politique de 2013, les ONG sont beaucoup installées dans notre ville et le prix des denrées vivrières sont hausses et l'insécurité empêche aussi la population de faire la quantité de produits agricoles. Du coup, cette situation nous motive davantage à beaucoup produire afin de concurrencer le marché local. L'entrepreneuriat agricole donc pour nous les femmes est un moyen de nous participation activement au développement de notre pays et de montrer que nous sommes capables de créer des richesses.»*

La responsabilité de devoir assurer la subsistance de son groupe familial pousse la femme à investir vers l'entrepreneuriat agricole. Ainsi, l'entrepreneuriat par nécessité est directement lié au cycle de la vie de la femme.

---

<sup>146</sup> L'entretien du terrain le 22 sept2022.

<sup>147</sup> OIT, (2004) montre que les femmes sont les dernières à être embauchées et les premières à être licenciées.

### **Trajectoires et caractéristiques socioprofessionnelles des femmes entrepreneuses dans le secteur agricole.**

Lors de nos entretiens, les femmes ont tenu, pour la majorité à relater leur parcours professionnel avant de parler de leur présente situation. Ces parcours se sont révélés assez diversifiés, donnant ainsi une idée de la multitude des raisons qui les ont conduites hors de leurs foyers respectifs. Il est apparu que les femmes qui résident à Bandoro ne sont jamais restées sans activité (en ce qui concerne les femmes qui exercent dans le secteur agricole interrogées) et que leur actuelle profession n'est en fait que la continuation d'une longue épreuve. Pour définir les caractéristiques et les profils des femmes qui se lancent et de plus en plus dans l'entrepreneuriat agricole, nous allons nous intéresser aux trajectoires individuelles et socioprofessionnelles de nos enquêtées en distinguant quelques types de trajectoires principales :

#### **III.2. Celles qui entreprennent par reconversions**

Dans ce type de catégorie, nous regroupons les anciens fonctionnaires et cadres du secteur public comme les directrices des écoles, les gestionnaires des hôpitaux, les infirmières, les enseignantes, d'autres ont vécu en Europe pendant des longues années et ont décidé finalement de revenir sur leur terre natale afin de s'investir dans le secteur agricole qui se trouve être le moteur du développement de l'Afrique. Sont par exemple des gens qui ont saisi leur opportunité au cours de ces cinq dernières années pour créer leur propre entreprise agricole à elles seules. Ces femmes se caractérisent par le fait qu'elles sont généralement âgées de plus de cinquante ans et ont un niveau de formation initiale moins élevé ; égale ou supérieur au baccalauréat, souvent des spécialités différentes. Au cours de leur longue carrière dans le secteur public, elles ont bénéficié moins de formations de haut niveau dans le domaine agricole et le réseau de relations auquel elles appartiennent ne leur permettent pas d'accroître leur productivité et de se trouver des marchés non négligeables. Ce groupe a pour but de faire de participer activement au développement socioéconomique à travers l'entrepreneuriat agricole un domaine d'activité où elles sont très actives à kaga Bandoro afin d'échapper au monde trop hiérarchisé de fonction publique, comme atteste le propos de l'une de nos enquêtées :

Mme Dokoula Marie Clarisse affirme :

*« J'ai eu la chance d'aller à l'école même si je l'ai abandonnée très tôt pour partir en Europe rejoindre mon mari qui y était déjà, et j'y ai travaillé pendant très*

*longtemps dans le domaine d'activité que j'ai fait par contrainte. Mais avant de m'envoler en Europe j'ai suivi une formation très dure auprès de mes parents parce que le travail était énorme, je devrais accompagner mes parents aux champs, où on restait toute une journée nous ne revenons que tard aux environs des 18h, au fil des temps j'ai développé une passion pour l'agriculture c'est pourquoi entreprendre dans le secteur agroalimentaire pour moi n'est pas une nécessité, mais plutôt une passion.»*

### **III.2.1. Celles qui entreprennent par contrainte**

En dépit du potentiel important que représentent des ressources du sous-sol avérées, une grande disponibilité en terres cultivables, des ressources forestières exploitables considérables, une bonne pluviométrie et un réseau hydrographique dense, la République centrafricaine est classée parmi les Etats les plus pauvres de la planète. Malgré les efforts réalisés dans le cadre des différents Programmes d'ajustements structurels pour la mise en œuvre de réformes sectorielles et structurelles, l'économie centrafricaine se caractérise par de mauvaises performances, aggravées par l'instabilité politique et des destructions et pillages à répétition. Les évènements politico-militaires intervenus depuis 1996, et en particulier les combats intervenus entre Mai 2001 et Mars 2003 et les récentes crises de 2013 ainsi que les blocages des routes ont sérieusement affecté les activités agricoles et ce qui a un impact direct sur la production et qui par la suite ont affecté les différent(tes) acteurs et/ou actrices qui exercent dans ce secteur porteur de développement. Cependant, ce sont ceux qui travaillent le sol pour subvenir aux besoins des siens qui ont payé le poids de lourds de ces problèmes. Dans ce cas, nous diront que l'entrepreneuriat agricole est considéré comme un moyen d'échapper au chômage et être stable économiquement et socialement. Ce type de reconversion n'est pas le fruit d'une opportunité d'un choix personnel (les reconvertis) mais plutôt le fait d'une contrainte.

Le manque de travail qui implique le chômage qui peut durer et qui dure jusqu'à nos jours représente cette contrainte. Durant les crises qu'ont connues les pays, on assiste à une baisse sensible de l'emploi suite à la réduction des investissements des partenaires internationaux ainsi à l'incapacité de l'Etat à assumer sa fonction régaliennne.

### **III.2.2. Celles qui entreprennent étant à l'extérieur**

Contrairement en Centrafrique plus précisément à Bando, il y'a une catégorie des personnes qu'on appelle les entrepreneures migrantes c'est-à-dire elles sont immigrées en

Europe dès leur jeune âge. Elles ont acquis une longue expérience professionnelle soit en tant que infirmières, filles des salles, hôtesses, ou ouvrières dans des usines européennes. Leur retour après les dernières crises de 2013, avec les nouvelles politiques du gouvernement et les lois du secteur agricole considéré comme une opportunité à saisir pour les femmes qui cherche une occasion pour rentrer afin de créer leur propre entreprise agroalimentaire tout en considérant leur pays comme ayant des perspectives favorables au développement. Comme c'est le cas des jeunes filles qui sont parties jeunes ayant bénéficié des aides de leurs parents installé pour un long moment en Europe en général. Dans ce dernier cas, ce sont plutôt celles et ceux-là qui sont partis très à l'étranger dans le but de poursuivre les études, et à l'obtention de leur diplôme, ont décidé de rester pour exercer un métier comme entrepreneurs, cette génération migrante encourage les membres de leur famille restés au pays afin de créer une entreprise en leur compte en incluant la responsabilité du capital nécessaire. « C'est le cas notamment d'une femme Centrafricaine travaillant en France dans le secteur Agroalimentaire et qui a apporté non seulement l'idée mais aussi l'argent indispensable à la création d'une entreprise qui fait dans la production agricole ».

Il ressort dans ce chapitre que l'entrepreneuriat féminin dans le domaine agricole est un tremplin de développement socioéconomique de la RCA. Il favorise la croissance économique, la création des emplois qui réduit le chômage des jeunes proies des leaders des groupes rebelles. L'entrepreneuriat féminin renforce la résilience des femmes en mettant la femme au cœur de reconstruction du lien social et du tissu économique fragilisé par les crises politico-militaires. Plusieurs facteurs sont avancés pour justifier la motivation des femmes à entreprendre. Parmi lesquels nous avons recueilli sur le terrain la hausse de prix des produits alimentaires, le désir de l'améliorations des conditions de vie de la famille, le désir de prouver sa capacité à créer et à gérer les activités de revenu, le choix de créer son propre emploi et d'être son propre patron, le désir de relever le défi économique, le désir d'être indépendante, le désir de participer aux dépenses familiales, le décès du père ou de l'époux avec les charges familiales élevées.

Malgré les contraintes liées à l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agricole de la localité, les femmes entrepreneures ne sont pas restées inactives, mais plutôt actives en mettant en œuvre et en perspective des mécanismes de contournement tels que le travail de groupement agricole en préparant l'alcool traditionnel qui consiste à mobiliser les hommes en vue de défricher, de débrouiller les arbres et les herbes. D'autres mécanismes sont entre et autre la préparation des nourritures en quantité consiste à son tour à inviter plusieurs individus

au champ pour des travaux de semence, de labour ou de récoltes. La technique de « temporaire<sup>148</sup> » se présente dans le cadre de l'entrepreneuriat féminin du domaine agricole comme la technique la plus utilisée et rentable. Elle offre également plusieurs opportunités d'activités en termes de temps et du travail. Notre hypothèse de départ trouve toute sa justification dans ce chapitre en ce sens que l'engouement ou la motivation des femmes entrepreneures à entreprendre vient de mettre la femme en situation d'égalité de choix, d'indépendance ou d'autonomie vis-à-vis de l'homme. L'entrepreneuriat permet à la femme de réaliser son désir de contribuer au relèvement de l'économie centrafricaine après les crises politiques. Par ailleurs, le succès de l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agricole après la crise récurrente militaro-politique en RCA en général et en particulier dans la localité de Kaga-Bandoro présente des enjeux sociaux, économiques et politiques sans précédents.

#### **IV. ENJEUX ET DEFIS DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE ET IMPLICATION DES FEMMES**

Quelle que soit la définition exacte que l'on retient pour l'entrepreneuriat agricole, il n'en reste pas moins qu'elle représente un enjeu capital en termes de développement mondial, et en particulier de la République Centrafricaine puisqu'elle concerne grosso modo la moitié de la population centrafricaine, et la plus grande partie des populations sont des femmes et vivant en milieu rural et considérées comme pauvres. Sans aucun doute que la participation de la femme au développement socioéconomique à travers l'entrepreneuriat agricole en milieu rural, plus particulièrement à kaga Bandoro constitue un créneau porteur et une alternative à la création d'emplois, aussi de dissuader les femmes qui de force en gré entre dans la rébellion. Cela permet également de lutter contre le sous-emploi dans la région et de favoriser la paix. Ces enjeux d'autant plus pertinents si l'on veut inverser la tendance du cycle des violences de guerre récurrentes que subissent la population locale en majorité les femmes qui sont victimes, constituent un frein important au développement de l'entrepreneuriat agricole en Centrafrique. Lorsqu'on aborde la question de la femme et développement, il faut rappeler le contexte évolutif de la société Centrafricaine de ces dernières années, dans lequel le rôle des jeunes, des femmes et particulièrement sur le plan social et économique s'est drastiquement transformé. Devant les inégalités d'accès à l'emploi, avec un taux d'emploi bas ; victimes des Violences Basées sur le Genre (VBG) en période de guerre, l'entrepreneuriat agricole se présente comme une solution aux problématiques liées à la participation des femmes au

---

<sup>148</sup> Le terme « temporaire » en français, mais dans le jargon centrafricain sango veut dire les gens qu'on emploie temporellement pour travailler. Ces temporaires trouvent le repos selon de degré, l'ampleur, la qualité de réalisation du travail. Ils ont été payés à 500 CFA ou 1000 CFA par jour.

développement socioéconomique. Ainsi, plusieurs politiques ont été mises en place au cours de ces dix dernières années par le gouvernement, les ONG internationales et les organisations locales dans le secteur d'agriculture en milieu rural dont les femmes sont majoritairement représentées.

Cependant, rares sont les initiatives ou politiques qui se focalisent spécifiquement sur les cas des femmes entrepreneures en milieu rural. Souvent ces initiatives ont plus cherché à rejoindre généralement les femmes, les hommes entrepreneures surtout vivant en milieu urbain. Pourtant, les femmes entrepreneures qui émergent en milieu rural Centrafricain plus spécifiquement à Kaga Bandoro constituent un potentiel de richesse et de solutions innovantes pour assurer et contribuer au développement socio-économique durable des régions rurales Centrafricaines. Cette partie cherche à mettre en évidence les défis auxquels elles sont confrontées.

#### **IV.1. L'accès aux sources de financement de l'activité entrepreneuriale agricole**

Il s'agit d'un enjeu crucial, alors que les subventions sont très limitées voire inexistantes dans les pays en développement contrairement aux pays du Nord et que l'accès au crédit par le système bancaire traditionnel reste très difficile pour les petits producteurs, notamment en raison des garanties requises. Les démarches entourant l'accès au financement et l'établissement en agriculture sont des préoccupations importantes pour la relève, tant féminine que masculine. De manière générale, le discours des femmes interviewées dans le cadre de cette étude montre qu'elles ne connaissent pas bien s'il y'a un programme d'appui financier à la relève agricole offert soit par le gouvernement ou par les institutions financières afin qu'elles puissent contracter de prêt agricole et d'en utiliser. Ce programme permet généralement d'obtenir une subvention pour acheter une parcelle ou démarrer un projet d'affaires agricole. Les sommes souvent octroyées varient selon le domaine et la nature des biens que dispose la personne. Toutefois, il semble que l'importance de la mise de fonds exigée par les institutions prêteuses rende difficile la constitution d'un capital financier nécessaire au démarrage et à la mise en œuvre des projets visant à faire évoluer une entreprise agricole. Comme nous relate une enquêtée qui souhaite garder l'anonymat :

*« Pour moi j'allais augmenter ma productivité, mais faute de ressource financière très limitée. Ce que je fais souvent pour compenser le prêt financier c'est d'entrer dans un groupe des femmes qui font le Kélémba<sup>149</sup>, cela me*

---

<sup>149</sup> Le kélémba c'est en langue sango qui veut dire tontine en français

*permet une fois percevoir d'injecter dans ce que voulait faire. Il y'a de cela quelques années, une structure est venue dans notre localité en disant qu'ils font dans le prêt agricole, l'objectif est que on leur place notre argent et en retour ils devraient nous déboursier avec intérêt. Mais malheureusement ils ont raflé l'argent des beaucoup des femmes et disparaît par la fin. Ce qui fait que, je ne m'intéresse pas au prêt bancaire ».*

En outre, les institutions financières gagneraient à développer des produits et services entièrement destinés aux femmes qui prennent en compte leurs besoins et devraient considérer au cours de leurs conceptions des aspects importants tels que la simplicité ou la fiabilité de produits, susceptibles de garantir l'utilisation fréquente de ces produits et services. La micro finance est un levier stratégique non négligeable pour nombreux organismes financiers et bancaires qui ciblent les femmes qui font dans le secteur agricole. Et si, auparavant, ou elles entreprenaient par nécessité, dans le contexte actuel de la République Centrafricaine elles sont de plus en plus nombreuses à vouloir entreprendre par envie et par choix. Toutefois, il faut la conception de services financiers aux femmes devrait s'accompagner de programmes d'éducation financière qui permettront aux entrepreneures de développer des compétences et comportements financiers appropriés. De plus, les femmes sont nombreuses à ne pas détenir un compte bancaire au profit d'une épargne personnelle : leur taux de bancarisation est ainsi très loin derrière celui des hommes.

#### **IV.2. Défis auxquels les femmes entrepreneures font face dans le secteur agricole à kaga Bandoro**

Il ne s'agit pas dans cette partie d'une analyse différenciée selon les sexes qui mettrait en lumière les points de convergence et de divergence entre les membres féminins et masculins de la relève agricole. Il s'agit plutôt d'une démarche visant à mieux comprendre les éléments qui infléchissent le parcours de la relève agricole féminine, notamment sur le plan des rapports entre les femmes et les hommes et des obstacles qui ont historiquement entravé l'accès des femmes à des métiers à prédominance masculine comme l'agriculture.

Malgré son rôle important, le développement de l'entrepreneuriat des femmes en milieu rural Centrafricain, spécifiquement à kaga Bandoro reste confronté à plusieurs défis qui impact considérablement son développement :

- Les droits d'accès limités des femmes au service de l'entrepreneuriat ;
- Le manque de ressources-conseils pour leur accompagnement ;

- L'accès difficile au crédit ;
- L'insuffisance de système de réseautage ;
- Le manque de formation technique en gestion de Petites et Moyennes en Entreprises(PME) ;
- La faible implication des autorités locales et gouvernementales et l'insuffisance d'outils et d'approches en renforcement de capacité entrepreneuriales adaptés aux réalités et aux besoins des femmes entrepreneures.

Ces défis sont encore plus marqués pour les femmes entrepreneures en milieu rural, et l'on constate un déficit important des ressources de bases pour stimuler le développement entrepreneurial et favoriser leurs droits aux services sociaux de bases et de proximité. En effet, dans certaines zones rurales de la Centrafrique, certaines normes socioculturelles sont défavorables et discriminatoires à l'égard des femmes qui veulent entreprendre et à leur réussite.

### **IV.3. Les représentations traditionnelles des rôles**

L'empreinte du modèle agricole développé sur le territoire au cours du 19e siècle induit, encore à ce jour, des attentes à l'égard des rôles et des comportements qui sont modulés selon le sexe. Le discours des femmes interviewées atteste du fait qu'elles font parfois face à des défis liés aux représentations traditionnelles du métier en agriculture. Cette situation les amène à s'engager dans un processus d'acquisition de légitimité qui se déroule dans le temps. Ce processus requiert l'adoption de règles implicites au regard d'un code de conduite auquel sont associés des attitudes, des compétences et des comportements spécifiques. Le masculin constitue souvent le référent ou le critère de confiance en agriculture. Néanmoins, la présence et l'activité des femmes dans divers espaces publics agricoles (vente des légumes, participation au foire hebdomadaire, instances des associations féminines, groupements leaders communauté ou femmes d'affaires) semblent remettre en question les attentes qu'ont leurs pairs à leur endroit, contribuant ainsi à transformer progressivement les mentalités.

### **IV.4. La nécessité de faire sa place dans le domaine l'entrepreneuriat agricole**

Les travaux de Rieu et Dahache en France ont montré que les femmes qui s'établissent en solo développent une identité professionnelle différente de ceux de l'agriculteur et de celle de « femme ou de conjointe d'agriculteur ». Cette identité ne semble pas s'acquérir par le seul fait de pratiquer l'agriculture. Pour les femmes, la reconnaissance du statut d'agricultrice

autonome est tributaire d'actions précises. Le récit de plusieurs d'entre elles évoque l'idée qu'elles sont appelées à faire leur place et à asseoir leur légitimité. Ainsi, certaines femmes que nous avons interviewées racontent avoir dû démontrer leurs capacités par la maîtrise de certaines compétences et l'adoption de certaines attitudes. Le fardeau de la preuve, concept juridique obligeant à prouver l'existence de ce qui est avancé devant les tribunaux, paraît ici adéquat pour rendre compte du parcours effectué pour être reconnues<sup>150</sup>. Ce passage est évoqué en termes de temporalité et de règles de conduite qui ont été progressivement intériorisées et suivies.

#### **IV.5. Le fardeau de la preuve : prouver ses capacités et comprendre les règles du jeu**

Un bon nombre des femmes établies en agriculture conventionnelle emploient des expressions telles que « à cette heure », « un coup que », « au début », « à un moment donné » qui renvoient à un laps de temps s'étant écoulé depuis leur établissement en agriculture. Ce faisant, elles soulignent percevoir un écart d'attitudes et de comportements dans le temps qui joue en faveur de leur reconnaissance d'agricultrice autonome auprès de différentes personnes du milieu agricole.

Concrètement, cette observation soulève deux constats. D'une part, le laps de temps dans le contexte des femmes de la localité à laquelle nous avons enquêté, le temps leur permet de prouver leurs capacités auprès de leurs pairs ; d'autre part, il fournit aux pairs l'occasion de se faire à l'idée de la présence de femmes dans le rôle de cheffes de la production agricole et, par conséquent, de revoir certains de leur a priori. La bonne nouvelle est que cet intervalle, qui apparaît ici comme une période tampon fournie aux personnes résistantes à des changements de rôles et de rapports entre les femmes et les hommes, contribue à changer progressivement les mentalités. En effet, il favorise une prise de contact avec des réalités qui apparaissent nouvelles, voire surprenantes, aux yeux de certaines personnes en ce qui a trait à leurs représentations du monde agricole, et qui semble se traduire par un changement d'attitude :

*« Pendant la crise qui a récemment secoué notre pays, mon mari ne pouvait se rendre au travail afin de pouvoir subvenir aux besoins de la famille parce que les milices cherchent les hommes valident afin de rejoindre leur groupe. Ce qui fait qu'il est devenu inactif, je suis obligé d'assumer toute la responsabilité. Je dois dans ce cas figure déployer des efforts pour accroître ma productivité aux champs, une tâche*

---

<sup>150</sup> Cette publication a été produite par le Conseil du statut de la femme. Elle est disponible à l'adresse suivante : <https://www.csf.gouv.qc.ca/publications>

*d'ailleurs qui n'est pas facile. Aujourd'hui cette belle expérience m'a permis de me réaffirmer sur tout le plan »*

*(Propos d'une femme qui souhaite garder l'anonymat.)*

Si le fardeau de la preuve exige du temps, il nécessite en outre pour les femmes entrepreneures l'adoption de règles de conduite implicites, particulièrement pour celles qui œuvrent en production conventionnelle. Ces règles normatives sont décrites comme des attitudes et des pratiques à endosser, calquées sur un modèle masculin, et auxquelles les femmes se réfèrent par les expressions « *il faut/il ne faut pas* ». Ainsi, plusieurs d'entre elles évoquent le fait d'être contraintes, à certains moments, de contenir leurs émotions et à d'autres, de les afficher. Les sentiments à taire ont souvent trait à la fougue, la sensibilité, la colère, la peur (associés généralement au féminin) et ceux qui sont valorisés renvoient à des caractéristiques comme le dynamisme, la force, la solidité (associées généralement au masculin).

Certaines d'entre elles, raconte comment elle estime devoir se comporter avec des gens qui partent souvent travailler dans ses champs, un milieu où les hommes détiennent, souligne-t-elle, majoritairement des sols cultivables :

*« C'est lorsque j'emploie des hommes pour venir travailler dans mon champ qu'ils reconnaissent ma capacité en tant que femme. Certains d'entre eux souvent en privé me confie que : à vrai dire ce que tu réalises dépasse largement ce qu'un homme peut faire dans cette localité. C'est pourquoi certains d'entre eux m'affecte le surnom de Wali-Koli »<sup>151</sup>*

---

<sup>151</sup> Wali-Koli en langue locale veut dire littéralement homme-femme.

## CHAPITRE IV : STRATEGIES ET CONTRAINTES DE L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES DANS LES ACTIVITES AGRICOLES A KAGA BANDORO

Les entreprises agricoles jouent un grand rôle dans la sécurité alimentaire dans le monde. La terre agricole, le marché et la main d'œuvre sont quelques éléments indispensables pour le développement agricole.<sup>152</sup> Le développement d'une nation par l'accroissement de la production et le rendement de l'activité agricole.<sup>153</sup> Cette dernière est conditionnée par plusieurs paramètres à savoir les facteurs climatiques et pédologiques d'une part, les facteurs techniques de culture, les facteurs de distribution et pour finir les facteurs sécuritaires d'autres part.<sup>154</sup>

L'agriculture est l'un des secteurs vitaux de l'économie Centrafricaine. Elle contribue pour près de 60% à la constitution du Produit Intérieur Brut(PIB) et parvient à satisfaire les besoins alimentaires de la population du pays. La RCA dispose d'assez de terres cultivables pour accroître sa production agricole. En outre, l'exploitation de ces ressources par les femmes qui entreprennent dans ce secteur est confrontée à des contraintes matérielles et financières impactant les rendements des cultures.<sup>155</sup> La disponibilité des semences de qualités constitue, elle aussi, une contrainte à l'intensification durable de la production végétale.<sup>156</sup> La sous-préfecture de Kaga Bandoro est peuplée majoritairement d'une population agricole. L'agriculture de subsistance demeure la base de son économie. La production agricole mérite donc un soutien technique et financier. Vu les nombreuses opportunités dont dispose cette localité pour le développement de l'entrepreneuriat agricole, le présent chapitre va essayer dans un premier temps ressortir les contraintes que les femmes rencontrent dans le processus développement de l'entrepreneuriat agricole et ensuite analyser les principales stratégies qu'elles développent afin de contourner ce blocage les empêchant de

<sup>152</sup> Goudjon C., 2010 : Caractérisation et analyse des coûts de formation des dispositifs de formation agricole et rurale implantés sur le plateau d'Allada. Thèse d'ingénieur à l'université de Toulouse 1 CAPITOLE, France, 121 p.

<sup>153</sup> Kouhondji N., MENSAH G. A., 2011 : Maitrise de l'eau agricole : une question multidimensionnelle à sô-ava (Bénin, Afrique de l'ouest). In « climat et développement ». No 12, pp. 50-63.

<sup>154</sup> Towou F., 2007 : Contraintes climatiques et activités agricoles en pays Tchi. Mémoire de maîtrise de géographie, DGAT/FLASH/UAC, p.77.

<sup>155</sup> Oγουwalé E., 2002 : Stratégie endogène de financement de gestion du développement local dans l'arrondissement de Kilibo. Mémoire de maîtrise professionnel de géographie, UAC/FLASH/DGAT, p.87.

<sup>156</sup> Enoch G., Houdégbé A., Glèlè M. et Nono-Womdim R., 2013 : Analyse du système de production et de distribution des semences de maïs (*Zea mays L.*), p. 12.

s'émanciper dans ce secteur dont elles sont les principales main d'œuvre et qui regroupe plusieurs acteurs en jeu.

## **I. FONCTIONNEMENT ET CONTRAINTE DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE.**

Dans cette section du dernier chapitre, nous évoquerons quelques et les contraintes liées à la production, au financement, à la conservation, au transport et à la commercialisation des produits agricoles dans le secteur de l'entrepreneuriat agricole.

### **I.1. Formes de la main d'œuvre et ses contraintes relatives à la production agricole à Kaga Bandoro.**

Nous présenterons dans cette partie les différentes formes de main-d'œuvre et leurs contraintes.

#### **I.2. Formes de main-d'œuvre agricole à Kaga Bandoro**

La main d'œuvre est l'un des facteurs déterminants pour la production agricole. Dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro, trois types de main de d'œuvre sont utilisées par les femmes entrepreneures : la main d'œuvre familiale, l'aide mutuelle et la main-d'œuvre salariale. De toutes ces formes, seule la main d'œuvre familiale n'est pas directement compensée (rémunérée ou en nature). Ceci est lié au fait que l'ouvrier travaille pour un parent proche (père, mère, tante, oncle ou autre). La description de ces formes de main-d'œuvre fait ressortir des contraintes.

#### **I.3. Contraintes à l'entrepreneuriat agricole dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro**

Dans cette partie, sont développés les contraintes relatives à la main-d'œuvre, les contraintes de crédit agricole, l'insuffisance du personnel d'encadrement technique, les contraintes foncières.

#### **I.4. Contraintes relatives à la main-d'œuvre agricole**

L'appauvrissement des sols amenait les producteurs à emblaver une grande superficie des cultures pour compenser la baisse de productivité ; ce qui demandait plus de main-d'œuvre. La demande en main-d'œuvre était plus importante dans les périodes de préparation de sol, d'entretien des cultures et de récolte. Cette forte demande entraînait une augmentation du coût. Par exemple, pour le labour d'un carré (un carré = 400 m<sup>2</sup> d'après la mesure locale), le prix variait entre 1000 F et 1500 F selon l'état d'enherbement du champ, la culture et la

saison. Ce qui revenait à 37500 à 50000 F par hectare (non compris les repas). Ce montant était élevé au regard du pouvoir d'achat des producteurs. Dans ces conditions, la main-d'œuvre familiale se trouvait fortement sollicitée dans les ménages. Mais, compte tenu du fait que le nombre d'actifs agricoles au niveau des ménages était limité, les enfants de moins de 10 ans étaient sollicités. Parfois, les ménages étaient contraints de réduire les superficies au strict minimum. Il arrivait que le producteur disposât de moyens financiers, mais ne trouvait pas d'ouvriers. Pour une interviewée qui nous confirme lors de notre entretien avec elle :

*« Pour moi, je réquisitionne tous mes enfants qui sont à l'âge de travailler de nous rendre au champs afin de minimiser le coût de la main d'œuvre que je pouvais payer. Mon mari et moi, nous organisons en telle sorte que nos enfants participent activement à la main d'œuvre agricole. En retour nous leur cédon une parcelle de terre en terme de l'héritage ».*

### **I.5. Contraintes relatives au crédit agricole**

Dans les villages enquêtés, la contrainte de crédit était une préoccupation majeure des femmes qui entreprennent dans le domaine agricole. A peine 5 % environ des populations enquêtées bénéficiaient des crédits agricoles, et ces aides sont souvent les ONG qui internationales qui leurs fournissent des semences et intrants mais parfois au période où nous ne pouvons en utiliser. Soixante-dix (70 %) des autres affirmaient qu'ils n'avaient pas accès au crédit agricoles. Ceci serait dû à leur méconnaissance des mécanismes d'obtention de crédit agricole ou parfois au quasi inexistence de structure en charge de crédit agricole. Des conditions contraignantes leur étaient posées. Il s'agissait essentiellement des gages et de la mise en association formelle. Ces conditions constituaient un frein à l'entrepreneuriat agricole. Une interviewée nous dit ceci :

*« A une certaine époque, on nous a parlé d'une banque agricole qui s'appelait « Crédit Yaka ». Mais depuis qu'ils sont venus nous en parler et jusque-là il n'y a aucune structure en charge de prêt agricole afin d'accompagner les jeunes femmes qui s'engagent dans l'entrepreneuriat agricole. Moi personnellement c'est depuis de 30 ans que j'exerce dans l'agriculture, mais je n'ai reçu aucun crédit venant d'une quelconque. Mais contre il y'a de temps les ONG qui nous distribue souvent les semences (les tiges de manioc, les arachides etc.), mais malheureusement ils distribuent ces semences là au moment où la période de semence termine ».*

## **I.6. Insuffisance du personnel d'encadrement technique en matière d'entrepreneuriat agricole.**

L'insuffisance numérique des encadreurs était palpable. Dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro, il y avait quatre (06) agents techniques et cinq spécialistes. Ces chiffres étaient très faibles au regard du nombre de producteurs agricoles dans la localité, soit 913 ménages agricoles pour un encadreur. Les agents étaient surchargés. Cette situation expliquait le plus souvent les mauvais résultats agronomiques enregistrés par certains paysans qui n'avaient pas été suffisamment encadrés. L'entrepreneuriat agricole prenait donc un coût.

## **I.7. Les contraintes d'accès au foncier pour les femmes entrepreneures**

L'accès à la ressource terre constituait une contrainte majeure au développement et à l'épanouissement des activités agricoles des femmes.<sup>157</sup> Les populations agricoles étaient confrontées à la forte pression démographique,<sup>158</sup> parce que avec la récente crise, certaine population des villages environnants sont trouvées refuges dans la localité. Ce qui fait que, la terre devient de plus en plus ruée. Le mode de transmission des terres par héritage a conduit à l'émiettement des champs. Ainsi, très souvent les petits héritiers issus des familles à dotation foncière limitée étaient amenés à vendre leurs terres. Ceci contribuait à la thésaurisation des terres par les riches, et accentuait la différenciation sociale. La plupart des contraintes pouvaient s'énumérer comme : contestation de propriété de vente sur les limites d'une parcelle, vente des terres, conflit entre le bailleur de terre et le métayer, émiettement des terres, augmentation de la population. L'accroissement démographique avait entraîné une forte pression foncière. Ce qui avait émietté les terres et freiné des initiatives sur de grandes étendues.

Qui plus est, l'accès au statut de propriétaire n'est pas nécessairement garant d'un pouvoir réel<sup>159</sup>. Des rapports sociaux et des logiques de fonctionnement institutionnelles teintés de représentations stéréotypées quant aux rôles qui devraient être dévolus aux femmes et aux hommes ont donné lieu à différentes formes de résistance à l'égard de l'établissement des femmes en agriculture, et ce, tant dans la sphère privée que dans le milieu agricole (Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière, 2010).<sup>160</sup> Dans le couple, la

<sup>157</sup> Dossou C., L'insécurité foncière : entrave des investissements dans l'agriculture au Bénin, Rapport, Cotonou, 2012, p. 61

<sup>158</sup> ICASSES, Résultats provisoires du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH), 2013.

<sup>159</sup> Ibid.

<sup>160</sup> Dagenais et al. 1988; Dion, 1983; Simard et St-Cyr, 1990.

participation des femmes aux décisions relatives à l'entreprise et le partage des avoirs suscitent de la méfiance chez des conjoints comme le souligne une enquêtée :

*« On ne s'entend toujours pas avec mon mari si on est associé dans l'exploitations agricoles. Je m'investis beaucoup plus dans la production, mais au moment de la récolte, puis de la commercialisation il s'oppose en tant gestionnaire financier de la récolte. Ce qui fait que, le partage est toujours inégal. Lorsque je me dissocie de lui, pour travailler à mon propre compte, il se pose un problème d'accès à la terre. Parce que la terre, est source d'héritage et plus souvent légué par des hommes. »*

### **I.8. La contrainte liée à la conciliation travail et vie familiale**

L'expérience des participantes met en évidence le fait qu'elles ont dû surmonter des défis liés à la persistance de représentations à l'égard des rôles dévolus traditionnellement aux hommes et aux femmes dans l'espace agricole, particulièrement en ce qui a trait à l'articulation du travail et de la famille. Une majorité de nos enquêtées disent vouloir moduler leurs horaires de travail de manière à pouvoir articuler la double vie qu'elles mènent. Si celles qui envisagent de devenir mères appréhendent cette étape de leur vie, celles qui ont des enfants travaillent fort pour réussir la conciliation de leurs activités professionnelles et familiale.

La responsabilité et la conciliation l'activité agricole et famille semble ralentir l'implication économique et sociale de plusieurs de nos enquêtées intéressées par des engagements de cette nature. Dans ce contexte, il paraît utile de travailler à mettre en place, dans les organisations, des mesures facilitant l'articulation de leur activité agricole et la vie de la famille. À ce sujet, le document intitulé Guide pour une gouvernance paritaire: pour des C.A. égalitaires offre aux organisations l'occasion de se familiariser avec divers moyens pour mettre en œuvre la parité<sup>161</sup>. Le guide propose des stratégies et des outils concrets visant l'introduction de mesures au sein des instances, notamment par l'adoption de modalités flexibles en matière d'articulation travail-famille. Il y est notamment suggéré de rembourser les frais de garde, de stationnement et de déplacement. De même, le coffre à outils composé par les Agricultrices du Québec<sup>162</sup> pour soutenir les fédérations régionales et de spécialités dans la participation des femmes aux instances pourrait être mis à profit, puisqu'il comporte

<sup>161</sup> David Demers Bouffard, Marie-Eve Ross et Emile Tremblay, 2016, Guide pour une gouvernance paritaire : pour des C.A. égalitaire, Québec, regroupement des groupes de femmes de la capitales-Nationale, p.20.

<sup>162</sup> Agricultrices du Québec, page consultée en ligne le 22 Février 2023 à Yaoundé.

plusieurs documents faisant état de bonnes pratiques pour recruter des candidates et favoriser la conciliation de leur implication avec leurs activités familiales et professionnelles.

Dans la présente étude, les pères sont peu nombreux à relever le défi des responsabilités parentales sans la présence de la mère. Pourtant, l'implication des pères est fondamentale pour l'avancement de l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons fait ressortir dans cette étude le fait que les femmes interrogées sont appelées à jongler quotidiennement avec les responsabilités découlant de leur double rôle d'entrepreneure agricole et de mère. Si cette négociation des rôles est valable pour l'ensemble des entrepreneures dans le secteur agricole<sup>163</sup>, elle se pose singulièrement pour les agricultrices en raison d'éléments propres à ce secteur. Le caractère saisonnier et variable de la production agricole, la difficulté de déléguer certaines tâches nécessitant des connaissances pointues, la bonne santé physique requise pour pratiquer le métier, la disponibilité de la main-d'œuvre sont des sources de préoccupation marquées pour les femmes interrogées.

Nous notons que certaines de ces femmes nous confie que, avant on s'associait avec nos maris dans la gestion de nos activités agricoles. Mais arrivé à un moment des récoltes ils nous excluent, et on en sort souvent quasiment presque rien. Comme confirme une enquêtée du nom de GOTOUA Félicité gracia :

*« Moi par exemple je n'ai pas assez de difficulté à concilier ma vie de famille et les activités que je mène parallèlement. Mon mari et nous organisons en sorte qu'il s'occupe de nos enfants s'il s'avère que je suis pris par l'activité agricole, parce que nous cultivons un champ sur plusieurs hectares et nous recrutons les mains d'œuvre pour travailler il est donc important pour moi de surveiller ces activités au plus près »*

*(GOTOUA Félicité gracia)*

Mais ces réalités semblent peser sur les épaules de certaines des femmes interrogées à partir du moment où certaines sont mères de plusieurs enfants, et d'autres qui envisagent de devenir mères. Les risques liés au travail agricole, pendant qu'elles ne sont pas à la maison et celles qui attendent un enfant, la planification des activités agricoles, la responsabilité en tant qu'épouse et mère, sont autant de préoccupations qu'elles portent. Elles se disent préoccupées par

---

<sup>163</sup> Croce, Francesca Sophie Brière et Maripier Tremblay, 2016, *Entrepreneuriat féminin autochtone : portrait des obstacles, des facteurs facilitants et des mesures de soutien spécifiques* ; Québec, conseil du statut de la femme, p.46. Consulté en ligne le 26/09/2023 à Yaoundé à 00h26mn [https://www.csf.goiv.qc.ca/wp-content/uploads/entrepreneuriat\\_autochtone\\_web](https://www.csf.goiv.qc.ca/wp-content/uploads/entrepreneuriat_autochtone_web)

le nombre d'enfants qu'elles ont au regard du caractère spécifique de l'activité agricole. D'où la tendance fréquente d'avoir une bonne planification familiale.

## **II. STRATEGIES DE CONSTRUCTION DE L'AUTONOMIE AGRICOLES DES FEMMES**

Les stratégies renvoient aux moyens et aux méthodes de mobilisation et de savoir-faire mis sur pied pour atteindre un objectif précis. Les stratégies développées par les femmes, mettent en lumière un ensemble de techniques, de pratiques et de l'harmonisation réunies pour un but commun à travers une individuelle soit collective en vue d'améliorer la qualité de la production agricole. Les femmes interrogées dans le cadre de cette recherche procèdent à la constitution d'un capital social, des regroupements en GIC (Groupement d'Initiatives Communes) et coopératives.

### **II.1. La constitution du capital social**

Le capital social est l'outil de production d'une entreprise. Il constitue l'ensemble des ressources financières, matérielles, humaines, sociales, et culturelles nécessaires pour la création, le fonctionnement, le positionnement et à la pérennité de l'entreprise agricole.<sup>164</sup> Compte tenu de ces paramètres, il est intéressant de s'interroger sur les procédés à partir desquels ces femmes parviennent à initier des tontines, des associations pour constituer le capital social et par là, la réalisation de leurs entreprises agricoles. La tontine est une forme traditionnelle et formelle ou informelle d'association entre groupe d'individus qui s'établie généralement sur la base de la filiation, du voisinage ou de la classe d'âge. Elle a pour but : « *le développement d'un esprit communautaire, l'échange autour des travaux à entreprendre et les cotisations à verser* »<sup>165</sup> pour satisfaire non seulement, leurs intérêts personnels ; mais aussi ceux du groupe tout entier. La tontine n'est pas nouvelle à la RCA appelé plus couramment en langue locale (Kélemba), plus particulièrement à Kaga Bandoro, remonte à la période précoloniale. Elle joue un rôle majeur dans la résolution des difficultés essentielles que les femmes rencontrent dans la dynamique de la production agricole. Dans la zone rurale de Kaga Bandoro, la pratique de la tontine (kélémba) est ancrée dans les habitudes des populations en général et des femmes qui exercent dans l'agriculture en particulier. Les hommes s'y intéressent moins que les femmes et les sanctions qui s'y dégagent sont relatives à des peines de pénalités et à des exclusions au sein du groupe. Les femmes interrogées sont

---

<sup>164</sup> Côté, Louis, 2002, « Le capital social dans les régions québécoises » in Recherches, 2002.

<sup>165</sup> Lecoq, R., 1998, les Bamilékés : une civilisation africaine, Paris, Présence africaine, p.43.

impliquées dans trois formes de tontine : les tontines en argent, les tontines en nature, et les tontines mixtes.

**Tableau 7** : formes tontines agricoles dans la zone de Kaga Bandoro

N°	Formes de tontines	Exemple	Femmes impliquées	
1	Tontines en argent	kélémba	12	L'argent comme élément de tontine
2	Tontine en nature	dynamiques	41	Des cotisations en matériels ou des modes de travail en rotation dans les champs des membres
3	Tontine mixte	Gouba	04	Activité de sarclage
<b>Total</b>			55	

*Source* : construit à partir des données de terrain

Dans le tableau ci-dessus, 12 femmes sont impliquées dans les tontines en argent qui sont des formes des tontines dont l'argent est le seul objet de cotisation. Il y'a des cotisations qui se font chaque jour, une ou deux fois par semaine ; deux fois par mois ou même une fois par mois. Environ 90% à 95% des femmes respectivement à Kaga Bandoro, ont un fort attachement à la pratique de la tontine. Comme souligne une femme que nous avons interviewée à Kaga Bandoro elle dit :

*« Moi c'est grâce à la tontine que je fais que mensuellement que l'argent me permet d'injecter dans ma production agricole. De temps plus que je n'ai pas une subvention quelconque de l'État ni des ONG, la pratique de tontine m'aide énormément ».*<sup>166</sup>

L'argent qu'elles « emportent », leur permet le plus souvent de louer les espaces cultivables, de payer les intrants agricoles (engrais, semences, matériaux de travail etc.), afin d'améliorer en quantité et en qualité leurs productions. Aussi, 41 sont impliquées dans les tontines en nature qui sont formes de cotisations dans lesquelles le matériel intervient au lieu

<sup>166</sup> Par souci de confidentialité l'enquêtée souhaite garder l'anonymat

de l'argent. Ce sont parfois des cotisations des produits agricoles. Le membre qui en bénéficie commercialise ces produits et investit les revenus dans un projet agricole quelconque. Ce projet est surveillé et évalué par les membres de la tontine. Cette forme est aussi la rotation du travail dans les champs des différents membres. Une autre nous confirme sous anonymat en disant que :

*« Nous pouvons travailler dans mon champ et demain nous travaillons dans le champ d'un autre membre ainsi de suite. C'est une forme de tontine agricole qui permet de capitaliser la force de travail et de pouvoir économiser dans un contexte où la main d'œuvre est souvent élevée. La personne qui reçoit les membres de tontines afin de travailler dans son champ prépare à manger pour tous les membres ».*

Les tontines mixtes sont aussi les plus courues, elles bénéficient d'une adhésion moins massive des femmes interrogées (04 femmes). Elles cotisent en même temps de l'argent et quelques biens en nature. Elles permettent à ces dernières, non seulement d'agrandir leurs activités mais aussi de ravitailler les marchés et d'enrichir leurs greniers familiaux.

## **II.2. Regroupement : Création des GIC (Groupes d'Initiatives Communes) et Coopératives.**

A la différence des associations villageoises non légalisées (les tontines), un GIC en milieu rural est une Organisation Paysannes(OP) légalisée et organisée qui vise à faciliter à ses membres (agricultrices ou éleveurs), l'exercice de leurs activités, notamment la mise à disposition d'intrants agricoles et pastoraux au profit des membres. Il a aussi pour objectif la collecte et la mise sur le marché des produits issus des exploitations de ses membres, la promotion de l'esprit d'entraide et d'assistance entre les membres ; il est enfin d'une importance en ceci qu'il permet de faciliter la recherche et l'obtention des sources de financements pour les activités de ses membres et du groupe ; d'acquérir des formations agricoles et pastorales à travers les séminaires organisés par les services d'agriculture d'arrondissements qui jouent le rôle de vulgarisation comme nous informe cette informante :

*« Nous sommes un groupe de 20 personnes dont neuf (09) hommes et onze (11) femmes du groupe GIC « KOUA TI YAKA » à Kaga Bandoro, nous faisons dans toute sorte de la culture mais beaucoup plus la culture de maïs, de manioc,*

*de l'arachide et un peu de riz et dont su plusieurs hectares de surfaces. Ce qu'on fait c'est cotiser de l'argent louer des espaces pour celles qui n'en ont pas sur lesquels on travaille pour avoir de l'argent. Nous quittons la ville pour aller dans les zones rurales avec l'argent pour louer les terres sur lesquelles on pourra réaliser notre culture que ce soit sur les collines, soit en forêt et même dans les maraichages qui se font en saison sèche à partir du mois d'Octobre jusqu'en Avril avec l'arrivée des pluies, on arrête avec les maraichages pour continuer avec la culture du (maïs, arachides, haricot,,) qui dure cinq(5) mois environs pour récolter on s'organise pour aller vendre dans les différents marchés hebdomadaires, au vivre frais de Kaga Bandoro et parfois quand la production est assez abondante, on est en contact avec les partenaires qui nous tissons des relations du réseau avoir les prix des marchandises au niveau de la capitale Bangui, et les villes environnantes. »*

Le constat ici est que les GIC sont les prolongements des associations de tontines. C'est dans ce contexte que les activités qui s'y déroulent tournent également autour des cotisations hebdomadaires et mensuelles entre les membres. Le tableau suivant permet de répartir les femmes interrogées dans le trois grands GICS identifiés.

**Tableau N°8 : implication des femmes interrogées dans les GICS**

N°	GICS	Total des Femmes	Implications des Femmes interrogées
1	Mamboko na Mamboko	60	13
2	KWA TI YAKA	100	20
3	YAKA NA NDOUZOU	90	30
	<b>Total</b>	<b>150</b>	<b>63</b>

*Source : construit à partir des données de terrain*

Dans ce tableau, toutes les femmes sont impliquées dans des GICS. Cette forte implication traduit leur volonté à contourner les difficultés qu'elles ont à pouvoir d'organiser, le but étant de renforcer leurs capacités en terme financier et matériel dans l'acquisition des

surfaces cultivables et dans l'achat des intrants et semences. Des 63 entrepreneures interrogées, 40 se regroupent en GICS et les 20 autres en communautés voire intermédiaires. Cependant, elles restent attachées dans leurs habitudes et engagements de travail. Elles maintiennent en outre les contacts de leurs fournisseurs d'espaces et mêmes des produits à livrés dans d'autres régions. Leurs actions de bénévolats, leurs soutiens matériels, financiers et physiques, leurs entraides mutuelles (...), constituent des modes d'organisations dans la construction de leur autonomie agricole afin de ne plus être futures éternelles « *demandeuses* » ou « *des quemandeuses* ». Par exemple, à travers les GIC agricoles, la main d'œuvre et la force de travail s'agrandissent d'avantage, ce qui fait qu'on assiste à des productions massives et diversifiées qui fructifient leurs entreprises agricoles. Outre, ces GIC qui constituent un préalable à leurs pratiques agricoles à Kaga Bandoro, l'organisation en communauté constitue aussi un pilier important dans la construction de leur autonomie.

### **II.3. Création des champs communautaires**

Les champs communautaires constituent l'une des réalisations concrètes des associations des femmes, paysannes. C'est en fait une des stratégies de ces femmes, qui consiste à former de petits groupes d'environ 10 à 20 personnes pour entreprendre des grandes réalisations agricoles. Ces attitudes sont assez fréquentes à Kaga Bandoro et ne se passent pas seulement entre les femmes d'une même association ou d'un même GIC. Quatre ou cinq voisines du même quartier, ou des femmes qui ont des champs voisins constituent généralement aussi des petits groupes pour unir leur force de travail. Pour se faire, elles vont tour à tour dans le champ de chacune d'elles pour travailler ensemble pendant une certaine heure et à une intensité déterminée.

Cette initiative est motivée par le souci de quitter la petite production afin d'accroître productivité et lutter contre la pauvreté ambiante qui affecte souvent le milieu tant fragilisé par la guerre. A partir de cette réalité, les femmes développent le souci de faire grandes productions ; mais, restent limitées par les moyens pour se payer la main d'œuvre. Elles sont donc obligées de constituer dans une organisation féminine qui s'appelle OFCA (Union d'un groupe de femme pour associer leurs forces de travail) pour maximiser leurs cultures et leurs productions. Cette innovation des femmes est d'ailleurs observée à Kaga Bandoro dans un champ étendu sur plusieurs hectares de productions de maïs, de manioc, arachide où la majorité des tâches manuelles sont effectuées par les groupes de paysannes. Ainsi, lors des récoltes du maïs et de l'arachide dans ce champ, on y retrouve chaque jour trois équipes de

paysannes constituées de 15 personnes par équipe. Parallèlement, ces femmes se réunissent souvent au sein de leurs associations pour lancer les compagnes des feuilles d'haricots, de la tomate, du gombo, des feuilles de manioc. Elles choisissent les produits à cultiver en fonction de la demande sur le marché. Alors, les champs communautaires, constituent un des modes d'organisation pour construire leur autonomie agricole.<sup>167</sup>

#### II.4. Création des champs intermédiaires

Les champs intermédiaires sont les champs que les hommes ont achetés, ou sont succédés soit par héritages ou dont les grands parents, de la famille et même des connaissances qu'ils mettent à la disposition de leurs épouses comme leur capital (fonds de commerce) où elles pourront exploiter, avoir de l'argent pour résoudre un certain nombre de problèmes qu'elles vont faire face au quotidien. Une femme interviewée confie ceci :

*« Je suis autonome grâce à mon mari, depuis 30 de mariage je travaille dans les champs de mon mari sur les terres qu'il a hérité de la famille parce qu'il est successeur, et sur ce que lui-même a acheté et m'a demandé d'exploiter pour réaliser mes projets pourtant à côté il y avait d'autres activités comme la couture, le marché, l'élevage, etc. après on a causé j'ai compris qu'il fallait que je fasse vraiment quelque chose parce que tout ce que je veux je ne suis pas sûre qu'il va me donner, du coup j'ai commencé à travailler moi-même petit à petit chose qui n'était pas facile pour moi au début. Lui tant qu'époux et cultivateur aussi m'a aidé à acheter les intrants agricoles (engrais, semences, et matériel de travail) pour m'encourager. C'est à partir de ce moment que j'ai commencé à réfléchir que les champs peuvent nous produire beaucoup de richesse et je dois vraiment prendre en compte, j'ai donc décidé de m'investir à fond dans l'agriculture et la considérer comme un métier qui donne aussi bien de l'argent en emploi et aussi pour réduire le chômage (la main d'œuvre) ».*

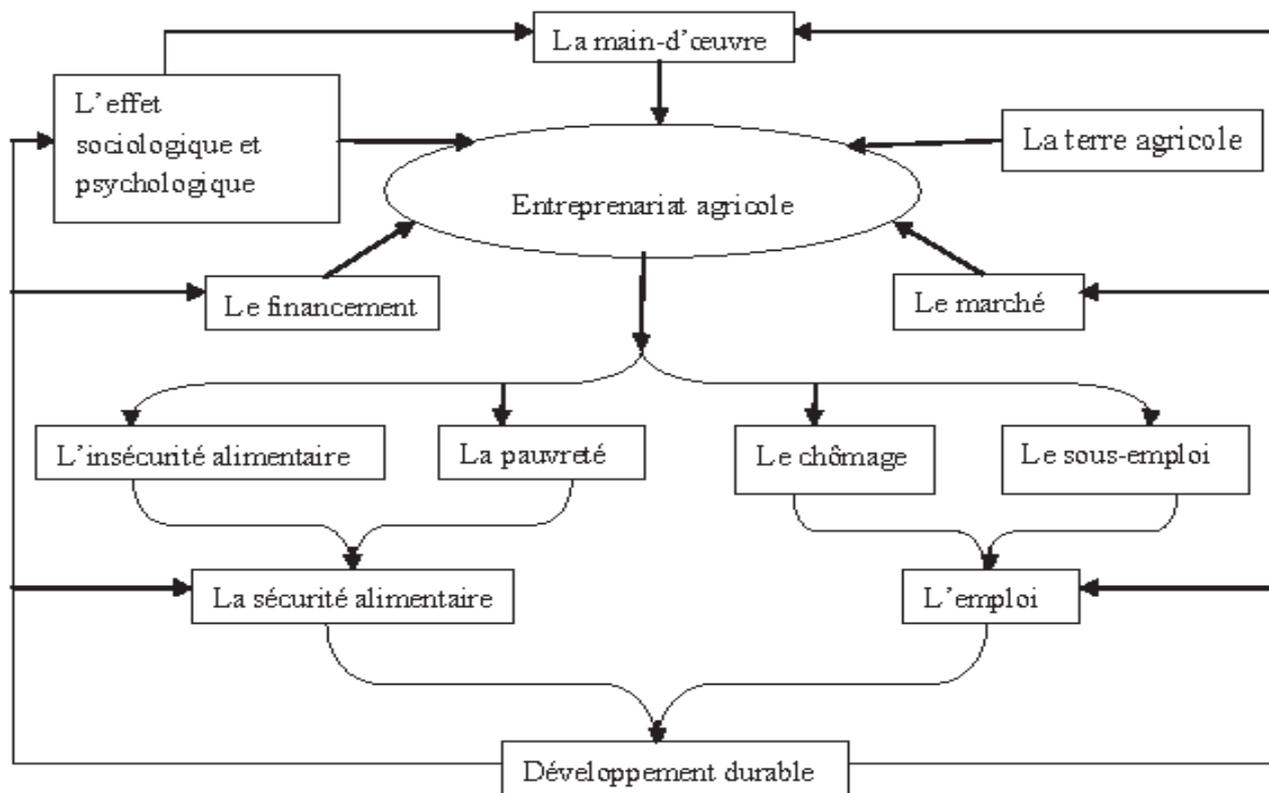
Les champs intermédiaires ont aussi un moyen important que les femmes utilisent pour contourner le poids de la tradition afin d'acquérir leur autonomie sur le plan agricole.

---

<sup>167</sup> Diiro et al. 2018 : « Autonomisation des femmes dans l'agriculture et productivité agricole : données provenant des ménages de producteur de maïs ruraux dans l'ouest du Kenya » journal *Pone*.0197995

## II.5. Stratégies de commercialisation et vision systémique de l'État pour la promotion de l'entrepreneuriat agricole des femmes.

Il s'avère nécessaire que l'État trouve des ouvertures extérieures pour l'écoulement des produits agricoles des femmes entrepreneures agricoles et de la population qui font dans l'agriculture. Il est aussi nécessaire de mettre en place une structure d'organisation de la commercialisation des produits en entretenant les pistes de dessertes rurales, en luttant contre



la concurrence déloyale, contre l'insécurité qui gangrène la localité, en créant un environnement propice et en menant des actions promotionnaires en organisant des foires dans le secteur agricole. L'État à travers cette stratégie a mise en place une foire afin de faciliter l'accès aux marchés d'écoulement des produits agricoles. Par cette même occasion, les ONG nationales et internationales pour distribuer les semences et intrants aux entrepreneures. De plus une étude entrepreneuriale surtout dans le domaine agricole, le modèle illustré par la figure ci-dessous serait nécessaire.

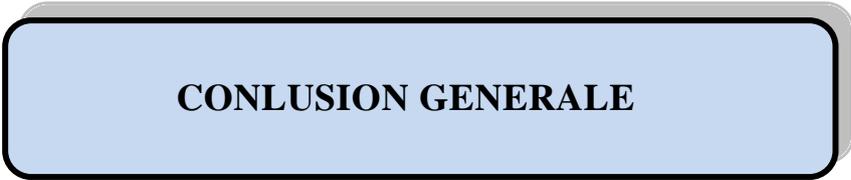
Dans cette figure, le modèle ENTREPO-AGRICODE qui résume les processus de fonctionnement d'une entreprise agricole dans la société en générale et en particulier en milieu rural. C'est un modèle dit systémique intégrant les différents compartiments de

l'agriculture. Sur cette figure, les éléments comme la main d'œuvre, la terre agricole, l'effet sociologique et psychologique, le financement et le marché sont les fondements d'entrepreneuriat agricole. Ces derniers agissent sur l'insécurité alimentaire et la pauvreté pour instaurer une sécurité alimentaire. Ils créent aussi l'emploi en agissant sur le chômage et le sous-emploi. Sécurité alimentaire et l'emploi garantiront un développement durable, lequel développement changera la société et ainsi les populations auront une nouvelle compréhension (psychologique) de l'agriculture. Ce qui rendra disponible la main d'œuvre. Avec ce développement, le financement et le marché seront disponibles et le phénomène reprend ainsi de suite.

En somme la construction de l'autonomie agricole par les femmes interrogées correspond à un comportement opportuniste qui limite le désir d'extension de leurs activités. Mais il faut noter une faible rupture dans leur rapport avec les hommes. Les entrepreneures agricultrices ont une perception réaliste de l'économie locale, mais cependant peu confiantes quant aux perspectives d'évolution future dans la localité de Kaga Bando. Ce chapitre essaie de mettre en lumière les contraintes que ces dernières rencontrent dans le processus de leur autonomisation agricole. Leurs moyens stratégiques ont permis d'entreprendre en agriculture. Cependant, les femmes entrepreneures agricoles confrontées à des difficultés socioculturelles, structurelles dans la construction de leur autonomie agricole que par la suite développent des stratégies de contournement, d'évitement de ces contraintes afin, d'acquiescer leur autonomie sur le plan agricole. Cependant, il faut noter que qu'aujourd'hui, l'autonomisation de la femme n'est plus cette indépendance des déterminismes sociaux mais, plutôt la force que porte la dynamique féminine dans l'équilibre des rapports sociaux.<sup>168</sup> Elles participent désormais à l'élaboration de la prise de grandes décisions sur le plan de production agricole, voire de développement total de la localité.

---

<sup>168</sup> Sariette., Batibonak 2009, la Recherche Féministe Francophone, langue, identités et enjeux, Paris, Karthala, pp. 613-630.



**CONCLUSION GENERALE**

En orientant notre réflexion sur la problématique de participation de la femme au processus de développement socioéconomique, la présente recherche s'est consacrée à étudier la question de contribution de l'entrepreneuriat agricole des femmes au processus de développement en Centrafrique et spécifiquement dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro. L'objectif de cette recherche s'inscrit dans la perspective d'évaluer et d'apprécier dans quelle mesure l'entrepreneuriat agricole peut constituer un levier incontournable au processus de développement économique et social à Kaga Bandoro. En effet, la question relative à la participation des femmes au développement socioéconomique en RCA et en particulier à Kaga Bandoro, trouve un centre d'intérêt dans le discours politique du gouvernement Centrafricain à travers l'entrepreneuriat agricole. Durant cette crise récente que la RCA a connue, la situation socioéconomique de la population en l'occurrence celle des femmes ont drastiquement été touchée par la crise alimentaire. Malgré les efforts consentis par le gouvernement, les ONG nationales qu'internationales afin d'intégrer dans la politique publique la question de participation des femmes dans le développement tout en mettant l'accent sur l'entrepreneuriat agricole cette problématique ne reste guère résolue. En effet, les différentes mesures prises par l'État afin de faciliter l'inclusion des femmes dans la politique de développement économique et social par la mise en place d'un mécanisme de promotion de l'entrepreneuriat agricole ne sied pas aux réalités et besoins exprimés par ces femmes surtout vivant en milieu rural. Faute d'une bonne politique en matière de financement, d'accompagnement, de formation et voire d'encadrement dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole, ces femmes développent des stratégies en tournant vers des associations, des groupements, des coopératives à travers ce qu'on appelle les tontines agricoles afin de contourner les barrières qu'elles rencontrent.

C'est à partir de cette observation que nous formulons la question centrale comme suit : « *dans quelle mesure l'entrepreneuriat agricole peut-il contribuer à la participation de la femme au développement socioéconomique à Kaga Bandoro ?* ». Poser comme question principale dans le cadre de cette recherche, l'hypothèse retenue soutenait que les femmes peuvent contribuer au développement de l'entrepreneuriat agricole en renforçant les groupements et associations agricoles, en intégrant dans la politique publique la question du genre en matière de développement agricole, en favorisant le mécanisme d'accès au crédit agricole.

À la fin de vérification de notre hypothèse, nous avons effectué une descente sur le terrain grâce au cadre théorique et méthodologique. Nous avons retenu grille d'analyse de

notre recherche, quatre (03) principales théories ont été mobilisée afin de rendre opérationnelle notre recherche à savoir : la sociologie dynamiste et critique, analyse stratégique, l'individualisme méthodologique. L'utilisation de ces quatre (03) théories nous ont permis non seulement de vérifier nos hypothèses émises au départ afin de confronter et de nuancer avec les réalités de terrain, mais par-dessus tout d'analyser et d'interpréter les données issues de notre recherche de terrain. En effet, l'opérationnalisation de la théorie de sociologie dynamiste et critique rend compte de la dynamique de l'entrepreneuriat agricole. Cette dynamique implique plusieurs acteurs en jeu. Par ailleurs, la théorie l'analyse stratégique nous a permis de voir comment les femmes développent des stratégies afin de pouvoir contourner les difficultés qu'elles rencontrent à travers un système qui a été mise en place d'autres acteurs. L'individualisme méthodologique nous aidé à comprendre que, nonobstant certaines femmes qui se réunissent en GIC afin de pouvoir contourner les difficultés liées au problème de leurs activités agricoles, d'autres s'inscrivent dans une dynamique individualiste afin de sortir de l'espace contraignant dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole.

La collecte des données s'est faite à travers l'utilisation des techniques et outils de collectes de données qualitatives. L'enquête a été réalisée auprès de la population cible préalablement identifier à l'aide de technique non probabiliste. Les femmes exerçant dans le domaine de l'agriculture. Trois techniques de collecte des données ont été mobilisées. L'observation documentaire nous a permis d'éplucher et de recenser tout sorte de document qui traite notre thématique soit de façon générale que spécifiques en rapport avec notre sujet. L'observation directe a été un moment fort dans le cadre cette recherche, parce que c'est à travers cette technique que nous avons pu toucher les réalités des doigts. Cette technique nous a permis de nous rendre derrière les femmes dans leurs champs respectifs, dans leurs associations, les groupements afin de comprendre comment elles s'organisent pour pouvoir contourner les difficultés liées aux aléas qu'elles rencontrent.

L'analyse des données collectées sur le terrain a été faite à l'aide de méthode d'analyse de contenu. A cet effet, les résultats obtenus suite à l'analyse de contenu ont conduit aux constats selon lesquels : les femmes constituent un maillon incontournable dans le processus de développement agricole, elles constituent en majorité la main d'œuvre agricole. Mais elles se heurtent à certaines difficultés qui les empêchent d'utiliser leur plein potentiel. Pour essayer de contourner ces difficultés relatives au financement, en tentant de mettre en place des stratégies afin de contourner ces obstacles. Pour cela, elles se constituent en groupement,

en associatif, en coopératif. En effet, cet état nous montre que l'entrepreneuriat agricole constitue un levier pour développement socioéconomique et permet à ces femmes d'assurer leur autonomie agricole.

Le travail est subdivisé en deux grandes parties principales. Ces deux principales parties sont-elles mêmes structurées en un total de quatre chapitres. La première partie abordera la question de l'entrepreneuriat agricole au processus de développement agricole en RCA). Le premier chapitre fait le bilan d'un bref aperçu sur l'entrepreneuriat agricole dans le développement socioéconomique de mettre en exergue les acteurs gravite autour de la dynamique de l'entrepreneuriat agricole et les rapports sociaux qui se construisent autour de la question de la participation de la femme au processus du développement et la façon dont ces rapports sociaux affectent la structure sociale et économique aujourd'hui. Cette investigation préliminaire s'avère nécessaire pour comprendre non seulement l'écho du débat sur la thématique y relative dans toute sa configuration, mais aussi comprendre d'une part les représentations sociales dominantes qui se forgent. Le deuxième Chapitre cherche à comprendre les politiques publiques en matière de la promotion de l'entrepreneuriat agricole et les rôles que peuvent jouer les femmes et ces différents acteurs dans le processus de développement entrepreneurial agricole en milieu rural.

La seconde partie comporte aussi composée deux Chapitres. Cette partie traite les enjeux et défis du dynamique entrepreneuriat agricole en RCA. Nous essayerons dans Cette partie d'analyser dans un premier les enjeux de l'entrepreneuriat agricole ensuite les défis qui mettent en exergue les différents acteurs au développement socioéconomique. Et aussi de voir comment de l'entrepreneuriat agricole peut contribuer au développement son évolution dans le temps et l'espace. Plus analytiquement cette partie s'emploie à présenter l'entrepreneuriat agricole comme une forme de nouvelle politique du développement socioéconomique dont la prise en compte des actrices sus évoquées sont de grande importance. Le premier Chapitre de cette première partie traitera de la contribution de l'entrepreneuriat agricole comme un levier au service du développement. En fin le dernier Chapitre de la seconde partie analysera les stratégies et contraintes que les femmes développent afin de contourner difficultés.

Nous avons dans le cadre de cette recherche définir un échantillon de la population afin de mener la recherche. Pour cela, nous avons fait recours à l'échantillonnage par réseau et des données de terrains. L'interprétation de ces données nous a donné l'occasion d'apprécier la contribution de l'entrepreneuriat agricole au processus de développement socioéconomique à Kaga Bandoro. En effet, l'entrepreneuriat agricole sa contribution au développement

économique, permet aussi d'améliorer les conditions de vie des femmes qui s'exercent de ce secteur. Pour la majorité des femmes interrogées, l'entrepreneuriat agricole leur permet de subvenir aux besoins des siens, mais cela permet de booster la croissance économique et de réduire drastiquement le chômage afin de donner plus d'emploi aux populations rurales. De plus de par sa contribution économique, l'entrepreneuriat agricole joue un rôle capital dans la reconstruction du capital social. Toutefois, l'interprétation de ces données montre aussi que, combien même que l'entrepreneuriat agricole à un effet positif, les femmes qui pratique cette activité se bute tout de même à des obstacles les empêchant à mieux se développer dans ce secteur promoteur de richesse et de création d'emploi. Et ces obstacles peuvent être liés au manque de financement, absence des banques agricoles, manque de formation sur des nouvelles techniques de production etc.

Les résultats obtenus dans le cadre cette recherche ne peuvent pas faire l'objet de généralisation sur toute l'étendue du territoire national du moins au niveau de la sous-région ; car cette recherche à une portée locale dans la mesure où les données sont prélevées uniquement dans la région de Kaga Bandoro. Les réalités relatives au développement de l'entrepreneuriat agricole ainsi que le mécanisme de financement des projets agricoles diffèrent d'une région à une autre. Considérons par exemple le cas de notre zone étude, l'on constate que la politique de l'Etat à travers le Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix(RCPA) n'a pas été effective automatiquement contrairement aux régions du pays. Ce plan de relèvement s'inscrit dans la dynamique de relancer et développer de manière durable les secteurs productifs (agricultures, élevages, industrie extractives et forestières). Malgré le fort potentiel de cette région, le secteur agricole est fortement sous exploité. Le secteur a été affaibli par des décennies de sous-investissements, les systèmes de production sont peu efficaces et les rendements faibles. Par ailleurs, il s'avère que les femmes qui entreprennent dans cette région ont une forte capacité de résilience, en termes claires elles arrivent à braver toutes les difficultés qu'elles rencontrent. Elles arrivent à le faire à travers les GICS, les coopératives, les groupements.

Somme toute, la femme occupe une place importante dans l'économie de la République Centrafricaine mais sa performance est non satisfaisante. Nous avons montré que le développement de RCA à travers l'entrepreneuriat des femmes dans le milieu agricole permettrait d'augmenter la création et l'innovation de Petite et Moyenne Entreprise, conduisant à un changement positif au niveau du secteur socio-économique agricole. Une augmentation du nombre d'exploitant agricoles devront devenir une Petite et Moyenne

Entreprise qui constitue un moyen de création de richesse et d'emplois. Le développement des productions agricoles et l'accroissement de l'innovation agricole doivent avoir un effet positif significatif sur le développement économique et la réduction de la pauvreté. Donc, l'entrepreneuriat joue un rôle important dans le processus de croissance économique et le développement d'un pays. Cependant, eu égard du contexte socioéconomique du pays et suite aux différentes crises que le pays a traversé, certains des enquêtés nous ont émis des suggestions relatives à l'amélioration des conditions d'octroi de crédit agricole aux femmes qui exercent dans le secteur agricole.

Ces suggestions ont été évoquées dans un premier temps à l'endroit des pouvoirs publics et ensuite des organisations nationales et internationales :

- Encourager les initiatives des femmes à quitter les petites productions à l'entrepreneuriat agricole ;
- Faciliter l'accès au crédit agricole ;
- Mettre les femmes au cœur de la politique publique en matière de développement agricole ;
- Faciliter la procédure administrative en vue de création d'une entreprise agricole ;
- Promouvoir la formation, la sensibilisation des gens sur l'application de la technique adaptée à la production agricole ;
- La mise en place des politiques agricoles fiables au développement pour la rendre professionnelle, de devenir les exploitants agricoles familiaux en gens petite et moyenne entreprise individuelle et à l'amélioration de la mode de gestion et de circuit de distribution ;

Cette étude a permis de vérifier le déroulement de l'entrepreneuriat agricole, la croissance et le développement socio-économique au niveau théorique et empirique. L'entrepreneuriat agricole est considéré comme un moteur du développement. Et la prise en considération de cette interaction conduit à la concrétisation du développement socio-économique. Pour les pays sous-développés, le dynamisme de l'entrepreneuriat agricole contribue plus intéressamment à la croissance économique. Les données citées dans la présente étude la relève féminine occupent une place appréciable en agriculture (27%), mais son importance relative stagne depuis quelques années. Peu étudiée jusqu'ici, la trajectoire des jeunes femmes entrepreneures étudiées dans le cadre de cette étude a permis de d'explorer les

défis qu'elles rencontrent et de prendre la mesure des transformations qui ont marqué les rapports entre les femmes et les hommes dans leur milieu. Les constats qui en découlent sont riches d'apprentissages.

Les services financiers ont une interdépendance de rentabilité économique entre les entrepreneurs. Le développement des institutions financière entraine le développement de l'entrepreneuriat agricole, et l'épanouissement du service financier n'existe que s'il y a une rentabilité. Le pays en développement doit concevoir des stratégies adaptées pour accroître l'accès de tous les segments de la population aux services financiers. Ces stratégies doivent ensuite être concrétisées dans le cadre de mesures de politique générale et de projet de mise en œuvre efficace. Tous les intervenants doivent collaborer à l'élaboration de ces stratégies et déterminer ensemble les meilleurs façons d'organiser la mise en œuvre.

Ceci étant, nous n'avons pas la prétention d'avoir être le seul ou parcouru tous les contours de notre thématique de recherche. Comme souligne Jean Marc Ela : « *Le chercheur doit aujourd'hui s'interroger sur la finalité et l'impact de son activité scientifique* ». Ce travail s'inscrit aussi dans une perspective de servir aux décideurs ou les responsables des programmes d'interventions qui ont besoins d'être fixés sur les solutions à apporter aux problèmes ponctuels et sectoriels qu'ils ont à résoudre. En même temps, nous souhaiterons à apprendre à découvrir d'autres lieux de productions des savoirs scientifiques en réalisant une étude un peu plus vaste sur la recherche agricole en Centrafrique.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### 1-Ouvrages généraux

**Adam Gérard et Reynaud, Jean -Daniel**, 1978, *Conflits du travail et changements social*, Paris, Presses universitaires de France.

**Durkheim Émile**, 1992, *Éducation et sociologie*, Paris, Presses universitaires de France

**Marx Karl**, 1895, *la lutte des classes en France 1848-1850, très. Fr.*, Paris, *Édition sociales*

**Raymond B., Philippe Besnard, Mohammed Cherkaouo, Bernard-Pierre Lécuyer**: *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse, 2012.

**Reynaud Jean-Daniel**, 1982, *sociologie des conflits du travail*, Paris, Presses universitaires de France

**BALANDIER G.**, 1974, *Anthropo-logiques*. PUF, 278 p.

**BERNERIA L.**, *Women and development: the sexual division of labor in rural sorties*. Praeger, 257 p., 1982.

**BOSERUP E.**, 1983, 315 p., *La femme face au développement économique*. PUF.

**BOSERUP (Ester)** 1970, 283 p., *Woman's role in economic developpment*, New York, *St Martin's press*,

**Bel, G.** 2009. *L'entrepreneuriat au féminin*. *Conseil économique, social et environnemental*.

**DUCHENEAUT, B. in Orhan, M.** 2000. *Les femmes en France*. *Seli Arslam*. 130-134, 1982.

**GENTIL D.**, 1979 Rééd. 1984. *Les pratiques coopératives en milieu rural africain*. *L'Harmattan, UCI*, 145 p.

**MEILLASSOUX C.**, 1977, *Femmes, Greniers et capitaux*. *Maspéro*,

**SAVANE M.A.**, *Les projets pour les femmes en milieu rural sénégalais*. *BIT*, 139 p., 1983.

### 2-Revues, Articles et Mémoires

**AFARD**, Association des Femmes africains pour la Recherche sur le Développement, *Ou en est l'animation féminine en Afrique ?*, Nyon, FIPAD, dossier 14 décembre 1979, pp. 79-90.

**Brush, CG.** (2006), « women entrepreneurs: A Research overview, *The Oxford handbook of entrepreneurship* », eds., M. Casson, B. Yeung, A Basu, and N. Wedeson, 611-28. Oxford: university press.

- BERGMAN H., SCHUL J.J.**, « *Liste de questions sur le rôle des femmes dans les projets De développement agricole* ». Revue Tiers Monde, No 84, pp. 833-843, 1980.
- BERGMAN H., SCHUL J.J** « *Liste de questions sur le rôle des femmes dans les projets de développement agricole* ». Revue Tiers Monde, no 84, pp. 833-843, 1980.
- CORREZE A.**, « *La vulgarisation agricole et les femmes* » *Economie rurale*, no 147-148, pp
- CORDONNIER R.**, « *De la condition socio-économique des femmes africaines* ». Cultures et développement, no 3, pp. 387-411, 1977.
- IRAM**, « *Besoins et participation des femmes rurales au Niger* ». Carnets de l'Enfance, no 41, pp 74-81, 1978.
- Revue Tiers Monde**, Femmes et interventions no 91, pp 588-599, 1982.
- Carrier, C., Julien, P.A.; Menvielle, W.** (2006). « *Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études sur 25 dernières années* » *Gestion*, vol.31, No 2, pour.36-50.
- CORREZE A.**,« *La vulgarisation agricole et les femmes* ». *Economie rurale*, no 147-148, pp. 130-134, 1982.
- DAUNE-RICHARD A.M.**, « *Sociologie du développement ou développement de la sociologie : la question des femmes et de leur travail* ». Revue Tiers Monde, no 90, pp. 375-387, 1982.
- FEYDEAU, E.** de. 2000. « Les femmes créatrices des entreprises dans la beauté » dans Marseille, J (dir). 2000. *Créateurs et créations d'entreprise de la révolution industrielle à nos jours*. ADHE, 213-228.
- Fouquet, A** « les femmes chefs d'entreprises : le cas français », *travaille, genre et société* 2005 (1 N 13), pour. 31-50 GEM (2010), « *Rapport Régional de global Entrepreneurship Monitor -GM MOAH* » (Moyen-Orient et Afrique du Nord)
- Orhan M, Scott Don**, (2001)" why women enter into entrepreneurship: an explanatory model", *women in Management Review*, vol. 16 Iss: 5, pp. 235-247
- MIGNOT-LEFEBVRE Y.**, « *Les enjeux de la production non marchande en Afrique* ». **Revue Tiers Monde**, no 76, pp. 819-830, 1978. Femmes et développement : idées et stratégies des organisations internationales ».
- Revue Tiers Monde** no 91, pp 579-586, *Du côté des planificateurs et experts en développement* 1982.
- PALMER I.**, « *La place des femmes dans une stratégie axée sur les besoins essentiels* ». *Revue internationale du Travail*, pp. 105-117, 1977.
- Verheul, I., Van stel, A. Thurik, R.** (2006) « Explaining female and male entrepreneurship à the country level » *entrepreneurship & Régional Development* 18 (2): 151-183.

### 3-Quelques rapports émanant des organisations internationales

#### Fao :

*Le droit au travail gratuit, Cérès (Revue de la Fao sur l'agriculture et le développement), no 75, vol. 13, no 3, mai- juin 1980.*

*Women in agriculture and rural development, dossier 1979.*

#### UNESCO :

*Femmes, communication et développement, les services d'information Unesco/FNUAP concernant les femmes et la population, doc. Ss 80/WS/18, 12 p.*

*La femme invisible, Courrier de l'UNESCO, juillet 1980, 34 p.*

*Les femmes, l'éducation et égalité, Paris, Les Presses de l'UNESCO, 1975, 122p.*

*Rapport pour la conférence mondiale de la décennie des Nations unies pour la femme, Copenhague, 14-30 juillet 1980 ; conclusions de la commission intersectorielle de l'ONG(Unesco) sur l'évaluation de la première moitié de la décennie de la femme (21-22 avril 1980), doc. ONG/80/31/FEM/107 p.*

#### ONU :

*Convention sur les toutes formes de discriminations à l'égard des femmes, adoptée par l'assemblée générale le 18 décembre 1979, doc. INF/80/ 4 juin 1980.*

*Conférence mondiale de la décennie des Nations Unies pour les femmes, copenhagen, 14-30 juillet 1980. Examen et évaluation des programme mondiaux et régionaux des Nations Unies entre 1975 et 1980, doc. 80 149 16, 36 p.*

*Réunion préparatoire sur le rôle d la femme dans l'industrialisation du pays en voie de développement, rapport 6-10 novembre 1978, vienne, ONUDI, doc. ID. /WG 283/23, 1979, P 24*

### 5-Ouvrages spécifiques

**Anheier, H.K., Gerhard, J. Et Romo, F.P., 1995.** - *"Forms of capital and social Structure in cultural fields: examining Bourdieu's social topography»*, American journal of sociology, 100, 4, 859-903.

**Bourdieu, P., 1980.** - *"Le capital social. Notes provisoires"*, Actes de la recherche en Sciences sociales, 31, 2-3.

**Bourdieu, P., 2000.** - *Les structures sociales de l'économie.* - Paris: Seuil. – 293.

**Smart, A., 1993.** - *"Gifts, bribes and guanxi: a reconsideration of Bourdieu's social, Capital"*, Cultural anthropology, 8, 388-408.

**Coleman, J.S., 1988.** – *"Social capital in the creation of human capital"*, American

Journal of sociology, Supplement to vol. 94, S95-S120.

**Coleman, J.S.**, 1990. - *Foundations of social theory*.-Cambridge: Harvard University Press.

**Coleman, J.S.**, 1993. - "The rational reconstruction of society: 1992 presidential Address", American sociological review, 58, 1, 1-15.

**Coleman, J.S.**, 1994. - A rational choice perspective on economic sociology, in Smelser, N. J. ET Swedberg, R., Ed. - *Handbook of economic sociology*. - Princeton: Russell.

**Henri, Tedongmo Teko**, *Sociologie de l'Entrepreneuriat, Fondements Epistémologique et Contingence Africaine*.

**Henri, Tedongmo, Teko**, *Réussir l'Entrepreneuriat Culturel, Expériences Camerounaises*, 2016, Edition Connaissance et Savoir.

Sage Fondations. - 166-180

## 6-Webographie

<http://revue.mal?journal=RAM>, consulté en ligne le 23 août 2022

<http://.oecd.org/sti/ses>, consulté en ligne le 23 septembre 2021

<http://.oecd.istanbul.sme2004.org>, consulté en ligne le 23 septembre 2021

<http://.liberal.parl.gc.ca/entrepreneur> consulté en ligne le 23 septembre 2021

## ANNEXES

**Annexe 1** : Guide d'entretien destiné à l'endroit de nos enquêtes exerçant dans l'entrepreneuriat agricole.

Bonjour, Madame, Monsieur

Je m'appelle MBOMBO GODRO Jésus Jonathan, je suis étudiant en Master II de (sociologie) à l'université de Yaoundé I. En effet, dans le cadre de mes recherches académiques en vue de rédiger un mémoire de fin d'étude, je mène une étude sur le thème : *La Participation de Femme au Développement Socio-économique en RCA : Une Analyse à Partir de l'entrepreneuriat Agricole dans la S/Préfecture de Kaga Bandoro* et nous souhaitons approfondir les défis et les enjeux que vous, les femmes, rencontrez en entreprenant dans le secteur agricole et au sein de votre communauté. En ce sens, on aimerait explorer comment notre recherche pourrait appréhender la contribution de l'entrepreneuriat féminin au développement socio-économique de la RCA en particulier de Kaga Bandoro.

L'objectif de cette discussion est donc de comprendre comment et dans quelle mesure l'entrepreneuriat féminin constitue un levier au développement socio-économique de la RCA, étant donné que ce secteur est beaucoup plus dominé par les hommes. Ici est un espace de libre expression, sans jugement aucun, où vous pouvez nous parler librement de vos besoins, désirs, contraintes, en tant que femme entrepreneures. Vos réponses resteront anonymes et seront utilisées pour des fins purement académiques. Cet entretien devrait durer 10 à 15 minutes. Si vous vous sentirez mal à l'aise ou si vous ne souhaitez tout simplement pas répondre à une question, vous pouvez le faire sans justification. Y'a-t-il une question avant de commencer ?

### I. IDENTIFICATION DE L'ENQUETE

#### 1. Sexe

Femme  Homme

#### 2. Quel âge avez-vous ?

18-24 <input type="checkbox"/>	25-34 <input type="checkbox"/>
35-44 <input type="checkbox"/>	45-54 <input type="checkbox"/>
55-64 <input type="checkbox"/>	65ans+ <input type="checkbox"/>

#### 3. Niveau d'instruction

Niveau primaire   
 Niveau secondaire   
 Niveau baccalauréat   
 Niveau universitaire   
 Autres à Préciser... Citez-le

#### 4. catégorie socioprofessionnelle

#### 5. Lieu de Résidence

Quel est votre lieu de résidence ?

1<sup>er</sup> Arrondissement

2<sup>e</sup> Arrondissement

3<sup>e</sup> Arrondissement

4<sup>e</sup> Arrondissement

5<sup>e</sup> Arrondissement

6<sup>e</sup> Arrondissement

#### 6. Statut matrimonial

Célibataire

Marié(e)  Divorcé(e)

Autres à préciser :

### II. Thème : Généralité et compréhension sur l'entrepreneuriat féminin.

- Quelle est selon vous la définition de l'entrepreneuriat féminin ?
- Quelle est votre propre définition de l'entrepreneuriat féminin ?
- Pensez-vous que vous faites partie des catégories de femmes entrepreneurs ? si oui expliquer ?
- Avez-vous une idée sur les conditions à remplir pour devenir une entrepreneure ?
- Dans quel domaine d'activité exercez-vous ? à préciser

### III. Thème : Motivation et dynamique entrepreneuriale chez les femmes de Kaga Bandoro

- Quelle est votre histoire dans le secteur que vous entreprenez aujourd'hui ?
- Quelle est la place de la femme dans l'entrepreneuriat ?
- Comment encourager l'entrepreneuriat des femmes et surtout en milieu rural ?
- Pourquoi encourager l'entrepreneuriat des femmes à kaga Bnadoro ?

- Qu'est-ce qui vous a motivé à entreprendre dans le secteur agricole ?

**IV. L'entrepreneuriat féminin et les normes socioculturelles par rapport au travail femmes.**

- Pensez-vous les normes culturelles de votre communauté constituent un frein par rapport au travail de la femme ?
- Quel est le regard du travail des femmes vu par la tradition dans votre communauté ?
- Pensez-vous que les valeurs culturelles de certaines attitudes économiques ont un impact sur votre choix à entreprendre ?

**a- L'entrepreneuriat féminin entre le travail et le statut de la femme**

- Selon vous quel est le rapport entre votre activité et votre éducation ?
- Comment gérez-vous votre activité agricole et votre vie de famille (mari, enfants, parents utérins) ?
- Quelle idée faites-vous de votre travail de femme et votre positionnement social au sein de votre famille et de la communauté à laquelle vous appartenez ?

**V. L'entrepreneuriat agricole et mécanisme de financement et d'accès à la terre**

- Disposez-vous d'une source de financement ? si non par quels moyens financé vous votre activité ?
- Avez-vous bénéficié de l'aide de l'Etat ou d'une ONG quelconque ?
- Disposez-vous des équipements adéquats pour la production agricole ?
- Etes-vous membre d'une association des femmes agriculture ? si oui laquelle.
- Rencontreriez-vous souvent le problème d'accès à la terre en vue de production agricole ?
- Pensez-vous que vous disposez suffisamment de parcelle pour votre production agricole ?
- Avez-vous déjà monté un projet afin trouver un financement en vue d'accroître votre productivité agricole ?

**VI. Contribution de la femme au développement à travers  
l'entrepreneuriat agricole**

- Que pensez-vous de votre apport en tant femme au développement socio-économique à travers entrepreneuriat agricole ?
- Pourquoi avez-vous opté d'entreprendre dans le secteur agricole ?
- Si vous avez un conseil les autres femmes qui tardent à se lancer dans l'entrepreneuriat, que diriez-vous ?
- Quel message vous porter à l'endroit du gouvernement et des ONG ?

**VII. Les freins et obstacles liés à l'entrepreneuriat féminin en milieu rural  
centrafricain**

- Quelles sont les contraintes que vous rencontrées en tant que femmes entrepreneurs dans le secteur de votre activité ?
- Est –ce qu'il s'agit d'un problème lié au financement ?

## Annexe 2 : Attestation de recherche

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix – Travail – Patrie

\*\*\*\*\*

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

\*\*\*\*\*

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES  
ET SCIENCES HUMAINES

\*\*\*\*\*

DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

\*\*\*\*\*

BP : 755 Yaoundé

Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYI, à côté AUF

E-mail : depart.socio20@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

\*\*\*\*\*

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

FACULTY OF ARTS, LETTERS  
AND SOCIAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF SOCIOLOGY

\*\*\*\*\*

### ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **LEKA ESSOMBA Armand**, Chef de Département de Sociologie de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **MBOMBO GODRO Jésus-Jonathan**, Matricule **19Y866**, est inscrit en Master Recherche à Vocation Professionnelle (MRVP), option Développement Rural. Il effectue, sous la direction du Docteur **NJOYA MAMA Mohamed**, un travail de recherche sur le thème : « *Genre et entrepreneuriat : contribution de la femme à la reconstruction socio-économique en RCA ; cas de la préfecture d'Ouham Pendé* ».

Je vous serais reconnaissant de lui fournir toute information non confidentielle, susceptible de l'aider dans cette recherche.

En foi de quoi, la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé, le **05 JUL 2021**

**Le Chef de Département**



## TABLE DES MATIERES

DEDICACE.....	i
REMERCIEMENTS .....	ii
SOMMAIRE .....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	iv
LISTE DES ANNEXES .....	v
SIGLES ET ACRONYMES .....	vi
RESUMÉ.....	ix
ABSTRACT .....	x
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	1
I.    CONTEXTE DE LA RECHERCHE .....	2
II.    PROBLEME DE RECHERCHE.....	5
III.    PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE .....	7
IV.    QUESTION DE RECHERCHE.....	16
IV.1.    Question de recherche principale.....	16
IV.2.    Questions de recherche spécifiques .....	17
V.    HYPOTHESE DE RECHERCHE.....	17
V.1.    Hypothèse principale.....	17
V.2.    Hypothèses de recherche spécifiques.....	17
VII.    METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE .....	17
VII. 1.    CADRE THEORIQUE .....	18
VII.1.1.    La sociologie dynamiste et critique de Georges Balandier .....	18
VII.1.2.    L’analyse stratégique de Michel CROZIER.....	20
VII.2.2.    L’individualisme méthodologique de Raymond BOUDON .....	22
VII.2.    Techniques de collecte des données .....	22
9.1.1.1.    L’observation documentaire .....	23
VII.1.1.1.    L’observation directe .....	24
VII.1.2.    L’entretien semi-directif .....	25
VII.1.3.    L’échantillonnage .....	26
VIII.    TECHNIQUE D’ANALYSE DES DONNEES .....	27

IX.2. Délimitation sociologique.....	28
X. DEFINITIONS DES CONCEPTS .....	28
XI. ARTICULATION DU TRAVAIL.....	33
PREMIERE PARTIE : ENTREPRENEURIAT AGRICOLE ET PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT SOCIOECONOMIQUE EN RCA. ....	34
CHAPITRE PREMIER : APERCU SUR L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE EN RCA : ENTREPRENEURIAT FEMININ .....	35
I. CONTEXTUALISATION DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE EN RCA .....	35
I.1. Bref aperçu du contexte socioéconomique de la République Centrafricaine .....	36
I.2. Généralités sur les exploitations agricoles modernes en République Centrafricaine .	36
I.2.1. L'entrepreneuriat agricole dans le monde rural et dans l'économie nationale ...	37
I.2.2. Le rôle de la femme au processus de développement agricole .....	38
I.2.3. Le rôle de la femme dans la vie sociale centrafricaine .....	40
I.2.4. Le rôle de la femme dans la vie économique centrafricaine.....	41
I.2.5. Le rôle de la femme dans la vie politique centrafricaine .....	42
I.2.6. L'importance économique et sociale de l'entrepreneuriat agricole.....	43
II. SOCIOGENESE ET EVOLUTION DE L'ENTREPRENEURIAT AGROCOLE .....	44
II.1. L'émergence de l'entrepreneuriat agricole.....	45
II.2. De l'émergence de l'entrepreneuriat agricole Schumpetérien à la mise en visibilité des formes d'organisation de l'activité productive en agriculture. ....	46
II.3. L'intégration du concept entrepreneuriat agricole et autonomisation agricole des femmes au développement en RCA.....	47
II.5. Culture entrepreneuriale chez les femmes de la sous-préfecture de Kaga Bandoro .	51
III. CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE FEMININ. ...	51
IV.1. Caractéristiques de l'entrepreneuriat agricole féminin.....	52
IV.2. Les particularités des femmes qui entreprennent dans le secteur agricole .....	53
CHAPITRE 2 : LES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE : RÉALITÉS ET CONTRAINTES. ....	54
I. RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DES ACTEURS. ....	54
I.2. Cadre de Concertation Nationale des Organisations Paysannes de Centrafrique (CNOPCAF) .....	56
I.3. La politique publique relative à la stimulation des femmes manifestant la volonté et	56
I.4. Promotion sur le territoire national d'une masse critique d'agro businesswomen et de multinationales dans l'entrepreneuriat agricole. ....	56

I.5. Les mécanismes de gouvernance du secteur Agricole .....	57
I.6. L'intégration d'une agriculture familiale, entrepreneuriat agricole et agrobusiness ..	57
II. DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DE RECHERCHE ET DU CONSEIL AGRICOLE AU SERVICE D'UN ENTREPRENEURIAT AGRICOLE DURABLE ET COMPETITIF.....	58
II.1. Un système de recherche Agricole performant .....	58
II.2. Conseil agricole au service de la productivité des filières .....	58
PARTIE II : ENJEUX ET DEFIS DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE A KAGA BANDORO.....	61
CHAPITRE III : CONTRIBUTION DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU DEVELOPPMENT SOCIOECONOMIQUE A KAGA BANDORO.....	62
I. DEVELOPPMENT SOCIOECONOMIQUE ET DYNAMISME DES FEMMES DANS LE SECTEUR AGRICOLE .....	63
I.1 Le développement socio-économique et l'inclusion des femmes en RCA .....	63
I.2 Aspect pratique du lien entre entrepreneuriat agricole et développement .....	68
I.3 Le dynamisme entrepreneurial des femmes dans le secteur agricole .....	69
I.4 Entrepreneuriat agricole et développement économique social .....	71
I.5. L'importance du secteur agricole dans les initiatives entrepreneuriales féminines ..	72
I.8. Une autre vision concernant l'entrepreneuriat agricole.....	73
I.9. La relation des activités des entrepreneures agricoles et la croissance économique .	74
I.10. Activité des entrepreneures agricoles comme innovatrice et croissance économique des productrices .....	75
III. LES ATOUTS DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE DANS LA REGION DE KAGA BANDORO .....	76
II. 1 Approvisionner les marchés au niveau local.....	76
II.1.1. Au niveau régional et international .....	78
II.1.2 Des atouts en matière de qualité des produits.....	78
II.1.3. Une dynamisation de l'espace rural.....	79
II.1.4. Des retombées économiques pour l'ensemble des actrices et acteurs de la vie sociale.....	81
II.1.5. Le manioc un atout important.....	81
III. TYPOLOGIES ET DIFFERENTS FACTEURS MOTIVATIONNELS DES FEMMES À KAGA BANDORO.....	83
III.1. Différents types de profil femmes entreprenante à Kaga Bandoro .....	84
III.2. L'identité professionnelle et l'autonomie dans l'entrepreneuriat agricole .....	84
III.3. Les facteurs motivants les femmes à entreprendre : .....	86

III.2. Celles qui entreprennent par reconversions .....	90
III.2.1. Celles qui entreprennent par contrainte.....	91
III.2.2. Celles qui entreprennent étant à l'extérieur.....	91
IV. ENJEUX ET DEFIS DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE ET IMPLICATION DES FEMMES .....	93
IV.1. L'accès aux sources de financement de l'activité entrepreneuriale agricole.....	94
IV.2. Défis auxquels les femmes entrepreneures font face dans le secteur agricole à kaga Bandoro.....	95
IV.3. Les représentations traditionnelles des rôles .....	96
IV.4. La nécessité de faire sa place dans le domaine l'entrepreneuriat agricole .....	96
IV.5. Le fardeau de la preuve : prouver ses capacités et comprendre les règles du jeu....	97
CHAPITRE IV : STRATEGIES ET CONTRAINTES DE L'ENTREPRENEURIAT DES FEMMES DANS LES ACTIVITES AGRICOLES A KAGA BANDORO .....	99
I. FONCTIONNEMENT ET CONTRAINTE DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE.....	100
I.1. Formes de la main d'œuvre et ses contraintes relatives à la production agricole à Kaga Bandoro. ....	100
I.2. Formes de main-d'œuvre agricole à Kaga Bandoro .....	100
I.3. Contraintes à l'entrepreneuriat agricole dans la sous-préfecture de Kaga Bandoro...	100
I.4. Contraintes relatives à la main-d'œuvre agricole .....	100
I.6. Insuffisance du personnel d'encadrement technique en matière d'entrepreneuriat agricole.....	102
I.8. La contrainte liée à la conciliation travail et vie familiale.....	103
II. STRATEGIES DE CONSTRUCTION DE L'AUTONOMIE AGRICOLES DES FEMMES.....	105
II.1. La constitution du capital social.....	105
II.2. Regroupement : Création des GIC (Groupes d'Initiatives Communes) et Coopératives. ....	107
II.3. Création des champs communautaires .....	109
II.4. Création des champs intermédiaires.....	110
CONCLUSION GENERALE.....	113
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	120
ANNEXES .....	124
TABLE DES MATIERES .....	129

